

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 20/02/2019

N° : 2019/117

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/116

 **Décisions**

Page 117/629

ARRÊTÉS



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/004/CM

Désignation de Madame Lucie Berard en qualité de référent déontologue de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 28 bis ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2013-1907 du 11 octobre 2013 modifiée relative à la transparence de la vie publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires ;
- Le décret n° 2017-519 du 10 avril 2017 relatif au référent déontologue dans la fonction publique ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La déclaration d'intérêts du référent déontologue ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Janvier 2019

CONSIDERANT

- Qu'en vertu de l'article 28 bis de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, tout fonctionnaire ou agent contractuel a le droit de consulter un référent déontologue, chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des obligations et des principes déontologiques mentionnés aux articles 25 à 28 de ladite loi ;
- Qu'en application des dispositions de l'article 4 du décret n° 2017-519 du 10 avril 2017 relatif au référent déontologue dans la fonction publique, le référent déontologue, qui doit être désigné à un niveau permettant l'exercice effectif de ses missions, doit être désigné, dans les collectivités publiques relevant de loi n°84-53 du 26 janvier 1984 susvisée non affiliées à un centre de gestion, par l'autorité territoriale ;
- Qu'il revient donc à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en sa qualité d'autorité territoriale de la Métropole, de procéder à la désignation du référent déontologue de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que Madame Lucie Chapus épouse Berard, présente toutes les qualifications et compétences requises pour occuper les fonctions de référent déontologue ;
- Considérant la lettre de mission précisant le périmètre de la mission et les attentes à l'égard du référent déontologue.

ARRÊTE

Article 1 :

Madame Lucie Chapus épouse Berard est désignée référent déontologue de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à compter du 1^{er} février 2019, pour une durée de 1 ans.
Cette durée ne peut être modifiée qu'après accord exprès. Au terme de cette durée, il peut être procédé, dans les mêmes conditions, au renouvellement de sa désignation.

Article 2 :

La présente désignation, ainsi que toutes les informations nécessaires permettant de se mettre en rapport avec le référent déontologue, sont portées par tout moyen à la connaissance des agents relevant du champ de ses compétences.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 28 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Janvier 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/006/CM

Plan local d'urbanisme de la ville d'Aubagne - Arrêté d'engagement de la modification n° 2

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 129-260/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil Municipal d'Aubagne du 13 mars 2018 saisissant le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification ;

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Janvier 2019

- La délibération n° CT4/190318/7 du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 21 mars 2018 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aubagne ;
- La délibération n° URB 004-3638/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 sollicitant du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aubagne ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne en vigueur.

CONSIDÉRANT

- La nécessité de faire évoluer certaines zones du Plan Local d'Urbanisme dans une démarche contrôlée d'ouverture à l'urbanisation ;
- La nécessité de préciser certains points du règlement afin de faciliter l'instruction des autorisations d'urbanisme et de renforcer le caractère qualitatif des quartiers d'habitat pavillonnaire et des noyaux villageois ;
- Qu'il convient de procéder à quelques ajustements du document graphique notamment en ce qui concerne les servitudes et les emplacements réservés ;
- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le Plan Local d'Urbanisme sur ces points ;
- Que la modification n° 2 envisagée aura dès lors pour effet de modifier le règlement et le document graphique ;
- Que le projet envisagé ne change pas les orientations définies au projet d'aménagement et de développement durable, qu'il ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole, ou une zone naturelle et forestière, qu'il ne réduit pas une protection ;
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification conformément au code de l'urbanisme ;
- Qu'à la suite de la délibération de la commune d'Aubagne, le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite du Président l'engagement de la procédure de modification n° 2 ;
- Que le Conseil de la Métropole a sollicité du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 2 du Plan local d'Urbanisme d'Aubagne ;
- Qu'il convient que la Présidente de la Métropole engage par arrêté, ladite procédure de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aubagne.

ARRETE

Article 1 :

Est prescrite une procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne.

Article 2 :

La modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne, notamment la précision de certaines dispositions réglementaires et d'adaptation des documents graphiques remplissant les conditions définies par le Code de l'Urbanisme, permettra :

- D'adapter finement le zonage du Plan Local d'Urbanisme et de modifier certaines règles d'utilisation du sol sur des secteurs à fort enjeu urbain ;
- De garantir davantage de qualité des projets et de maintenir la continuité urbaine ;
- De rectifier des erreurs matérielles ;
- De préciser certains points du règlement pour sécuriser l'instruction des autorisations d'urbanisme ;
- Les modalités de l'enquête publique seront précisées, par arrêté de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 29 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/007/CM

Plan local d'urbanisme de la ville d'Aubagne - Arrêté d'engagement de la modification n° 3

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération n° HN 129-260/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal d'Aubagne du 13 mars 2018 saisissant le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification ;

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Janvier 2019

- La délibération n° CT4-190318/7 du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 19 mars 2018 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence l'engagement de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme d'Aubagne ;
- La délibération n° URB 004-3638/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 sollicitant du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme d'Aubagne ;
- Le Plan local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne en vigueur.

CONSIDÉRANT

- Que toutes les zones à urbaniser du Plan local d'Urbanisme d'Aubagne sont strictes et leurs ouvertures à l'urbanisation nécessitent au préalable une modification du document d'urbanisme ;
- Que le secteur AUE de la zone dite de « Camp de Sarlier » représente une importante opportunité foncière pour subvenir à une partie des besoins exprimés en matière de développement économique, dans un contexte local enregistrant un déficit de capacités d'accueil pour les activités industrielles et artisanales ;
- Que le secteur en question est encadré par une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) dans le Plan Local d'Urbanisme d'Aubagne ;
- Que la modification n° 3 envisagée aura dès lors pour effet de modifier le règlement (écrit et graphique) sur le secteur de la zone dite « Camp de Sarlier » ;
- Que le projet envisagé ne change pas les orientations définies au projet d'aménagement et de développement durables, qu'il ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole, ou une zone naturelle et forestière, qu'il ne réduit pas une protection ;
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification conformément au Code de l'Urbanisme ;
- Qu'à la suite de la demande écrite par délibération de la commune d'Aubagne, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite du Président l'engagement de la procédure de modification n° 3 ;
- Que le Conseil de la Métropole a sollicité du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'engagement de la procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme d'Aubagne par délibération du 22 mars 2018 ;
- Qu'il convient que la Présidente de la Métropole engage par arrêté, la procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme d'Aubagne.

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne ayant pour objet l'ouverture à l'urbanisation du secteur AUE dit de « Camp de Sarlier », encadré par une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Article 2 :

La modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne concerne l'évolution du règlement écrit et graphique ;

Les modalités de l'enquête publique seront précisées, par arrêté de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 29 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/008/CM

Plan local d'urbanisme de la ville d'Aubagne - Arrêté d'engagement de la modification n° 5

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 129-260/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Janvier 2019

- La délibération du Conseil Municipal d'Aubagne en date du 13 mars 2018 saisissant le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification ;
- La délibération n° CT4/250618/6 du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 25 juin 2018 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aubagne ;
- La délibération n° URB 022-4181/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 sollicitant du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aubagne ;
- Le Plan local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne en vigueur.

CONSIDÉRANT

- Les quatre recours à l'encontre du Plan Local d'Urbanisme d'Aubagne, retenus par le Tribunal administratif de Marseille ;
- L'annulation partielle du Plan Local d'Urbanisme d'Aubagne, issue des quatre jugements du Tribunal Administratif, rendus du 15 mars 2018 ;
- Qu'en cas d'annulation partielle, l'autorité compétente élabore sans délais les nouvelles dispositions applicables aux parties du territoire concernées par l'annulation ;
- La nécessité de tirer toutes les conséquences des jugements d'annulations partielles et de faire évoluer sans délais le document d'urbanisme qui reste opposable en engageant une nouvelle procédure de modification (n°5) du Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'à la suite de la délibération de la commune d'Aubagne, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite du Président l'engagement de la procédure de modification n° 5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aubagne ;
- Que le Conseil de la Métropole a sollicité du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aubagne ;
- Qu'il convient que la Présidente de la Métropole engage par arrêté, la procédure de modification n° 5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aubagne ;
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification conformément au Code de l'Urbanisme.

ARRETE

Article 1 :

Est prescrite une procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne.

Article 2 :

La modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne a pour objet de tirer toutes les conséquences des jugements d'annulations partielles, et de faire évoluer sans délai le document d'urbanisme qui reste opposable. La présente modification ne fait évoluer les dispositions du Plan Local d'Urbanisme que sur les secteurs qui ont fait l'objet d'annulations partielles par les jugements du Tribunal Administratif.

Les modalités de l'enquête publique seront précisées, par arrêté de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 29 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/009/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque alimentaire situé 285 avenue du Prado 13008, à la SAS chez Napo représentée par Monsieur Loïc Napoléone

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 08 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le Règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le Règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui règlemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2019

CONSIDERANT

La demande déposée le 19 septembre 2018 par la SAS Chez Napo, représentée par Monsieur Loïc NAPOLEONE, né le 31 janvier 1986 à Aubagne, domiciliée 5132F chemin de Saint Antoine 13600 La Ciotat, en vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l'adresse suivante :

285 avenue du Prado 13008 à Marseille
RCS Marseille 844 724 435 00012

ARRETE

Article 1 :

La SAS Chez Napo, représentée par Monsieur Loïc Napoléone, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de 25 m² sur le domaine public, sis 285 avenue du Prado 13008 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 2

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2019

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 14 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 15 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/010/CM

Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence - Engagement de la procédure de modification n°6

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le courrier de Madame le Maire d'Aix-en-Provence du 12 octobre 2018 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2019

- La délibération n°URB 005-5136/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence en vigueur.

CONSIDÉRANT

- La nécessité d'adapter le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence en envisageant notamment la levée de certains secteurs d'attente de projet, une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière de forme et de mixité urbaines dans les villages, hameaux et certains quartiers pavillonnaires, ainsi que dans quelques quartiers du centre urbain, une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière d'équipement, une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière de déplacement afin de prévoir l'adaptation de plusieurs emplacements réservés, marges de recul ou servitudes piétonnes, la clarification des dispositions du règlement, notamment en matière de reconstruction à l'identique et la complétude de l'inventaire du patrimoine ;
- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le code de l'urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

ARRETE

Article 1 :

Il est engagé la procédure de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

La modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence porte notamment sur la levée de certains secteurs d'attente de projet, une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière de forme et de mixité urbaines dans les villages, hameaux et certains quartiers pavillonnaires, ainsi que dans quelques quartiers du centre urbain, une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière d'équipement, une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière de déplacement afin de prévoir l'adaptation de plusieurs emplacements réservés, marges de recul ou servitudes piétonnes, la clarification des dispositions du règlement, notamment en matière de reconstruction à l'identique et la complétude de l'inventaire du patrimoine.

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à la date d'accomplissement des mesures de publicité. Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/011/CM

Approbation de l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 286 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC), dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le CCCT comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC du Ranquet du 27 novembre 1985 ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le PAZ et le programme d'équipements publics de la zone du 23 novembre 1987 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant les modifications de ce PAZ du 8 octobre 1990 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le CCCT du lot n° 286 du 26 juillet 1989 ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du SAN en SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité Syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Epareb ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Janvier 2019

- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013 du Conseil Municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 16 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/368/CM du 7 janvier 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Le CCCT du lot n° 286 approuvé par arrêté préfectoral du 26 juillet 1989 ;
- Que les droits à construire de chaque lot ont été modifiés lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et qu'en conséquence, il convient d'adapter le préambule et l'article I du CCCT précité.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 du CCCT du lot n° 286, tel qu'il est annexé au présent arrêté, abrogeant et remplaçant le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du CCCT de ce même lot.

Article 2 :

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur ; 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du CCCT demeurent inchangés.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 24 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Janvier 2019

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme

Lot 286

Le présent avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il abroge et remplace le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° **286** (section **DE n° 0113**) approuvé par l'arrêté préfectoral du 26 juillet 1989.

Le préambule est modifié comme suit :

Préambule

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Ranquet à Istres a été créée par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le Programme des Equipements Publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce PAZ.

L'objet de la ZAC est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) en date du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB.

L'EPAREB a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la ZAC au SAN aux termes d'un acte notarié en l'étude de Maître CEAGLIO en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la ZAC a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le présent Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

L'article I est modifié comme suit :

Article I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

2/ Désignation du ou des terrains

La parcelle cédée d'une superficie totale **de 236 m²**, figure au cadastre sous la section **DE n° 0113**. Elle est située en zone UDran du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et constitue le **lot n° 286** à usage privatif.

3/ Utilisation des terrains

Le terrain susvisé se voit attribuer un droit à bâtir **de 83,60 m² de surface de plancher** affectés à l'habitat.

Il ne pourra être réalisé sur ce lot **qu'un seul logement**.

La ZAC du Ranquet fait l'objet d'une étude géotechnique figurant dans l'annexe 5.1.8 du document d'urbanisme qui caractérise les risques de mouvements de terrains affectant ce secteur.

Dans le cas où des ouvrages de soutènement ont été édifiés sur le lot, objet des présentes, leur conservation en parfait état est obligatoire. En aucun cas, ils ne doivent être surélevés ou surchargés et ne doivent servir d'appui ou de soubassement à une quelconque construction.

La ZAC du Ranquet est concernée par 3 aléas 1a, 1b, 1c au zonage d'assainissement pluvial du document d'urbanisme. Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions afférentes à ces zones d'aléas dans le cadre de l'élaboration de son projet.

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur, 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/012/CM

Désignation du représentant suppléant de la Présidente au sein du conseil d'administration du Parc national des Calanques

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2012-507 du 18 avril 2012 portant création du Parc national de Calanques.

CONSIDERANT

- Qu'en vertu du I de l'article 24 du décret n°2012-507 du 18 avril 2012 créant le Parc national de Calanques, le conseil d'administration de l'établissement public du Parc national des Calanques est composé notamment de représentants des collectivités territoriales, dont le Président de la communauté urbaine de Marseille Provence Métropole ;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2016, en application de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la communauté urbaine de Marseille Provence Métropole a fusionné avec cinq autres Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui s'est substituée aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale dans l'ensemble de leurs droits et obligations ;
- Que par suite, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est donc membre du conseil d'administration du Parc national des Calanques ;
- Qu'en application du II de la disposition précitée, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut se faire suppléer par un élu du Conseil de la Métropole ;

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2019

- Qu'il convient à ce titre de procéder à la désignation du suppléant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du conseil d'administration du Parc national des Calanques.

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Patrick Boré est désigné pour suppléer la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du conseil d'administration de l'établissement public du Parc national des Calanques.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/013/CM

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 33 situé dans la ZAC des Molières, sur la commune de Miramas.
Abroge et remplace le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé le 29 juillet 2016 par arrêté n° 28/16.**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC des Molières à Miramas du 9 mars 1972 à l'initiative de la commune ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le dossier de réalisation de la ZAC des Molières du 27 juin 1980 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le Plan d'Aménagement de Zone modificatif de la ZAC des Molières du 7 mars 1994 ;
- L'arrêté n° 28/16 du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 29 juillet 2016 approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot 33 de la ZAC des Molières à Miramas ;
- La décision institutive du SAN annexée à l'arrêté préfectoral du 12 juillet 1984 en vertu de laquelle le SAN s'est substitué à la commune pour assurer l'aménagement de la ZAC des Molières ;
- La délibération du Conseil Municipal n° 121/13 du 26 juin 2013 approuvant le PLU de la commune de Miramas ;
- La délibération du Conseil Municipal n° 137/17 du 5 juillet 2017 approuvant la révision n° 2 du PLU de la commune de Miramas ;
- La délibération du Comité Syndical de Ouest Provence n° 520/14 du 18 décembre 2014 approuvant la modification du PEP de la ZAC des Molières sur la commune de Miramas ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Février 2019

- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/368/CM du 7 janvier 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC des Molières a pour vocation essentielle d'accueillir des activités tertiaires, commerciales et artisanales ;
- Que le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé par arrêté n° 28/16 du 29 juillet 2016 établi au regard d'un projet de cession qui n'a pas été réalisé et qui ne correspond pas au projet d'aménagement actuel doit être en conséquence abrogé ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le Plan Local d'Urbanisme ;
- Que le bénéficiaire a fait part à l'EPAD de sa volonté de réaliser sur les terrains cédés un bâtiment destiné à des activités commerciales.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot 33, situé dans la ZAC des Molières sur la commune de Miramas qui abroge et remplace le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé le 29 juillet 2016 par arrêté n° 28/16.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 5 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Février 2019



**ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT
ET DE DEVELOPPEMENT OUEST PROVENCE**

**ZAC DES MOLIERES
COMMUNE DE MIRAMAS**

**Cahier des Charges de Cession de Terrain
établi en application de l'article L 311-6
du Code de l'Urbanisme**

LOT 33

SANS LOGEMENT DE FONCTION

**ABROGE ET REMPLACE LE CCCT APPROUVE PAR
ARRETE N° 28/16 DU 29/07/2016**

SOMMAIRE

PREAMBULE

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DE L'ACQUEREUR

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES, ARCHITECTURALES ET PAYSAGERES

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

V - CAHIER DES PRECONISATIONS PAYSAGERES

VI - DOCUMENTS GRAPHIQUES

PREAMBULE

La création de la ZAC des MOLIERES sur la commune de MIRAMAS est intervenue par arrêté préfectoral en date du 9/03/72 à l'initiative de la Commune.

En vertu de la décision institutive du Syndicat d'Agglomération Nouvelle annexée à l'arrêté préfectoral du 12/07/84, ledit SAN s'est substitué à la Commune pour assurer l'aménagement de la ZAC.

Le dossier de réalisation de la ZAC des MOLIERES a été approuvé par arrêté préfectoral du 27/06/80.

Le Plan d'Aménagement de Zone modificatif de la ZAC des MOLIERES a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 7/03/94.

Par délibération en date du 5 novembre 2002, le SAN a décidé, en application des dispositions des articles L.300-4 et R 311.6 du Code de l'Urbanisme de confier à l'épad, la poursuite de la réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté des MOLIERES dans le cadre d'une convention publique d'aménagement.

Par délibération N°225/13 en date du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a donné un avis favorable sur la révision générale du Plan d'Occupation des Sols de Miramas.

Par délibération N° 121-2013 en date du 26 juin 2013, la ville de Miramas a approuvé la révision générale du POS de Miramas valant élaboration du PLU, intégrant de fait les dispositions d'urbanisme de la ZAC des Molières dans le Plan Local d'Urbanisme de Miramas (zone UE, secteur UEm).

Par délibération N° 520/14 du Comité Syndical de Ouest Provence du 18 décembre 2014, le Programme des Equipements publics de la zone a été modifié.

Par délibération n°205/2016 du 23/11/2016 du Conseil Municipal, la ville a approuvé la modification simplifiée n°1 du PLU.

Par délibération n°137/2017 du 05/07/2017, la ville de MIRAMAS a approuvé la révision générale n°2 du PLU.

La ZAC des Molières a pour vocations essentielles d'accueillir des activités artisanales, tertiaires (bureaux, services) et commerciales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Elle exerce depuis lors les compétences exercées antérieurement par le SAN Ouest Provence, notamment en matière de ZAC, conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le présent Cahier des Charges est établi en application de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme, détermine les droits et obligations entre les différentes parties concernées lors de la cession de terrain dans le cadre de l'opération de la ZAC DES MOLIERES, à savoir :

ENTRE

L'EPAD en qualité d'aménageur de la ZAC,

ET

L'ACQUEREUR c'est-à-dire toute personne physique ou morale faisant l'acquisition d'un terrain situé dans le périmètre de la ZAC DES MOLIERES.

Les prescriptions du présent cahier des charges et de ses annexes seront intégrées intégralement par les soins du notaire ou de la partie la plus diligente dans tout acte translatif de propriété ou locatif des terrains ou des constructions qu'il s'agisse d'une première cession ou location, soit des cessions ou de locations successives par reproduction du texte complet, ou dans les baux qu'il pourrait consentir, tant en ce qui concerne les terrains cédés et/ou loués qu'en ce qui concerne les constructions édifiées sur lesdits terrains.

Mention expresse sera en outre portée aux actes de cession ou de location que le nouvel acquéreur, locataire, sous-locataire devra avoir préalablement pris connaissance des droits et obligations résultant du présent cahier des charges de cession de terrain et qu'il s'engage à en respecter les termes.

En outre, tout nouvel acquéreur qui entend modifier les termes du cahier des charges de cession de terrain et notamment modifier l'affectation, la consistance du terrain, devra solliciter une convention de mise en œuvre ou d'association conformément à l'article L 311-5 du Code de l'Urbanisme auprès de l'aménageur.

Elle pourra préciser, actualiser, restreindre les dispositions prévues au cahier des charges initial.

Elle constatera l'adhésion de ce nouvel acquéreur, d'un terrain dans le périmètre de la ZAC.

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

1) Désignation du vendeur et de l'acquéreur

La présente cession est consentie par l'épad Ouest Provence, à la Société Civile Immobilière ABB BROSSET, représentée par Madame Anna FARDELLA épouse Bruno BROSSET, dont le siège social est à SAINT-CHAMAS 13250, 187 Chemin du Romarin, Route de Grans, immatriculée au Registre du Commerce de Salon-de-Provence sous le numéro 838 195 055, ci-après désignée "l'acquéreur" ou à toute personne morale ou privée qu'il se substituerait avec l'accord de l'épad Ouest Provence.

2) Désignation des terrains

Sur la commune de MIRAMAS.

La parcelle figurant au cadastre sous la section AH n°0241 d'une contenance de 19a 42ca ainsi qu'il résulte d'un plan de bornage établi le 15/10/2015 par Monsieur Daniel RENARD, géomètre expert et qui demeurera annexé aux présentes.

Cette parcelle formant le lot n° 33, est située en secteur UEm au PLU de la commune de MIRAMAS.

3) Conditions de Cession

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PLU de Miramas et aux prescriptions techniques, urbanistiques, architecturales, paysagères et environnementales énoncées au titre III, pendant la durée de la réalisation de la Zone.

4) Utilisation des terrains

Le terrain susvisé est cédé en vue de la réalisation d'un bâtiment destiné à une activité de commerce et artisanat. Le projet prévoit la réalisation d'un garage automobile, comprenant un atelier et un showroom.

Aucun logement de fonction n'est autorisé sur le terrain cédé.

La surface de plancher maximale autorisée est de 971 m².

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'EPAD OUEST PROVENCE ET DE L'ACQUEREUR

1) *Obligations de l'épad Ouest Provence*

L'épad Ouest Provence, s'engage à mettre à la disposition de l'acquéreur l'ensemble des équipements nécessaires au bon fonctionnement des terrains cédés.

2) *Délais d'exécution*

L'acquéreur s'engage à :

- 2.1. Présenter son projet à l'épad ouest provence avant le 20 septembre 2018 : le dossier a été présenté à l'aménageur le 18 septembre 2018.
- 2.2. Déposer l'autorisation d'urbanisme au plus tard le 10 novembre 2018.
- 2.3. Entreprendre les travaux de construction dans un délai de **6** mois à compter de la signature de l'acte authentique.
- 2.4. Transmettre à l'épad Ouest Provence, une copie de la déclaration d'ouverture de chantier (DOC) et ce au plus tard 3 semaines après le début effectif des travaux.
- 2.5. Avoir terminé les travaux, déclaré leur achèvement et leur conformité, et obtenu un certificat de non opposition à cette déclaration, dans un délai maximum de **16** mois à compter de la date de début des travaux. Une copie de la déclaration attestant l'achèvement des travaux (DAACT) devra être transmise à l'épad, dans ce délai.

L'acquéreur a la possibilité de réaliser son programme par tranches. Il devra en informer l'aménageur avant la fin du délai indiqué au 2.2 et identifier clairement ce phasage dans son dossier de demande de permis de construire. Le délai mentionné au 2.5 concerne la durée totale de réalisation de l'ensemble des tranches de travaux, dans leur intégralité.

3) *Prolongation éventuelle des délais*

Les délais d'exécution prévus ci-dessus seront, si leur inobservation est due à un cas de force majeure, prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle l'acquéreur a été dans l'impossibilité de réaliser ses obligations. La preuve de la force majeure et de la durée de l'empêchement est à la charge de ce dernier.

Les difficultés de financement ne sont pas considérées comme constituant des cas de force majeure.

Les recours contentieux sur les autorisations de construire constituent un cas de force majeure.

4) **Sanctions à l'égard de l'acquéreur**

En cas d'inobservation de l'une des obligations du Cahier des Charges, de l'acte de cession, l'épad Ouest Provence, pourra, selon la nature de l'infraction commise, soit obtenir des dommages et intérêts, soit demander la résolution de la vente, dans les conditions suivantes :

4.1. Dommages et intérêts

Si l'acquéreur ne respecte pas les délais prévus à l'article II.2) Délais d'exécution, l'épad Ouest Provence, le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 15 jours en ce qui concerne les délais des paragraphes 2.1., 2.2 et 2.3., ou dans un délai de trois mois en ce qui concerne celui du paragraphe 2.5.

Si passé ce nouveau délai, l'acquéreur n'a pas donné suite aux prescriptions de la mise en demeure, l'épad Ouest Provence, pourra prétendre à une indemnité fixée à 1/1000^e du prix de cession hors taxes par jour de retard.

Lorsque cette pénalité aura atteint 10 %, l'épad Ouest Provence peut demander la résolution du contrat dans les conditions ci-après.

4.2. Résolution de la vente

La résolution de la vente pourra être demandée par décision de l'épad Ouest Provence, notifiée par acte d'huissier, en cas d'inobservation d'un des délais de l'article II.2) Délais d'exécution.

La cession pourra également être résolue de plein droit par décision de l'épad Ouest Provence, notifiée par acte d'huissier, en cas de non-paiement de l'une quelconque des fractions de prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du cahier des charges, de l'acte de cession ou de location.

Enfin, la cession pourra être résolue de plein droit à la demande de l'acquéreur en cas d'empêchement d'exécution de ses obligations dans les délais contractuels, consécutif à un recours sur les autorisations d'urbanisme.

L'acquéreur aura droit en contrepartie à une indemnité de résolution qui sera calculée comme suit :

- a) Si la résolution intervient avant le commencement de tous travaux, l'indemnité sera égale au prix de cession, ou, le cas échéant, à la partie du prix payée, déduction faite du montant du préjudice subi par l'épad Ouest Provence, lequel sera réputé ne pas être inférieur à 10 % du prix de cession HT, indexation comprise.
- b) Si la résolution intervient après le commencement des travaux, l'indemnité ci-dessus pourra être augmentée d'une somme égale au montant de la plus-value apportée au terrain par les travaux régulièrement réalisés sans que cette somme puisse dépasser la valeur des matériaux et le prix de la main d'œuvre utilisée.

Dans certains cas, une moins-value sera appliquée aux travaux exécutés.

Cette plus-value ou moins-value sera fixée par voie d'expertise contradictoire, l'expert de l'épad Ouest Provence étant l'Administration des Domaines, celui de l'acquéreur pouvant, si celui-ci ne pourvoit pas à sa désignation, être désigné d'office par le Président du Tribunal de Grande Instance, sur la requête de l'épad Ouest Provence.

Tous les frais seront à la charge de l'acquéreur.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du concessionnaire défaillant ou de ses ayants-droit, seront reportés sur l'indemnité de résolution et de résiliation dans les conditions fixées à l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

5) *Mise à disposition du terrain*

La mise à disposition des terrains qui aura lieu, sauf dérogation, après signature de l'acte authentique de vente, ne pourra faire obstacle à la mission de l'épad, concernant la poursuite des travaux d'aménagement de la ZAC.

6) *Vente - Location - Division des terrains cédés ou loués*

Il est interdit à l'acquéreur de mettre en vente ou de louer les terrains qui lui sont cédés avant l'achèvement de la totalité des travaux prévus, sans en avoir, au moins quatre mois à l'avance, avisé l'EPAD Ouest Provence

Toute division des terrains cédés par l'aménageur est interdite, même après réalisation des travaux prévus sans l'accord exprès de l'épad Ouest Provence

En cas de non respect des obligations relatives à la vente, la location ou la division, l'EPAD peut exiger que les terrains lui soient rétrocédés ou soient cédés à un acquéreur désigné ou agréé par lui .

En cas de rétrocession, le prix de rétrocession est calculé dans les conditions prévues pour l'indemnité de résolution, sans qu'il y ait lieu à une réduction de 10 %. En cas de vente à un acquéreur désigné ou agréé par l'épad Ouest Provence, de la totalité des terrains ou d'une partie non encore entièrement aménagée, l'épad Ouest Provence, pourra exiger que le prix de cession soit fixé dans les mêmes conditions.

En cas de cessions successives, les acquéreurs successifs sont tenus par les dispositions du présent article.

7) *Nullité*

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, qui seraient consentis par l'acquéreur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le Cahier des Charges, seraient nuls et de nul effet, conformément aux dispositions de l'article L 411-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Cette nullité pourra être invoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de l'épad Ouest Provence ou, à défaut, par le Préfet, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

8) *Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux*

Après achèvement des travaux, l'acquéreur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des terrains aménagés sans en avoir avisé l'épad Ouest Provence, au moins deux mois à l'avance.

L'épad Ouest Provence, pourra jusqu'à l'expiration de ce délai, exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de six mois et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un acquéreur ou un utilisateur pour l'ensemble du fonds, s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire.

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES, ARCHITECTURALES, PAYSAGERES ET ENVIRONNEMENTALES

1) Dispositions générales

La demande de permis de construire devra se conformer aux règles énoncées dans le PLU de Miramas ainsi qu'au présent Cahier des Charges de Cession de Terrain élaboré en liaison étroite avec l'Aménageur afin d'aboutir à un projet de qualité visant à bien s'insérer dans le cadre général de Zone d'Activités ; les articles ci-dessous définissent les obligations architecturales, techniques, urbanistiques, paysagères et environnementales applicables au lot.

L'acquéreur fera son affaire du levé topographique détaillé du terrain concerné, à fournir dans le cadre de la demande de permis de construire en fonction des nécessités du terrain et du projet de construction.

Toutes les pièces administratives liées à cette autorisation devront répondre aux prescriptions ci-après.

Par ailleurs, l'acquéreur s'engage à respecter les dispositions du Plan Local d'Urbanisme dans l'ensemble de ses documents constitutifs et toutes les modifications qui seraient apportées à celui-ci après enquête publique et approbation.

En aucun cas, la responsabilité de l'EPAD ne pourra être engagée en raison de ces dispositions ou des modifications que l'administration apporterait à ces dernières, qu'elle que soit leur date.

Une servitude de tréfonds pour réseau pluvial et réseau d'eaux usées, située à l'angle Sud-Ouest du terrain s'applique à la parcelle, telle que reportée au plan annexé au présente.

2) Aspect architectural, urbanistique et paysager

2.1. Unité architecturale et urbanistique

L'ensemble des bâtiments implantés sur une même parcelle devra assurer une unité architecturale et urbanistique au niveau de la volumétrie, du traitement des façades et des toitures (cohérence dans le type de matériaux mis en œuvre et dans le choix des couleurs).

La parcelle devra être plantée sur au moins 15% de sa surface globale. Des préconisations sur la palette végétale sont présentées dans le cahier des préconisations paysagères annexé.

Ces données sont indiquées afin d'assurer :

- l'implantation durable des espaces verts,
- l'adéquation des plantes avec les lieux, les usages de l'activité et le climat,
- la réduction maximale des coûts et contraintes d'entretien,
- la réduction maximale des apports en eau,
- l'intégration optimale du bâti dans son environnement immédiat et lointain,

- la création de co-visibilités qualitatives faisant l'objet d'une véritable vitrine pour l'entreprise et la commune depuis les axes viaires et voies douces alentours.

Les aires extérieures de stockage et de présentation de matériels devront respecter un recul minimum de 3 mètres de la limite de propriété et recevoir un traitement paysager adapté, afin de masquer leur présence et de s'intégrer au projet paysager.

Sont interdits :

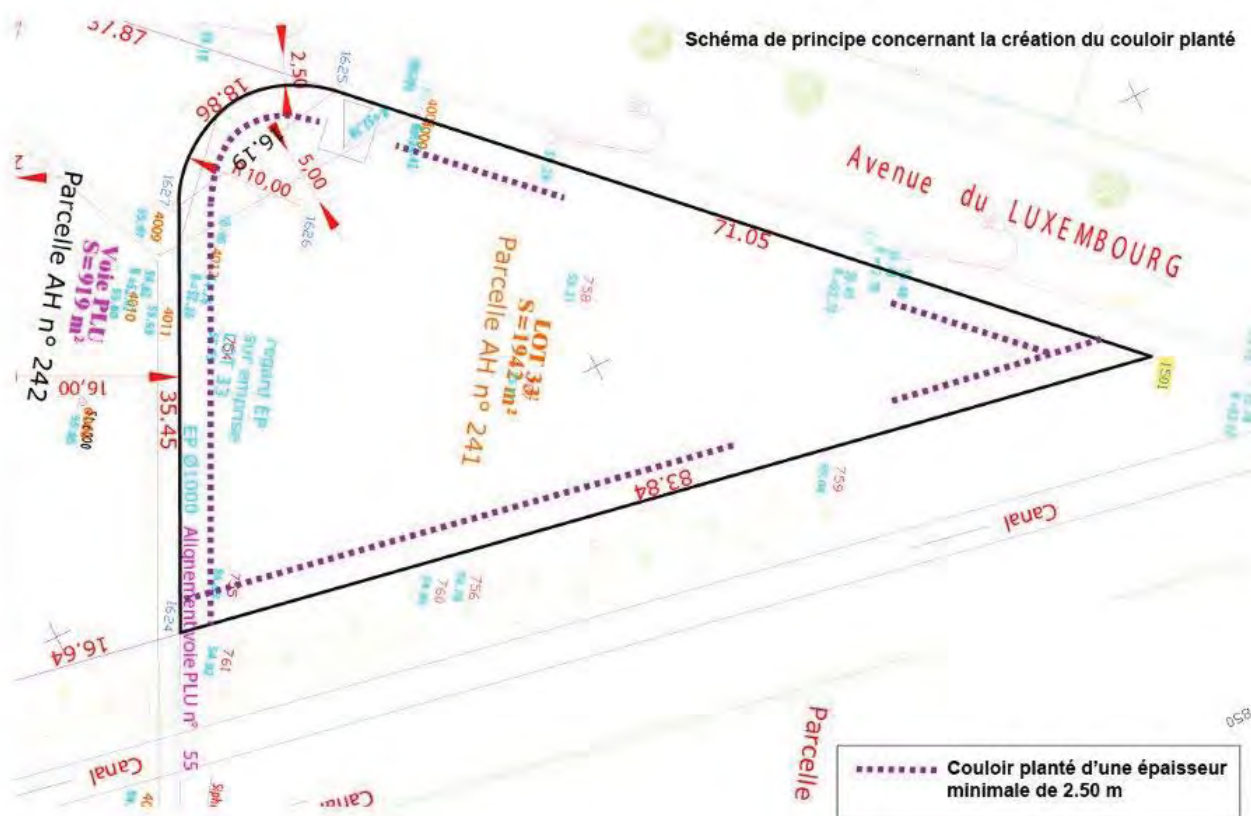
- Les matériaux laissés bruts (parpaings non enduits, ...) y compris sur les différentes faces des clôtures maçonnées.
- Les bardages métalliques verticaux sans recouvrement.

Peuvent être autorisés :

- Les revêtements de façades à caissons.
- Les matériaux recevant un enduit ou les bétons architecturés.
- Les bardages métalliques horizontaux à clins.
- Les parements végétalisés de type panneaux de lierres précultivés.

Sont attendus :

- Le traitement des limites avec les axes viaires, piétonniers ainsi que les limites séparatives avec les autres lots, par des plantations d'arbres et d'arbustes ou plantes tapissantes, dans la mesure du possible telles que préconisées dans le cahier paysager annexé.
- Au-delà de l'espace bâti, la création d'un couloir planté d'une largeur de 2.50m minimum à partir des voies et emprises publiques selon le schéma de principe ci-après :



- La plantation sur bâche avec y compris paillage afin de réduire les frais d'entretien et de gestion du futur espace végétalisé.
- Le choix d'une gamme végétale qui s'oriente vers des arbres en cépées ou tige au port colonnaire ou fastigié n'imposant aucune taille d'entretien, des essences adaptées au climat local, terrain sec, forte chaleur en été, hiver gélif, vents violents (mistral et tramontane).

Ces éléments permettront de créer un écrin de verdure particulièrement qualitatif pour l'image de la future activité et un cadre de travail plus agréable pour les salariés.

Par ailleurs, seront indiquées dans la demande de Permis de Construire les différentes natures de revêtement de sols extérieurs, notamment celles rendant imperméables ces surfaces.

2.2. Retrait par rapport aux voiries, emprises publiques et limites séparatives

Le retrait par rapport aux voiries, emprises publiques et limites séparatives, se conformera au règlement du PLU.

Ce retrait devra être traité de manière paysagère, donc planté à minima d'une haie végétale composée d'arbustes champêtres et/ou méditerranéens, plantes grimpantes et/ou d'arbres de haute tige méditerranéens.

Si les contraintes imposées par le positionnement du bâtiment et des places de stationnement ne permettent pas d'inclure des haies végétalisées sur l'ensemble du périmètre de la parcelle, il est permis à l'acquéreur de traiter de façon paysagère et qualitative les côtés les plus étroits du terrain par des plantes grimpantes et arbustes de petites tailles.

2.3. Hauteur des constructions

La hauteur des constructions ne dépassera pas 9 mètres mesurés au faîtage de la toiture.

Dans le cas de toitures terrasses, les façades des bâtiments devront présenter des acrotères horizontaux sur l'ensemble des façades et jusqu'à l'arase du faîtage.

2.4. Façades des bâtiments et éléments techniques

L'impact visuel de l'enveloppe des éléments techniques doit être limité et s'inscrire dans le volume autorisé. Ils se porteront sur des parties de constructions masquées ou invisibles depuis l'espace public et en particulier depuis la déviation de Miramas.

Toutes les fonctions de ventilation, climatisation ou autres dispositifs techniques seront installés à l'intérieur de la construction.

Le traitement de l'ensemble des façades doit être homogène dans le choix des couleurs et type de revêtement. Une attention particulière doit être apportée aux façades Sud et Ouest offrant une visibilité directe depuis la voie publique de la zone des Molières et surtout depuis la déviation de Miramas. Ces façades pourront notamment afficher les enseignes de la société, en application de l'article suivant.

2.5. Enseignes – Panonceaux

Il est interdit de procéder à un affichage ou une publicité sur les terrains, clôtures et constructions, à l'exception :

- de l'affichage réglementaire lié au permis de construire et au chantier.
- de la raison sociale et du sigle de la société.

Sur le(s) bâtiment(s) :

Sont interdits les enseignes en toiture ou en drapeau, ainsi que les caissons lumineux et les enseignes clignotantes.

Sont autorisées : - Les enseignes de type bandeau,
 - L'affichage de la raison sociale ou commerciale en façade(s) du bâtiment, sans encadrement.

Dans la parcelle :

Sont autorisées les enseignes uniquement à proximité de l'entrée principale, sous forme :

- soit d'un totem qui n'excédera pas deux mètres (2,00) de haut.
- soit d'une enseigne intégrée à la clôture.

Les projets d'enseignes devront figurer dans la demande de permis de construire.

2.6. Clôtures

La hauteur totale des clôtures ne pourra excéder 2,00 mètres et se conformer en tout point au PLU. Elles devront être indiquées dans la demande de permis de construire et se conformer au PLU quant à leur aspect.

Compte tenu de la configuration du terrain, bordé par **l'avenue du Luxembourg**, la bande d'entretien du canal et la réservation pour une future voie de liaison entre la rue Falconnet et la rue du Luxembourg, toutes les clôtures périphériques sont à considérer comme des clôtures donnant sur espace publics ou voiries. Elles devront être indiquées dans la demande de permis de construire et soumises à l'obtention de la conformité.

Un portillon dédié exclusivement aux piétons pourra être créé par l'acquéreur à ses frais, dès lors qu'il débouche sur un trottoir praticable et aux normes d'accessibilité PMR.

2.7. Stationnement des véhicules

Seront créées dans l'enceinte de la parcelle, les places de stationnements nécessaires au bon fonctionnement du programme d'activités mentionné au 3) du titre I du présent cahier de charges, selon les prescriptions du PLU.

Les surfaces destinées au stationnement doivent présenter la délimitation des places, en distinguant les véhicules légers des engins, camions et poids lourds.

Les aires de stationnement pour les véhicules seront réalisées dans l'emprise du terrain. Elles devront être aménagées et facilement accessibles. Les zones de manœuvre doivent être indépendantes des voies publiques.

Les surfaces de stationnement dédiées aux engins, camions et, poids lourds, devront dans la mesure du possible ne pas être visibles depuis la voie publique.

A moins d'être déclarés à la demande de permis de construire apportant la preuve du traitement conforme des rejets, les stations de lavage de véhicules sont interdites.

Chacune de ces dispositions sera soumise à l'approbation de l'aménageur et devront figurer à la demande de permis de construire.

2.8. Espaces libres - Plantations

Les surfaces du lot non affectées au bâti, aux aires de stationnement et de circulation doivent être aménagées en espaces verts paysagers et convenablement entretenues.

La surface des espaces perméables et végétalisés devra représenter au minimum 15 % de l'unité foncière.

Les plantations des arbres de haute tige devront être effectuées dans des conditions permettant leur bon développement. A cette fin, ils devront être éloignés d'au moins deux mètres par rapport aux limites séparatives et aux bâtiments, et l'espace de plantation (bande plantée ou fosse individuelle pour chaque arbre) devra offrir un volume de terre libre d'au moins 1, 5m x 1, 5m x 1,5 m pour favoriser le développement racinaire.

La mise en place d'un arrosage goutte à goutte est à prévoir afin de gérer de façon raisonnée l'apport en eau.

Les plans de plantations et type de végétation, le descriptif des fosses d'arbres et le système d'arrosage devront figurer dans la demande de permis de construire et seront soumis à l'approbation de l'aménageur.

Des conseils et prescriptions pour la palette végétale sont précisés en annexe.

2.9. VRD - Desserte et réseaux

Le terrain objet du présent CCCT est bordé sur sa limite sud par un emplacement réservé N°55 (bande de 16m de large) inscrit au PLU de Miramas pour la création d'une voirie reliant la rue Etienne Falconnet et l'avenue du Luxembourg. Ce projet de voirie ne figure pas au programme des équipements publics de la ZAC, et son calendrier de réalisation n'est pas connu.

L'épad a d'ores et déjà réalisé un accès viaire au terrain depuis l'avenue du Luxembourg.

Dans le cadre de la réalisation future de la voirie prévue en limite sud du lot (ER N°55), l'acquéreur pourra prévoir, à ses frais, un second accès au lot depuis cette voie. Ceci, sous réserve d'avoir au préalable saisi les services de la Mairie et de le mentionner dans sa demande de Permis de Construire.

Un seul accès et un seul point de raccordement aux réseaux existants en limite de propriété (électricité tarif jaune, eaux usées, eaux pluviales, eau potable, gaz et génie civil du réseau télécom) ont été réalisés par l'épad ouest provence pour desservir le lot. Ils sont représentés sur le plan de bornage annexé au présent CCCT. Il sera possible de déplacer ou modifier l'accès et le point de desserte voire d'en créer de supplémentaires, en accord avec l'épad ouest provence, et **aux frais de l'acquéreur.**

L'acquéreur informe l'aménageur d'ores et déjà du déplacement à ses frais de l'accès au lot, ce que l'aménageur accepte. Ce nouvel accès figure dans le dossier de demande de permis de construire.

Dans le cas où les besoins de l'acquéreur nécessiteraient de recourir à un raccordement en « Tarif Vert » (pose d'un poste de transformation privatif), le raccordement du poste sur le réseau HTA sera réalisé directement par ENEDIS et à la charge de l'acquéreur.

2.10. Gestion des eaux pluviales

L'acquéreur est dans l'obligation de récolter et traiter ses eaux pluviales avant tout rejet dans les réseaux public, en conformité avec le PLU de Miramas en vigueur et de son zonage d'assainissement.

Les dispositions générales applicables à la ZAC des Molières, relèvent du zonage N°3 dit « Bardin », où des mesures de maîtrise des eaux de pluie doivent être mises en œuvre, afin de compenser l'imperméabilisation des opérations d'aménagement et de construction.

Les caractéristiques imposées de cette compensation sont les suivantes :

- volume utile de 1 200m³ par hectare de surface imperméabilisée, et
- débit de fuite de 15/l/s maximum par hectare de projet (surfaces imperméabilisées et surfaces naturelles), pour la première moitié du volume (orifice inférieur)

Ainsi, concernant le lot 33, les dispositifs suivants de traitement des eaux pluviales pourront être prévus par l'acquéreur :

- infiltration, uniquement des eaux de ruissellement des toitures de bâtiments,
- collecte et rétention avant rejet dans le réseau public, des eaux de pluie ruisselant sur les surfaces imperméabilisées autres que les bâtiments, soit les voiries, parkings, ..., par des ouvrages dédiés et/ou mixtes, répondant aux caractéristiques ci-dessus énoncées.

L'acquéreur devra préciser dans sa demande de permis de construire, le(s) dispositif(s) de rétention qu'il prévoit de mettre en œuvre pour compenser l'imperméabilisation du lot, dans le cadre de ceux proposés ci-dessus et en application des dispositions du PLU en vigueur et de son zonage d'assainissement.

2.11. Logement de fonction assurant le fonctionnement de l'activité

Aucun logement de fonction n'est autorisé sur le terrain cédé.

Cette disposition s'applique à tous les acquéreurs.

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

1) *Gestion*

La gestion du domaine public, des ouvrages, réseaux et équipements connexes publics sera assurée par la collectivité compétente.

2) *Tenue générale*

Les parcelles, les constructions, les espaces libres et les voies doivent être tenus en excellent état de propreté et d'entretien.

Les prescriptions suivantes doivent en particulier être respectées :

- Les fouilles sont interdites, si ce n'est pour la construction elle-même, et à condition de remettre le sol en l'état et d'évacuer les matériaux en surplus.
- Tous les terrassements, exhaussements ou décaissements seront soumis à la législation en vigueur.
- Les décharges, (ordures, déchets, matériaux), sont prosrites sur les voies, les parcelles et terrains voisins, les espaces libres, les parkings y compris pendant les travaux de construction.
- L'entreposage de conteneurs et bennes disgracieux est formellement interdit.
- Les acquéreurs assureront l'évacuation de leurs déchets professionnels en un lieu adapté pour les recevoir.

3) *Déchets ménagers*

Les déchets industriels et artisanaux provenant de l'établissement, comme le prévoit la législation, devront être évacués et traités dans des centres spécialisés, sous la responsabilité de leur producteur.

Les ordures ménagères produites par le personnel (dans la limite de 5 litres par jour et par employés), ou par le logement de fonction s'il y a lieu (dans la limite de 30 litres par logement et par jour) seront collectées par la collectivité.

Les agents et les véhicules du service de collecte n'étant pas autorisés à pénétrer dans le domaine privé, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires afin de permettre le ramassage des déchets ménagers dans de bonnes conditions.

Le container de collecte des ordures ménagères est à la charge de l'exploitant. Il est rappelé qu'entre 2 collectes, les containers ne doivent pas rester sur le domaine public.

4) *Respect de l'environnement, pollution*

Les nuisances pouvant être générées par l'exécution des travaux ou par l'activité de l'acquéreur devront être traitées par ce dernier de manière à ce qu'aucune gêne ne soit occasionnée au voisinage.

En cas de dépôts sauvages, enfouissements de déblais, nettoyage de matériel, etc..., sur les parcelles mitoyennes ou voisines, dégradation des emprises publiques, réalisés par des entreprises travaillant pour le compte des propriétaires de parcelles dans la zone d'activité, ou par les propriétaires eux-mêmes, et dûment constatés par l'EPAD Ouest Provence, des poursuites seront immédiatement engagées, sans préavis, à l'encontre des contrevenants.

Ils seront tenus de remettre les lieux en état à leurs frais exclusifs.

5) Subrogation

Les dispositions contenues dans le titre III et IV du présent cahier des charges de cession de terrain font loi entre l'EPAD et chaque constructeur qu'entre les différents autres acquéreurs.

L'EPAD subroge, en tant que de besoin, chaque acquéreur dans tous ses droits et actions, de façon que tout acquéreur puisse exiger des autres l'exécution des dispositions en cause.

V – CAHIER DES PRECONISATIONS PAYSAGERES

Ci-après.



ZAC DES MOLIERES

Commune de Miramas

V - CAHIER DES PRECONISATIONS PAYSAGERES

PALETTES VEGETALES ET RECOMMANDATIONS

CONSEILS POUR LA PLANTATION

Tuteurs et plantations

Les arbres seront tuteurés, avec des tripodes pour les arbres de taille 16/18 ou plus, avec des bipodes pour les autres tailles d'arbres.

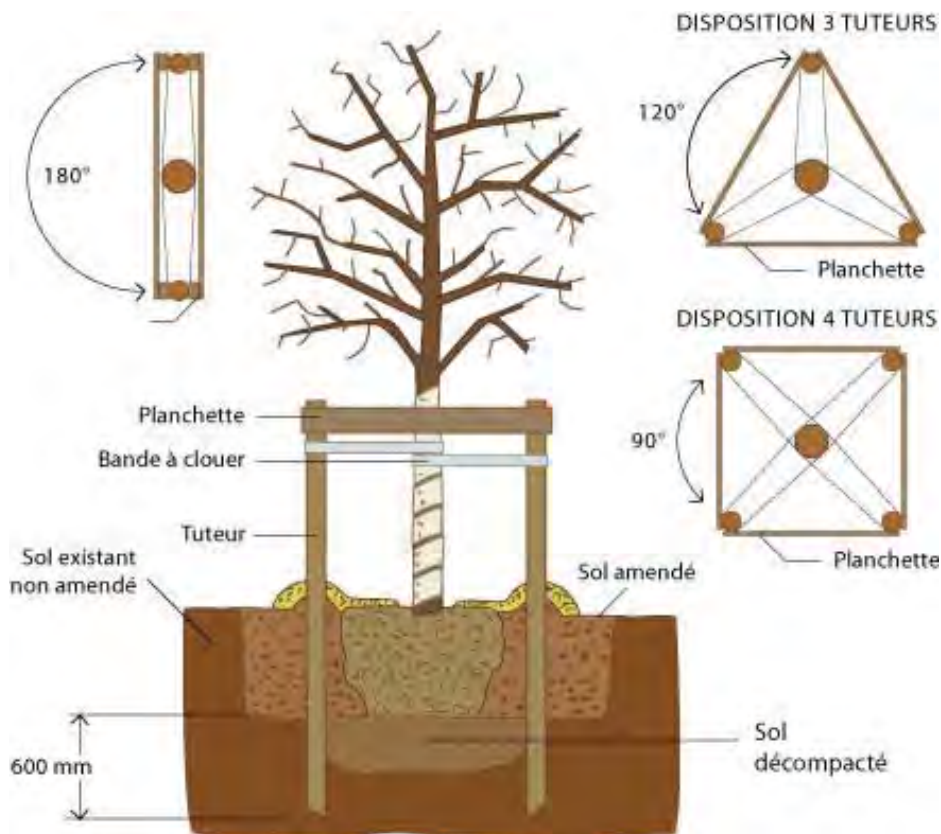


Schéma de principe du tuteurage des arbres / Référence pépinière Thuilleaux

Paillage

Toutes les plantations (arbres, arbustes, haies, massifs) seront pourvues au moment de la plantation, à leur pied, d'un paillage en écorce de bois d'une épaisseur minimum de 20cm. Sur les talus, une toile non tissée en fibre végétale sera installée avant plantation. Cette mesure permet de minimiser l'entretien en réduisant les arrosages et en empêchant les mauvaises herbes de pousser.

Photo de référence d'un paillage :



Alternative de paillages avec d'autres matériaux :

Il est possible d'envisager d'autres types de paillages aux pieds des arbres et massifs plantés : pierres concassées, galets ou autre minéral.

Il faut cependant penser à positionner un geotextile non tissé anti-contaminant sous le ou les matériaux mis en place afin de limiter au maximum la pousse des mauvaises herbes et donc l'entretien des espaces plantés.

Les diamètres choisis pourront être variables selon la situation et le choix du rendu esthétique.

Photos de références présentant divers types de matériaux accompagnés de plantations:



Entretien

Une gestion différenciée est conseillée pour l'entretien des espaces verts.

Ce mode de gestion consiste à pratiquer un entretien adapté des espaces verts selon leurs caractéristiques et leurs usages. Il s'agit de faire le bon entretien au bon endroit.

Par exemple, les bandes enherbées bénéficieront d'une fauche tardive au lieu d'une tonte régulière afin de favoriser la biodiversité (2 fauches : 1 avant le 1er mai si besoin et 1 fauche tardive après le 1er septembre). Les bandes enherbées pourront également être remplacées par des prairies fleuries, qui demandent très peu d'entretien et embellissent les espaces verts.

La taille des arbres et arbustes se fera à la fin de l'hiver, ce qui permet de conserver le plus longtemps possible les baies des arbustes. La taille sera réalisée avant la nidification des oiseaux. La taille d'hiver sera réalisée pendant la période de dormance de l'arbre et en dehors des périodes de gel. Les produits phytosanitaires (herbicides, pesticides) sont proscrits.

Le désherbage sera mécanique ou thermique. Si des engrais doivent être utilisés, ils seront de nature organique et non chimique.

La mise en place d'un système d'arrosage automatique est obligatoire afin d'assurer l'implantation durable des essences. Une programmation adéquate des horaires et fréquences d'arrosages est préconisée et générera des économies au futur acquéreur.

Le choix des essences à mettre en place (gazons, arbres, arbustes, graminées, vivaces) s'orientera vers des végétaux adaptés au lieu : risque de sécheresse, fort ensoleillement, vents violents, gels. Les arbres et plants morts seront remplacés.

COMPOSITION D'UNE HAIE CHAMPÊTRE

Une haie champêtre est composée de plusieurs espèces de végétaux d'essences indigènes adaptées au terrain, au climat et donc plus résistantes aux attaques parasitaires.

Elles sont plus faciles d'entretien et offrent de nombreux avantages :

- Embellissement du cadre de vie et de travail.
- Maîtrise du ruissellement pluvial et conservation des sols : favorise l'infiltration de l'eau grâce aux racines, et l'évapotranspiration grâce à leur feuillage, les haies contribuent à diminuer et freiner les ruissellements.
- Brise-vent : les haies protègent contre les bourrasques (bâtiments, aires de stockage & stationnements,...).
- Confinement des pollutions : les haies captent et contribuent à dégrader les polluants véhiculés par les eaux de ruissellement.

Elles forment des "corridors écologiques" permettant les déplacements des espèces et le brassage génétique des populations. Les haies champêtres sont le refuge d'une multitude d'animaux. Elles jouent un rôle important dans la nidification des oiseaux.

Pour qu'une haie soit efficace en termes esthétiques et écologiques, elle doit satisfaire à certains critères :

- haie diversifiée (l'idéal : une quinzaine d'espèces) avec une base d'essences autochtones (adaptées au sol et au climat) pour permettre une intégration dans l'écosystème environnant,
- largeur suffisante (si possible plus de 3 mètres),
- densité élevée (1 arbuste/mètre linéaire),
- base garnie de plantes herbacées,
- connexion avec d'autres sources de biodiversité : autre haie, bois, bosquet, zone humide, friche,...
- entretien adapté : pas de désherbage au pied d'une haie développée, maîtrise des essences envahissantes au moyen de la taille,
- planter de manière aléatoire ou par îlot d'une même espèce, plutôt qu'en alternant régulièrement les espèces,
- laisser se développer les drageons et les semis naturels de la haie.

Exemple de composition d'une haie avec des espèces choisies dans la palette végétale :

- Amélanchier (Amelanchier canadensis)
- Aubépine blanche (Crataegus laevigata)
- Charme commun (Carpinus betulus)
- Chêne pédonculé (Quercus robur)
- Cornouiller sanguin (Cornus sanguinea)
- Eglantier (Rosa canina) · Epine noire (Prunus spinosa)
- Erable champêtre (Acer campestre)
- Frêne commun (Fraxinus excelsior)
- Fusain d'Europe (Euonymus europaeus)
- Merisier (Prunus avium)
- Sureau noir (Sambucus nigra)
- Troëne (Ligustrum)
- Viorne cotonneuse (Viburnum lantana)

Exemple d'une autre palette végétale envisageable avec espèces méditerranéennes :

- Nerium oleander
- Punica granatum
- Abelia grandiflora
- Laurus Nobilis
- Feijoa sellowiana
- Phlomis (taille moyenne)
- Perovskia atriplicifolia (taille moyenne)



COMPOSITION DE GRAMINEES RUSTIQUES

- Stipa tenuissima
- Stipa calamagrostis
- Stipa tenacissima
- Miscanthus sinensis 'Gracillimus'
- Carex halleriana
- Pennisetum orientale
- Festuca valesiaca 'Glaucantha'



COMPOSITION D'ARBUSTES BAS MEDITERRANEENS :

- Rosmarinus officinalis
- Rosmarinus officinalis 'Boule'
- Rosmarinus officinalis 'Miss Jessop's Upright'
- Salvia officinalis 'Berggarten'
- Salvia 'Montagne de l'Hortus'
- Lavandula angustifolia
- Salvia officinalis 'Nazareth'
- Cistus monspeliensis
- Cistus x argenteus 'Blushing Peggy Sammons'
- Cistus x florentinus
- Cistus x pulverulentus

COMPOSITION DE PLANTES GRIMPANTES

Un mélange de végétaux caducs ou persistants est possible et sera installé sur des parterres ou le long de clôtures en limite de parcelles.

Exemple des essences possibles :

- Rosier de Banks
- Bignone
- Lierre
- Chèvrefeuille
- Jasmin étoilé

COMPOSITION DES PLANTATIONS D'ARBRES

Il est recommandé au sein de la ZAC des Molières des espèces de types colonnaires ou fastigiés, résistants, rustiques afin de limiter au maximum les contraintes de tailles.

Exemple d'espèces d'arbres préconisées :

- *Carpinus betulus* 'Fastigiata' Charme fastigié,
- *Cercis siliquastrum*
- *Celtis australis* (ombrage aucun entretien)
- *Amelanchier alnifolia* 'Obelisk' (1)
- *Acer campestre* 'Baronne' (2)
- *Ginkgo biloba* 'Fastigiata' (5)
- Peuplier blanc pyramidal, *Populus pyramidalis*
- Sorbier hybride pyramidal, *Sorbus hybrida pyramidalis*
- *Crataegus monogyna* 'Stricta'
- Chêne pédonculé *Quercus robur* 'Fastigiata' (4)
- *Quercus* 'Columna'
- Charme houblon *Ostrya carpinifolia*
- Cyprès *Cupressus sempervirens* 'Stricta' ou 'Totem'
- Savonnier *Koelreuteria paniculata* 'Fastigiata' (3)

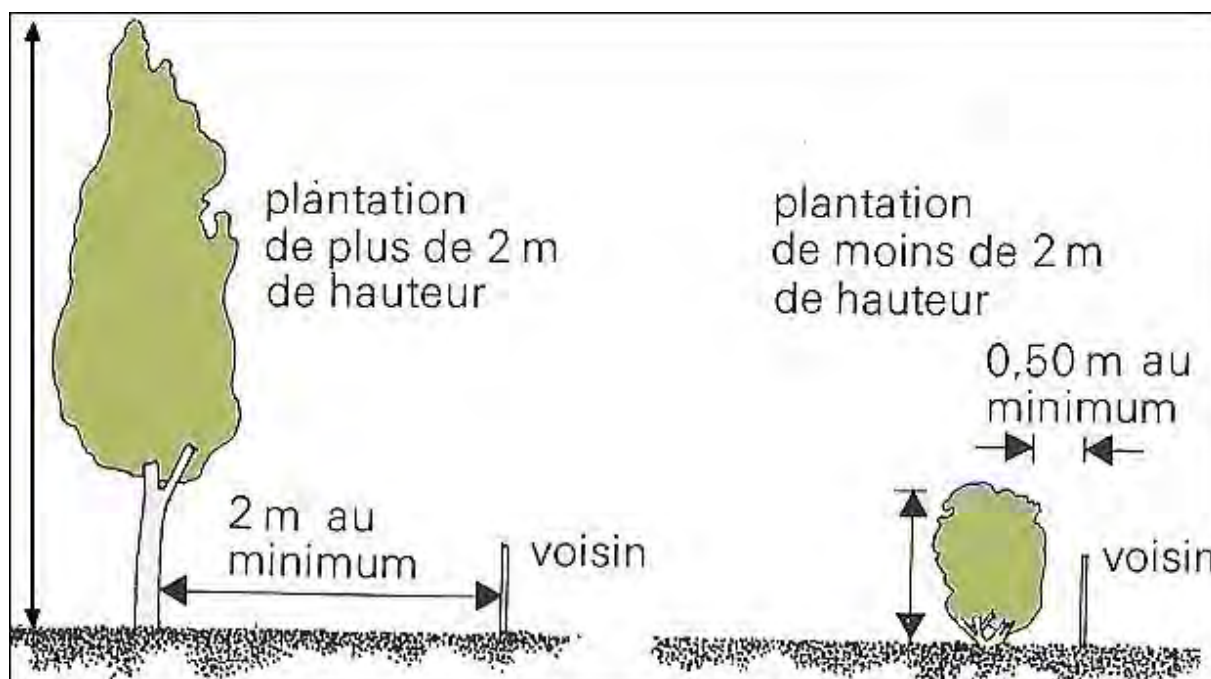


LES HAIES ET LA LOI

En France, les plantations de voisinage sont soumises à une réglementation définie par le code civil :

D'après l'article 671 du code civil : « Il n'est permis d'avoir des arbres, arbrisseaux et arbustes près de la limite de la propriété voisine qu'à la distance prescrite par les règlements particuliers actuellement existants, ou par des usages constants et reconnus et, à défaut de règlements et usages, qu'à la distance de deux mètres de la ligne séparative des deux héritages pour les plantations dont la hauteur dépasse deux mètres, et à la distance d'un demi-mètre pour les autres plantations. »

D'après l'article 672 du code civil : « Le voisin peut exiger que les arbres, arbrisseaux et arbustes, plantés à une distance moindre que la distance légale, soient arrachés ou réduits à la hauteur déterminée dans l'article précédent, à moins qu'il n'y ait titre, destination du père de famille ou prescription trentenaire. Si les arbres meurent ou s'ils sont coupés ou arrachés, le voisin ne peut les remplacer qu'en observant les distances légales. »



VI - DOCUMENTS GRAPHIQUES

Plan de bornage, ci-après
Plan de servitude, ci-après.

DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE

COMMUNE DE MIRAMAS

QUARTIER : LES TERRES DE MOLIERES

Section AH N° 241

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Février 2019

COMMUNE DE MIRAMAS ZAC des MOLIERES

LOT 33' PLAN DE BORNAGE

Daniel RENARD - Géomètre-Expert - ENSAIS
Espace J.P. BELEY 13140 MIRAMAS Tél. 04.90.58.21.43
Fax. 04.90.58.19.13 - geotop.ing@wanadoo.fr



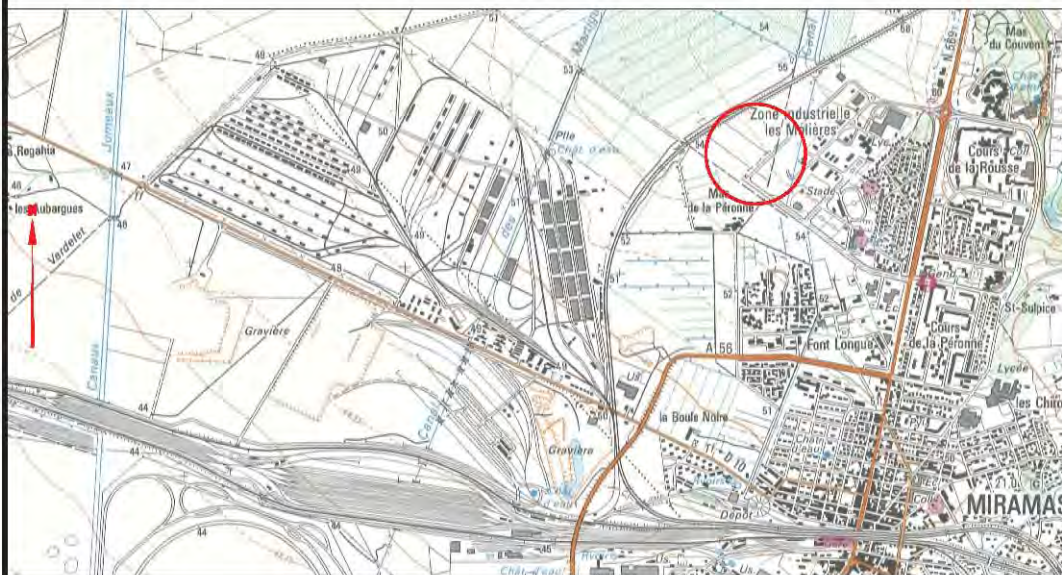
Plan dressé le 07-09-2012
DMPC 2335A du 12-09-2014
DMPC 2336W du 15-09-2014
Servitudes de tréfonds complétées le 15-10-2015

Echelle : 1/500

Ref: 5155L33'

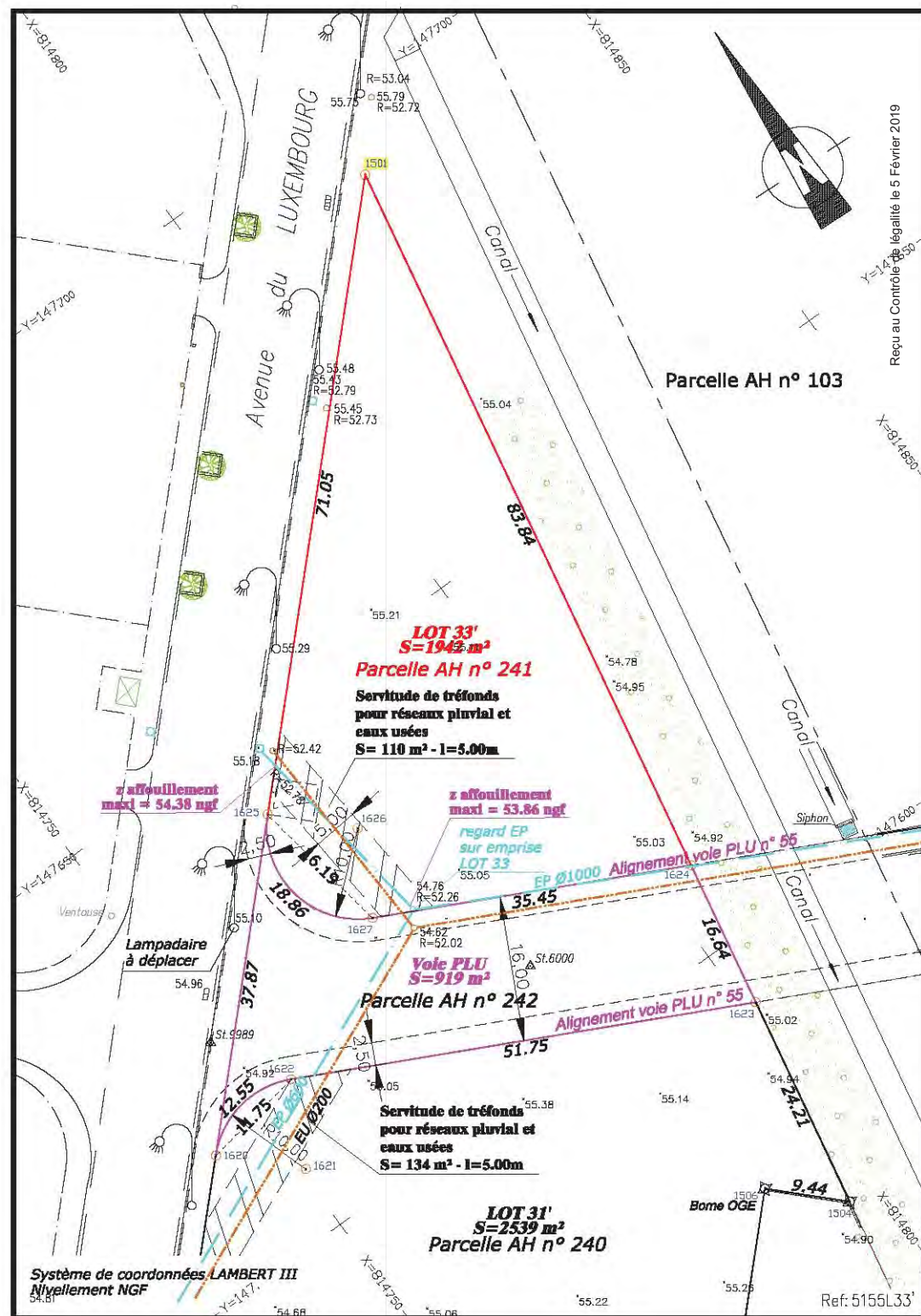
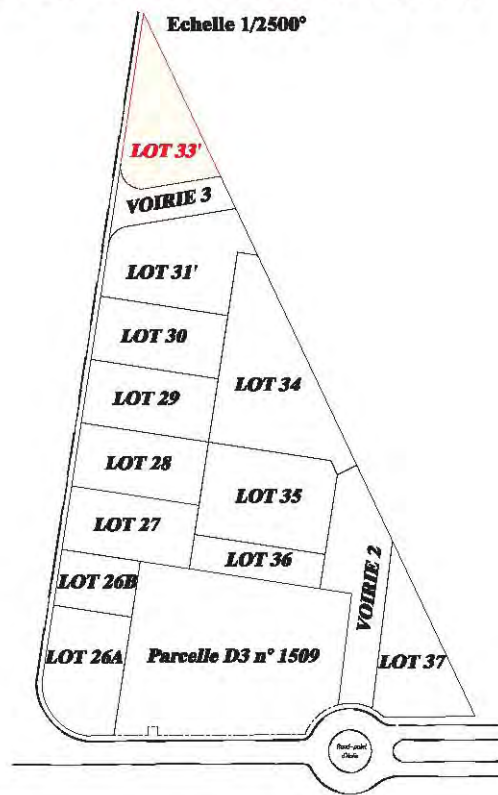
PLAN DE SITUATION

Echelle 1/25000°



PLAN DE COMPOSITION

Echelle 1/2500°



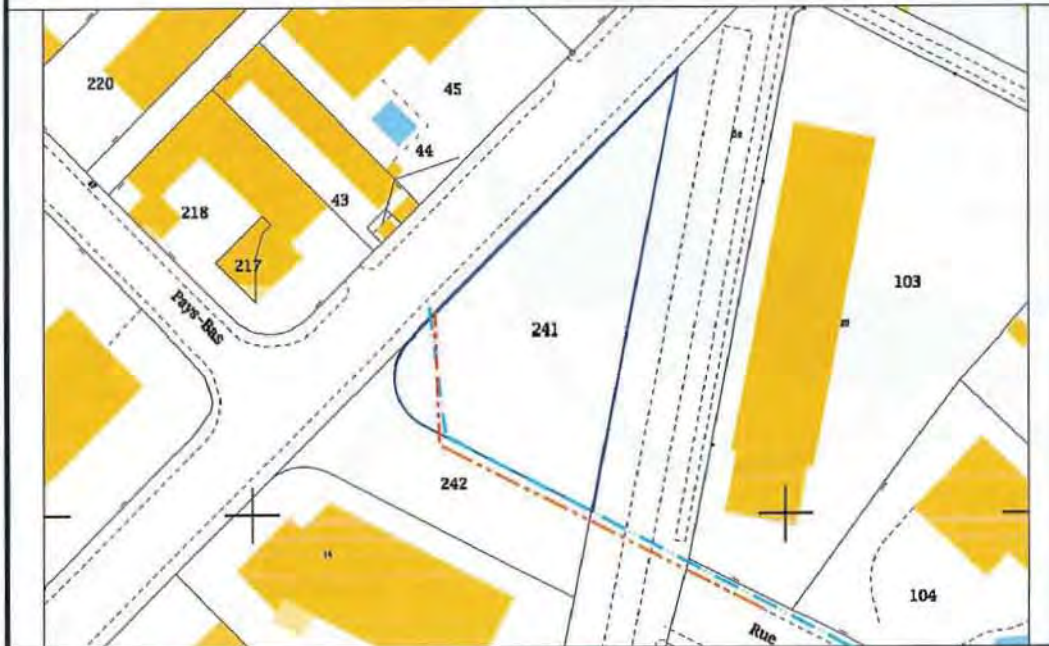
PLAN DE SITUATION

Echelle 1/15 000°



EXTRAIT CADASTRAL

Echelle 1/1 000°



DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE

COMMUNE DE MIRAMAS

QUARTIER : ZAC DES MOLIERES -Avenue du LUXEMBOURG

Section AH N° 241

PROPRIETE DE L'EPAD OUEST PROVENCE ZAC DES MOLIERES

LOT 33'

**PLAN DES SERVITUDES DE TREFONDS
POUR RESEAUX EAUX USEES ET PLUVIAL**

"La valeur juridique de ce document n'est acquise que s'il a été joint en l'état à un acte authentique"

Daniel RENARD - Géomètre-Expert - ENSAIS
Espace J.P. BELEY 13140 MIRAMAS Tél. 04.90.58.21.43
Fax. 04.90.58.19.13 - daniel.renard@geometre-expert.fr



Plan dressé le 05-04-2018

Echelle : 1/250

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Février 2019

5155133'

Ref: 5659

PROPRIETE DE L'EPAD OUEST PROVENCE
ZAC DES MOLIERES

PLAN DES SERVITUDES DE TREFONDS POUR RESEAUX EAUX USEES ET PLUVIAL

83.84

71.05

Avenue du LUXEMBOURG

**Servitude de tréfonds
pour réseaux pluvial et
eaux usées**
S = 110 m² - l = 5,00m

EXP
55.18

X = 1861233.35
Y = 3157239.48

**z affouillement
maxi = 54,36 ngf**

EP
T: 54.76

VOIE PLU n° 55

EP
T: 54.62
R: 52.02

X = 1861235.29
Y = 3157213.58

Parcelle AH n° 240

Cabinet Daniel RENARD
Géomètre-Expert à MIRAMAS
Reçu au Contrôle de légalité le 5 Février 2019
Ref: 5659

Système de coordonnées RGF 93 CC44
Nivellement NGF - Rattachement effectué par GPS
Réseau TERIA, précision altimétrique
du rattachement +/- 5cm.



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/014/CM

Arrêté de composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

VU

- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°85-565 du 30 mai 1985, modifié, relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- Le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale et notamment l'article 28 précisant que l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination désigne les représentants de la Métropole parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents de l'établissement ;
- La délibération FAG 052-3822/18/CM du 18 mai 2018 relative à l'approbation du nombre de représentants du personnel et des règles instituant le paritarisme et décision de recueil de l'avis des représentants de la Métropole au sein du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (C.H.S.C.T) de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du 6 décembre 2018, établi par le bureau centralisateur, portant recensement des votes et la proclamation des résultats de l'élection professionnelle du jeudi 6 décembre 2018 des représentants du personnel au comité technique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Le procès-verbal de l'élection des représentants du personnel au Comité Technique du jeudi 6 décembre 2018 a permis l'attribution de 5 sièges à l'organisation syndicale Force Ouvrière (FO), 3 sièges à l'organisation syndicale SNUTER 13 – La FSU Territoriale, 1 siège à l'organisation syndicale Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA), 1 siège à l'organisation syndicale Confédération Générale du Travail (CGT).

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2019

ARRETE

Article 1 :

Suite à la désignation des représentants du personnel, la composition du Comité d'Hygiène et de Sécurité et des Conditions de Travail de la Métropole Aix-Marseille-Provence est établie ainsi qu'il suit :

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION

Titulaires :

- M. Martial ALVAREZ
- Mme Josette VENTRE
- M. Jean-Jacques POLITANO
- M. Alain ROUSSET
- M. Pascal MONTECOT
- M. Jean-Pierre BERTRAND
- M. Henri CAMBESSEDES
- M. Laurent PERES
- M. Jean-Marc MERTZ
- Mme Nathalie N'DOUMBE

Suppléants :

- Mme Solange BIAGGI
- Mme Monique CORDIER
- M. Régis MARTIN
- Mme Nicole JOULIA
- M. Bernard DESTROST
- M. Auguste COLOMB
- Mme Béatrice ALIPHAT
- M. Eric METRAL
- M. Laurent BLANES
- M. Alain BEZ

REPRESENTANTS DU PERSONNEL

Titulaire

- M. Josué KNOPPERS (FO)
- M. Eric DOGNON (FO)
- M. Karim YAGOUN (FO)
- M. Nouredine ABECHA (FO)
- M. Francis ATOKO (FO)
- M. Laurent BENAC (SNUTER 13 – FSU)
- M. Franck PAPAIN (SNUTER 13 – FSU)
- M. César PITOISET (SNUTER 13 – FSU)
- M. Michel KROL (UNSA)
- M. Fabrice AUBERT (CGT)

Suppléant

- M. Laurent PARRINELLO (FO)
- M. Richard CAUVIN (FO)
- M. Olivier MOURNAUD (FO)
- M. Jean-Marc KUGOGNE (FO)
- M. Nicolas ANTONORSI (FO)
- M. Jérémy PORTE (SNUTER 13 – FSU)
- M. Fabien DUMAS (SNUTER 13 – FSU)
- M. Larbi BOURAS (SNUTER 13 – FSU)
- M. Christophe CASTILLO (UNSA)
- M. Alain LAHMAR (CGT)

Article 2 :

Monsieur Martial Alvarez assure la présidence du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail.

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, Monsieur Pascal Montecot assurera cette même présidence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/015/CM

**Approbation de l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 292 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres
Abroge et remplace l'avenant n° 1 au CCCT approuvé par arrêté n° 18/138/CM du 31 août 2018**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L.311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC), dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'Epareb ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le CCCT comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral du 27 novembre 1985 approuvant la création de la ZAC du Ranquet ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme d'équipements publics de la zone ;
- L'arrêté préfectoral du 8 octobre 1990 approuvant les modifications de ce PAZ ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du SAN en SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité Syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Epareb ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;

- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013 du Conseil Municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 16 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 54/04 du 22 avril 2004 du Président du SAN Ouest Provence approuvant le CCCT du lot n° 292, modifié par l'avenant n° 1 approuvé par arrêté n° 18/138/CM du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 31 août 2018 ;
- L'arrêté n° 18/368/CM du 7 janvier 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Que l'avenant n° 1 approuvé par arrêté n° 18/138/CM du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 31 août 2018 contient une erreur matérielle dans son article 1.2 et qu'il doit être en conséquence abrogé ;
- Que les droits à construire de chaque lot ont été modifiés lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et qu'en conséquence, il convient d'adapter le préambule et les articles I et III du Cahier des Charges de Cession de Terrain précité.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté, l'avenant n° 1 du CCCT du lot n° 292 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres, qui abroge et remplace l'avenant n° 1 au CCCT approuvé par arrêté n° 18/138/CM du 31 août 2018. Cet avenant abroge et remplace le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I ainsi que l'avant-dernier alinéa de l'article III (prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales) du Cahier des Charges de Cession de Terrain de ce même lot, approuvé par l'arrêté n° 54/04 du 22 avril 2004 du Président du SAN Ouest Provence.

Article 2 :

Les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 février 2019

Martine VASSAL

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme

Lot 292

Le présent avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il abroge et remplace le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I et modifie l'avant dernier alinéa de l'article III (prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales) du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° **292** (section **DH n° 0129 et n° 0291**) approuvé par l'arrêté du Président du SAN Ouest Provence du 22 avril 2004.

Il abroge et remplace l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé par arrêté n° 18/138/CM du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 31 août 2018, du fait d'une erreur matérielle figurant à son article 1.2.

Le préambule est modifié comme suit :

Préambule

La Z.A.C du Ranquet à ISTRES a été créée par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (P.A.Z) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce P.A.Z.

L'objet de la Z.A.C. est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle en date du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Eparèb.

L'Eparèb a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la Z.A.C au SAN au terme d'un acte notarié en l'étude de Maître CEAGLIO en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la Z.A.C a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du comité syndical de Ouest Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 février 2019

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n°231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Le présent Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

Les articles I et III sont modifiés comme suit :

Article I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

2/ Désignation du ou des terrains

Les parcelles cédées d'une superficie totale **de 124 m²**, figurent au cadastre sous la section **DH n° 0129 et n° 0291**. Elles sont situées en zone UDran du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et constituent **le lot n° 292** à usage privatif.

3/ Utilisation des terrains

Les terrains susvisés se voient attribuer un droit à bâtir **de 72,40 m² de surface de plancher** affectés à l'habitat.

Il ne pourra être réalisé sur ce lot **qu'un seul logement**.

La ZAC du Ranquet fait l'objet d'une étude géotechnique figurant dans l'annexe 5.1.8 du document d'urbanisme qui caractérise les risques de mouvements de terrains affectant ce secteur.

Dans le cas où des ouvrages de soutènement ont été édifiés sur le lot, objet des présentes, leur conservation en parfait état est obligatoire. En aucun cas, ils ne doivent être surélevés ou surchargés et ne doivent servir d'appui ou de soubassement à une quelconque construction.

La ZAC du Ranquet est concernée par 3 aléas 1a, 1b, 1c au zonage d'assainissement pluvial du document d'urbanisme. Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions afférentes à ces zones d'aléas dans le cadre de l'élaboration de son projet.

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur, 4/ Conditions de cession) demeurent inchangés.

Article III – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

L'avant dernier alinéa de l'article III, ayant trait aux couvertures et pentes de toiture, est complété comme suit :

Les toits terrasse sont également autorisés.

L'avant dernier alinéa de l'article III, ayant trait aux couvertures et pentes de toiture, est supprimé.

Les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/016/CM

Prescription de la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Miramas

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 101-1, L. 101-2, L. 153-36, L. 153-37, R. 153-20 et R. 153-21 ;
- L'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme ;
- L'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre I^{er} du Code de l'Urbanisme ;
- Le décret d'application n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre I^{er} du Code de l'Urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Miramas approuvé le 26 juin 2013 et révisé le 5 juillet 2017 ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Miramas du 8 octobre 2018 sollicitant l'engagement d'une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération d'engagement n° URB 014-5145/18/CM de la procédure de modification n° 1 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018.

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2019

CONSIDÉRANT

- Que la modification envisagée du Plan Local d'Urbanisme a pour objet l'ouverture à l'urbanisation du secteur Oasis – Cœur de Ville classé en zone 2AU au Plan Local d'Urbanisme opposable qui va permettre la réalisation d'un projet urbain et paysager du site stratégique du quartier de la gare de Miramas ;
- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le Plan Local d'Urbanisme sur ce point précis ;
- Que la modification n° 1 envisagée aura pour effet de permettre la réalisation d'un projet sur la zone classée en urbanisation future ;
- Que la modification du document d'urbanisme relève du champ d'application de la procédure de modification conformément à l'article L.153-36 du Code de l'Urbanisme ;
- Que le projet envisagé ne change pas les orientations définies au projet d'aménagement et de développement durable, qu'il ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole ou naturelle et forestière ni une protection ;
- Que pour la mise en œuvre de la procédure de modification, le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme seront joints au dossier d'enquête publique ;
- Que les modalités de l'enquête publique seront précisées par arrêté métropolitain et portées à la connaissance du public au moins quinze jours avant le début de l'enquête ;
- Qu'à l'issue de l'enquête publique, la Présidente en présentera le bilan devant le Conseil de la Métropole, qui en délibérera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis par les personnes publiques associées et des observations du public ou du commissaire enquêteur par délibération motivée.

ARRETE

Article 1 :

Est prescrit une procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Miramas.

Article 2 :

L'engagement de la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme va permettre l'ouverture à l'urbanisation du secteur Oasis – Cœur de Ville actuellement classé en zone 2AU au Plan Local d'Urbanisme opposable ainsi que la mise en cohérence des règles régissant la zone UAb qui la jouxte. Cette modification du Plan Local d'Urbanisme va permettre la réalisation d'un projet urbain et paysager autour du site stratégique du quartier de la gare de Miramas qui va s'organiser autour d'un pôle d'échange multimodal d'audience métropolitaine et régionale.

Article 3 :

La procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme fera l'objet d'une délibération motivée du Conseil de Territoire justifiant l'utilité de l'ouverture à l'urbanisation de la zone concernée, au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.

Article 4 :

Le présent arrêté sera affiché durant un mois :

- au Pharo à Marseille, siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
 - au Service Planification Urbaine du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres,
 - au Service Urbanisme de la Mairie de Miramas,
- ainsi que sur le site internet du Conseil de Territoire. Il fera l'objet d'un avis au public qui sera inséré dans la presse locale.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 février 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/017/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque situé 63 bd Rabatau 13008, à Monsieur Yeghoyan Romanos

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

La demande présentée par Monsieur Romanos Yeghoyan, domicilié 217 avenue des Poilus-La Floride Bat. C 13013 à Marseille, enregistré au SIRET sous le n°808 808 216 00010, en vue d'exploiter un kiosque sur le domaine public.

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Romanos Yeghoyan est autorisé à exploiter un kiosque d'une dimension de 12 m² sur le domaine public, sis 63 bd Rabatau 13008 à Marseille, en vue d'y exercer une activité de serrurier.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous-location entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2019

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, voté par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le Règlement Général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

Article 11 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 12 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 13 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/025/CM

Arrêté portant mise à jour n°1 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren relatives aux servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produit chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 13 décembre 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L.152-7, L.153-60, R.151-1 et suivants, et, R 153-18 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n°2018-454 SUP en date du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Ventabren ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren et ses évolutions successives en vigueur ;
- Le courrier du Préfet du 17 décembre 2018 rappelant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que conformément aux dispositions des articles L.153-60 du Code de l'Urbanisme, il lui appartient d'annexer sans délais les servitudes d'utilité publique susmentionnées au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Ventabren.

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Février 2019

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions de l'article L.555-16 du Code de l'Environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;
- Que suite à l'arrêté préfectoral n°2018-454 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Ventabren, il convient de mettre à jour les annexes de son Le Plan Local d'Urbanisme ;

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren est mis à jour à la date du présent arrêté pour tenir compte de l'institution de servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques par arrêté préfectoral n°2018-454 SUP du 13 décembre 2018.

Les annexes dudit Le Plan Local d'Urbanisme sont complétées par l'arrêté susmentionné et ses annexes (cartes des servitudes).

Article 2 :

La présente mise à jour du Plan Local d'Urbanisme, sur support papier, est tenue à la disposition du public au Service Urbanisme de la Mairie, sis 17 Grand Rue, à Ventabren (13122).

Article 3 :

L'arrêté préfectoral n°2018-454 SUP du 13 décembre 2018 ainsi que ses annexes sont jointes au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de la commune de Ventabren pendant le délai d'un mois minimum.

Article 6 :

Les dispositions de cet arrêté publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours pendant un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Marseille. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté

Fait à Marseille, le 18 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/026/CM

Arrêté portant mise à jour n°4 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vitrolles relatives aux servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 13 décembre 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L.152-7, L.153-60, R.151-1 et suivants, et, R 153-18 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n°2018-455 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Vitrolles ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vitrolles et ses évolutions successives en vigueur ;
- Le courrier du Préfet du 17 décembre 2018 rappelant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que conformément aux dispositions des articles L.153-60 du Code de l'Urbanisme, il lui appartient d'annexer sans délais les servitudes d'utilité publique susmentionnées au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Vitrolles.

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Février 2019

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions de l'article L.555-16 du Code de l'Environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;
- Que suite à l'arrêté préfectoral n°2018-455 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Vitrolles, il convient de mettre à jour les annexes de son Plan Local d'Urbanisme ;

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vitrolles est mis à jour à la date du présent arrêté pour tenir compte de l'institution de servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques par arrêté préfectoral n°2018-455 SUP du 13 décembre 2018.

Les annexes dudit Plan Local d'Urbanisme sont complétées par l'arrêté susmentionné et ses annexes (cartes des servitudes).

Article 2 :

La présente mise à jour du Plan Local d'Urbanisme, sur support papier, est tenue à la disposition du public à la Direction de l'Aménagement, Arcade des Citeaux, bâtiment l'Azuréen, à Vitrolles (13127).

Article 3 :

L'arrêté préfectoral n°2018-455 SUP du 13 décembre 2018 ainsi que ses annexes sont jointes au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de la commune de Vitrolles pendant le délai d'un mois minimum.

Article 6 :

Les dispositions de cet arrêté publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours pendant un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Marseille. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/027/CM

Arrêté portant mise à jour n°2 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air relatives aux servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 13 décembre 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L.152-7, L.153-60, R.151-1 et suivants, et, R 153-18 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n°2018-385 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Bouc-Bel-Air ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air, et ses évolutions successives en vigueur ;
- Le courrier du Préfet du 17 décembre 2018 rappelant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que conformément aux dispositions des articles L.153-60 du Code de l'Urbanisme, il lui appartient d'annexer sans délai les servitudes d'utilité publique susmentionnées au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Bouc-Bel-Air.

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Février 2019

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions de l'article L.555-16 du Code de l'Environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;
- Que suite à l'arrêté préfectoral n° 2018-385 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Bouc-Bel-Air, il convient de mettre à jour les annexes de son Plan Local d'Urbanisme.

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air est mis à jour à la date du présent arrêté pour tenir compte de l'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques par arrêté préfectoral n°2018-385 SUP du 13 décembre 2018.

Les annexes dudit Plan Local d'Urbanisme sont complétées par l'arrêté susmentionné et ses annexes (plans des servitudes).

Article 2 :

La présente mise à jour du Plan Local d'Urbanisme, sur support papier, est tenue à la disposition du public au Service Urbanisme et Développement, Pôle Municipal de Sauvecanne, impasse des Oliviers, à Bouc-Bel-Air (13320), aux horaires d'ouverture au public dudit service (soit les lundis, mardis, mercredis et vendredis de 8h00 à 16h30 – hors jours fériés).

Article 3 :

L'arrêté préfectoral n°2018-385 SUP du 13 décembre 2018 ainsi que ses annexes sont jointes au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de la commune de Bouc-Bel-Air pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5 :

Les dispositions de cet arrêté publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours pendant un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Marseille. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/030/CM

Arrêté portant mise à jour n°1 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès relatives aux servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 13 décembre 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L.152-7, L.153-60, R.151-1 et suivants, et, R 153-18 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n°2018-386 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Cabriès ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès en vigueur ;
- Le courrier du Préfet du 17 décembre 2018 rappelant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que conformément aux dispositions des articles L.153-60 du Code de l'Urbanisme, il lui appartient d'annexer sans délai les servitudes d'utilité publique susmentionnées au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Cabriès.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions de l'article L.555-16 du Code de l'Environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Février 2019

- Que suite à l'arrêté préfectoral n°2018-386 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Cabriès, il convient de mettre à jour les annexes de son Plan Local d'Urbanisme.

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès est mis à jour à la date du présent arrêté pour tenir compte de l'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques par arrêté préfectoral n°2018-386 SUP du 13 décembre 2018.

Les annexes dudit Plan Local d'Urbanisme sont complétées par l'arrêté susmentionné et ses annexes (plans de servitudes).

Article 2 :

La présente mise à jour du Plan Local d'Urbanisme, sur support papier, est tenue à la disposition du public au Centre Technique Municipal, sis 3256 Route de Violési, à Cabriès (13480).

Article 3 :

L'arrêté préfectoral n°2018-386 SUP du 13 décembre 2018 ainsi que ses annexes sont jointes au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de la commune de Cabriès pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5 :

Les dispositions de cet arrêté publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours pendant un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Marseille. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr ».

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/031/CM

Arrêté portant mise à jour n°1 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Coudoux relatives aux servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 13 décembre 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L.152-7, L.153-60, R.151-1 et suivants, et, R 153-18 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n°2018-395 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Coudoux ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Coudoux en vigueur ;
- Le courrier du Préfet du 17 décembre 2018 rappelant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que conformément aux dispositions des articles L.153-60 du Code de l'Urbanisme, il lui appartient d'annexer sans délai les servitudes d'utilité publique susmentionnées au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Coudoux.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions de l'article L.555-16 du Code de l'Environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Février 2019

- Que suite à l'arrêté préfectoral n°2018-395 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Coudoux, il convient de mettre à jour les annexes de son Plan Local d'Urbanisme ;

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Coudoux est mis à jour à la date du présent arrêté pour tenir compte de l'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques par arrêté préfectoral n°2018-395 SUP du 13 décembre 2018.

Les annexes dudit Plan Local d'Urbanisme sont complétées par l'arrêté susmentionné et ses annexes (plans de servitudes).

Article 2 :

La présente mise à jour du Plan Local d'Urbanisme, sur support papier, est tenue à la disposition du public en Mairie, place Jean Lapierre, Coudoux (13111).

Article 3 :

L'arrêté préfectoral n°2018-395 SUP du 13 décembre 2018 ainsi que ses annexes sont jointes au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de la commune de Coudoux pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5 :

Les dispositions de cet arrêté publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours pendant un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Marseille. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr »

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/032/CM

Arrêté portant mise à jour n°1 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eguilles relatives aux servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 13 décembre 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L.152-7, L.153-60, R.151-1 et suivants, et, R 153-18 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n°2018-396 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune d'Eguilles ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eguilles en vigueur ;
- Le courrier du Préfet du 17 décembre 2018 rappelant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que conformément aux dispositions des articles L.153-60 du Code de l'Urbanisme, il lui appartient d'annexer sans délais les servitudes d'utilité publique susmentionnées au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Eguilles.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions de l'article L.555-16 du Code de l'Environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Février 2019

- Que suite à l'arrêté préfectoral n°2018-396 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune d'Eguilles, il convient de mettre à jour les annexes de son Plan Local d'Urbanisme.

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eguilles est mis à jour à la date du présent arrêté pour tenir compte de l'institution de servitudes d'utilité publique relative à la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques par arrêté préfectoral n°2018-396 SUP du 13 décembre 2018.

Les annexes dudit Plan Local d'Urbanisme sont complétées par l'arrêté susmentionné et ses annexes (cartes des servitudes).

Article 2 :

La présente mise à jour du Plan Local d'Urbanisme, sur support papier, est tenue à la disposition du public AU Service Urbanisme de la Mairie, place Gabriel Payeur, à Eguilles (13510).

Article 3 :

L'arrêté préfectoral n°2018-396 SUP du 13 décembre 2018 ainsi que ses annexes sont jointes au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de la commune d'Eguilles pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5 :

Les dispositions de cet arrêté publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours pendant un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Marseille. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/033/CM

Arrêté portant mise à jour n°6 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Gardanne relatives aux servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 13 décembre 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L.152-7, L.153-60, R.151-1 et suivants, et, R 153-18 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n°2018-402 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Gardanne ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Gardanne et ses évolutions successives en vigueur ;
- Le courrier du Préfet du 17 décembre 2018 rappelant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que conformément aux dispositions des articles L.153-60 du Code de l'Urbanisme, il lui appartient d'annexer sans délai les servitudes d'utilité publique susmentionnées au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Gardanne.

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Février 2019

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions de l'article L.555-16 du Code de l'Environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;
- Que suite à l'arrêté préfectoral n°2018-402 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Gardanne il convient de mettre à jour les annexes de son Plan Local d'Urbanisme ;

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Gardanne est mis à jour à la date du présent arrêté pour tenir compte de l'institution de servitudes d'utilité publique relative à la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques par arrêté préfectoral n°2018-402 SUP du 13 décembre 2018.

Les annexes dudit Plan Local d'Urbanisme sont complétées par l'arrêté susmentionné et ses annexes (cartes des servitudes).

Article 2 :

La présente mise à jour du Plan Local d'Urbanisme, sur support papier, est tenue à la disposition du public en la Direction des Services Techniques, Service Urbanisme, 1 Avenue de Nice, à Gardanne (13120).

Article 3 :

L'arrêté préfectoral n°2018-402 SUP du 13 décembre 2018 ainsi que ses annexes sont jointes au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de la commune de Gardanne pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5 :

Les dispositions de cet arrêté publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours pendant un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Marseille. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/034/CM

Arrêté portant mise à jour n°2 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Jouques relatives aux servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 13 décembre 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L.152-7, L.153-60, R.151-1 et suivants, et, R 153-18 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n°2018-408 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Jouques ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Jouques et ses évolutions successives en vigueur ;
- Le courrier du Préfet du 17 décembre 2018 rappelant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que conformément aux dispositions des articles L.153-60 du Code de l'Urbanisme, il lui appartient d'annexer sans délais les servitudes d'utilité publique susmentionnées au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Jouques.

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Février 2019

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions de l'article L.555-16 du Code de l'Environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;
- Que suite à l'arrêté préfectoral n°2018-408 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Jouques il convient de mettre à jour les annexes de son Plan Local d'Urbanisme.

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Jouques est mis à jour à la date du présent arrêté pour tenir compte de l'institution de servitudes d'utilité publique relative à la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques par arrêté préfectoral n°2018-408 SUP du 13 décembre 2018.

Les annexes dudit Plan Local d'Urbanisme sont complétées par l'arrêté susmentionné et ses annexes (cartes des servitudes).

Article 2 :

La présente mise à jour du Plan Local d'Urbanisme, sur support papier, est tenue à la disposition du public à l'Hôtel de Ville, sis boulevard de la République, à Jouques (13490).

Article 3 :

L'arrêté préfectoral n°2018-408 SUP du 13 décembre 2018 ainsi que ses annexes sont jointes au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de la commune de Jouques pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5 :

Les dispositions de cet arrêté publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours pendant un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Marseille. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/035/CM

Arrêté portant mise à jour n°2 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune du Puy-Sainte-Réparate relatives aux servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 13 décembre 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L.152-7, L.153-60, R.151-1 et suivants, et, R 153-18 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n°2018-412 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune du Puy-Sainte-Réparate ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune du Puy-Sainte-Réparate en vigueur ;
- Le courrier du Préfet du 17 décembre 2018 rappelant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que conformément aux dispositions des articles L.153-60 du Code de l'Urbanisme, il lui appartient d'annexer sans délais les servitudes d'utilité publique susmentionnées au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune du Puy-Sainte-Réparate.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions de l'article L.555-16 du Code de l'Environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Février 2019

- chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;
- Que suite à l'arrêté préfectoral n°2018-412 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune du Puy-Sainte-Réparate, il convient de mettre à jour les annexes de son Plan Local d'Urbanisme.

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de du Puy-Sainte-Réparate est mis à jour à la date du présent arrêté pour tenir compte de l'institution de servitudes d'utilité publique relative à la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques par arrêté préfectoral n°2018-412 SUP du 13 décembre 2018.

Les annexes dudit Plan Local d'Urbanisme sont complétées par l'arrêté susmentionné et ses annexes (cartes des servitudes).

Article 2 :

La présente mise à jour du Plan Local d'Urbanisme, sur support papier, est tenue à la disposition du public au Service de l'Urbanisme, Hôtel de Ville, 2 avenue des Anciens Combattants, au Puy-Sainte-Réparate (13610).

Article 3 :

L'arrêté préfectoral n°2018-412 SUP du 13 décembre 2018 ainsi que ses annexes sont jointes au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de la commune du Puy-Sainte-Réparate pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5 :

Les dispositions de cet arrêté publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours pendant un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Marseille. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté

Fait à Marseille, le 18 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/036/CM

Arrêté portant mise à jour n°2 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes Mirabeau relatives aux servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 13 décembre 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L.152-7, L.153-60, R.151-1 et suivants, et, R 153-18 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n°2018-414 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune des Pennes-Mirabeau ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau et ses évolutions successives en vigueur ;
- Le courrier du Préfet du 17 décembre 2018 rappelant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que conformément aux dispositions des articles L.153-60 du Code de l'Urbanisme, il lui appartient d'annexer sans délais les servitudes d'utilité publique susmentionnées au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune des Pennes-Mirabeau.

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Février 2019

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions de l'article L.555-16 du Code de l'Environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;
- Que suite à l'arrêté préfectoral n°2018-414 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune des Pennes-Mirabeau, il convient de mettre à jour les annexes de son Plan Local d'Urbanisme ;

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau est mis à jour à la date du présent arrêté pour tenir compte de l'institution de servitudes d'utilité publique relative à la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques par arrêté préfectoral n°2018-414 SUP du 13 décembre 2018.

Les annexes dudit Plan Local d'Urbanisme sont complétées par l'arrêté susmentionné et ses annexes (cartes des servitudes).

Article 2 :

La présente mise à jour du Plan Local d'Urbanisme, sur support papier, est tenue à la disposition du public au Service Aménagement du Territoire et Politique de l'Habitat de la Mairie, sis 22 rue Saint Dominique, Les Cadeneaux, aux Pennes-Mirabeau (13170).

Article 3 :

L'arrêté préfectoral n°2018-414 SUP du 13 décembre 2018 ainsi que ses annexes sont jointes au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de la commune des Pennes-Mirabeau pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5 :

Les dispositions de cet arrêté publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours pendant un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Marseille. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/053/CM

Arrêté de déconsignation d'un montant de 1 000 euros au profit de la SARL ROS et FILS.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance d'expropriation du 25 octobre 2012 n° RG 12/00033 publiée aux hypothèques le 24 janvier 2013 volume 2013P n° 625.
- Le jugement du 13 mars 2015 fixant l'indemnité de dépossession à 1 000 euros due à l'expropriée la SARL ROS et FILS ;
- L'arrêté de consignation N° 15/286/CC du 3 septembre 2015.

CONSIDÉRANT

- L'expropriation des propriétaires de la zone d'aménagement concerté les Florides ;
- L'obstacle au paiement par la transmission par l'exproprié de son relevé d'identité bancaire est levé.

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Février 2019

ARRETE

Article 1 :

La somme de 1 000 euros représentant l'indemnité rendue par le jugement du 13 mars 2015 par le Tribunal de Grande Instance de Marseille pour l'expropriation d'un abri couvert sur la parcelle cadastrée n° BS 20 située sur la commune de Marignane, consignée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sera déconsignée au profit de :

la SARL ROS et FILS
Résidence les Acacias
Bâtiment I J
13700 Marignane

Article 2 :

Les intérêts générés par la consignation de la somme de 1 000 euros seront versés au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, du 20 octobre 2015 date de la consignation jusqu'à la date de déconsignation.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 février 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/054/CM

Arrêté de déconsignation d'un montant de 102 244 euros au profit de Monsieur Jean-Paul ROS.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance d'expropriation du 25 octobre 2012 n° RG 12/00033 publiée aux hypothèques le 24 janvier 2013 volume 2013P n° 625.
- Le jugement du 4 avril 2012 fixant l'indemnité de dépossession à 102 244 euros due à l'exproprié Monsieur Jean-Paul ROS ;
- L'arrêté de consignation N° 13/322/CC du 25 septembre 2013.

CONSIDÉRANT

- L'expropriation des propriétaires de la zone d'aménagement concerté les Florides ;
- L'obstacle au paiement par la transmission par l'exproprié de son relevé d'identité bancaire est levé.

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Février 2019

ARRETE

Article 1 :

La somme de 102 244 euros représentant l'indemnité rendue par le jugement du 4 avril 2012 par le Tribunal de Grande Instance de Marseille pour l'expropriation d'un abri couvert sur la parcelle cadastrée n° BS 20 située sur la commune de Marignane, consignée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sera déconsignée au profit de :

Monsieur Jean-Paul ROS
Résidence les Acacias
Bâtiment I J
13700 Marignane

Article 2 :

Les intérêts générés par la consignation de la somme de 102 244 euros seront versés au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, du 25 octobre 2013 date de la consignation jusqu'à la date de déconsignation.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 février 2019

Martine VASSAL

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 1ERE
CLASSE AU CHOIX**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2018 pour l'accès au grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le 7 DEC. 2018

Martine VASSAL



CATEGORIE C - Groupe hiérarchique 2

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint administratif principal 1^{ère} classe par voie au choix

RANG	NOM	PRENOM	CT	AFFECTATION	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	LECOMTE	AUDREY	CT1	DGA INNOVATION NUMERIQUE SI	DIR DES SYSTEMES INFORMATION	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
2	CHAMPELAY	SYLVIE	CT1	POLE VAL ET DEV URB	DIR PLANIF.URB.AMENAG.FONCIER	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
3	BORGHINO	VIVIANE	CT1	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
4	CHEFRI	SABRINA	CT1	DIR GENERALE DES SERVICES CT1	SECRETARIAT GENERAL DGS CT1	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
5	CAPUANO	MYLENE	CT1	DGA FINANCES ET BUDGET	DIRECTION DES FINANCES	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
6	DORETTI-REYNAUD	EMMANUELLE	CT2	PÔLE AMENAGEMENT URBANISME	DIRECTION APPUI AUX COMMUNES	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
7	JACQUET	STEPHANIE	CT1	DGA RESSOURCES HUMAINES	DIR DES RESSOURCES HUMAINES	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
8	GARDINAL	VIRGINIE	CT1	POLE DEV ECO ET ATTR DU TERR		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
9	ESPOSITO	FLORENCE	CT1	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT	DIR VAL. DOMAINE PUB.AFF.GEN.	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
10	HETSCH	NATHALIE	CT1	DGA MOBILITE		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
11	HOTZ	GERALDINE	CT6		DIRECTION ADMINISTRATIVE DE LA REA	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
12	DOUCE	MARIE LISE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR INGENIERIE DES DECHETS	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
13	SILVAIN	SYLVIE	CT1	POLE INFRASTRUCTURES	DIR DES INFRASTRUCTURES	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
14	FLORES	SYLVIE	CT5	DGA RESSOURCES HUMAINES		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
15	DUPONT DUSAUSOY	MARTINE	CT1	DIR GENERALE DES SERVICES CT1	SECRETARIAT GENERAL DGS CT1	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
16	TARDIVAT	PIERRE	CT1	DGA FINANCES ET BUDGET	DIRECTION DES FINANCES	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
17	MOLLO	CHRISTEL	CT1	DGA PROJ METROP CONSEIL DEVELO		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
18	PANTAZIS	CAROLE	CT1	POLE VAL ET DEV URB	DIR DES PORTS	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
19	MARZO	ROBERTE	CT1	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT	DIR VAL. DOMAINE PUB.AFF.GEN.	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
20	BOCCIA	SANDRINE	CT2	.	DGA MOBILITE INFRAST TRANSPORT	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
21	MUSATO	ISABELLE	CT5	DGA FINANCES ET BUDGET		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
22	LAGRAF	SAIDA	CT1	POLE DEV ECO ET ATTR DU TERR	DIR COMPETITIVITE TERRITOIRE	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
23	FABRI	GENEVIEVE	CT1	DGA MOBILITE		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
24	CHAIX	GHISLAINE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
25	BOJADOS	STEPHANIE	CT1	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT	DIR EAU/ASSAINISSEMENT/PLUVIAL	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
26	LECA	GUILLAUME	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPRETE URB	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
27	CONTAMIN	CORINNE	CT5	DGA COMMANDE PUBLIQUE AFFAIRES JURIDIQUES		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E

RANG	NOM	PRENOM	CT	AFFECTATION	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
28	GONZALEZ-SERRATORE	CORALIE	CT2	PÔLE AMENAGEMENT URBANISME	DIRECTION PÔLE AMENAGEMENT ET URBANISME	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
29	LETA	VIVIANE	CT1	DGA MOBILITE		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
30	AUBERT	MAGALI	CT1	POLE DEV ECO ET ATTR DU TERR	DIR ATTRACTIVITE PROMO.INTERN.	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
31	BENNATI	MAGALI	CT1	DGA FINANCES ET BUDGET	DIRECTION DES FINANCES	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
32	GUERABES	TAHAR	CT1	DGA RESSOURCES HUMAINES	DIR DES RESSOURCES HUMAINES	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
33	FROIDURE	SONIA	CT1	POLE INFRASTRUCTURES		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
34	LOMBARDI-FANUCCHI	ELISABETH	CT1	POLE VAL ET DEV URB		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
35	MAZZEI	GIL	CT1	DGA FINANCES ET BUDGET	DIRECTION DES FINANCES	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
36	DENOUAL	CAROLE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPRETE URB	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
37	GAZEL	THOMAS	CT2	DEPT PREVENTION GEST. DECHETS	COLL - POLE PROXIMITE SUD EST	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
38	TROSSEVIN	MAGALI	CT1	POLE VAL ET DEV URB	DIR DES PORTS	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
39	PADOVANI	GHISLAINE	CT1	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT	DIR EAU/ASSAINISSEMENT/PLUVIAL	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
40	COPPOLA	JEAN PIERRE	CT1	DGA MOBILITE		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
41	PARISSE	MYRIAM	CT5	DGA FINANCES ET BUDGET		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
42	PAPILLARD	SANDRINE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPRETE URB	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
43	MARTIN	CAROLE	CT2	DGA PROSP AMENAG EMPLOI FORM	DIRECT. POLITIQUE DE LA VILLE	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
44	BENAC	LAURENT	CT1	POLE DEV ECO ET ATTR DU TERR	DIR STRATEGIE,PROSPECTIVE DEV.	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
45	DI GIOVANNI	LAETITIA	CT1	DGA FINANCES ET BUDGET	DIRECTION DES FINANCES	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
46	AMOYEL	XAVIERA	CT1	POLE INFRASTRUCTURES	DIR DES INFRASTRUCTURES	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
47	KARI	RABIHA	CT1	POLE VAL ET DEV URB		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
48	ALARCON	SANDRINE	CT5	DGA RESSOURCES HUMAINES		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
49	PAOLI	NADINE	CT1	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT	DIR EAU/ASSAINISSEMENT/PLUVIAL	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
50	HOERTH	VERONIQUE	CT2	DIR GENERALE DES SERVICES	DIRECTION RESSOURCES HUMAINES	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
51	LAFORET	SANDRA	CT5	DGA FINANCES ET BUDGET		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
52	RAGOBERT	DELPHINE	CT1	DGA FINANCES ET BUDGET	DIRECTION DES FINANCES	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
53	ROUDIL	MAGALI	CT1	POLE VAL ET DEV URB	DIR PLANIF.URB.AMENAG.FONCIER	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
54	HENRY	CECILE	CT2	DIR GENERALE DES SERVICES	DEPART. ENSEIGN. EMPLOI SANTE	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
55	LABORIE	THOMAS	CT5	DGA COMMANDE PUBLIQUE AFFAIRES JURIDIQUES		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
56	BALASTRE	NADINE	CT1	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT	DIR EAU/ASSAINISSEMENT/PLUVIAL	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
57	KAZMIERCZAK	CELINE	CT1	DGA FINANCES ET BUDGET	DIRECTION DES FINANCES	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
58	CHARDONNET	CARINE	CT2	PÔLE AMENAGEMENT URBANISME	PROXIMITE	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E

RANG	NOM	PRENOM	CT	AFFECTATION	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
59	GONZALES	ALEXANDRE PIERRE	CT1	DGA RESSOURCES HUMAINES	DIR DES RESSOURCES HUMAINES	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
60	LOISEL	EVELYNE	CT5	POLE TECHNIQUE	RICVD	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
61	AMOROSO	NATHALIE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
62	BROTONS	LYSIANE	CT5	DGA AFFAIRES GÉNÉRALES ET MOYENS GÉNÉRAUX		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
63	KEUSHKERIAN	FRANCK	CT1	POLE VAL ET DEV URB	DIR DES PORTS	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
64	BINE	SOPHIE	CT2	.	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
65	AMMARI	AZIZA	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
66	ANIGO	NADINE	CT5	DGA AFFAIRES GÉNÉRALES ET MOYENS GÉNÉRAUX		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
67	LEROY	CHRISTINE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPTE URB	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
68	BREMAUD BOUDAOUCH	EMMANUELLE	CT5	POLE CULTURE ET SPORT		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
69	TAHMISIAN	NATHALIE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPTE URB	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
70	CAILLAT	FRÉDÉRIQUE	CT5	POLE TECHNIQUE		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
71	CAMOIN	CÉLINE	CT5	DGA RESSOURCES HUMAINES		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
72	DAVO	HÉLÈNE	CT5	DIRECTION GENERALE DES SERVICES		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
73	DELAGE	ELISABETH	CT5	POLE TECHNIQUE		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
74	JUMEL	CATHERINE	CT5	DGA RESSOURCES HUMAINES		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
75	KUCAB	DAVID	CT5	DGA AFFAIRES GÉNÉRALES ET MOYENS GÉNÉRAUX		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
76	LAURAIRE	CAROLE	CT5	DGA COMMANDE PUBLIQUE AFFAIRES JURIDIQUES		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
77	LESPINE	VALÉRIE	CT5	DGA AFFAIRES GÉNÉRALES ET MOYENS GÉNÉRAUX		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
78	LIOZON	GENEVIÈVE	CT5	POLE CULTURE ET SPORT		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
79	MICHON	MARIE-CLAIRE	CT5	POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DEVELOPPEMENT DURABLE	DEVELOPPEMENT DURABLE	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
80	OLIVIERI	LOUISA	CT5	POLE CULTURE ET SPORT	AFFAIRES CULTURELLES	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
81	RICHARD	VIRGINIE	CT5	DIRECTION GENERALE DES SERVICES		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
82	SCHIAVON	BARBARA	CT5	POLE TECHNIQUE		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
83	NAIDJA	FATIMA	CT5	DURABLE	DEVELOPPEMENT DURABLE	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
84	MILESI	MARTINE	CT5	DURABLE	EMPLOI ET COHESION SOCIALE	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
85	BOUCHET	JULIE	CT5	DGA FINANCES ET BUDGET		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
86	PERIZZATTO	SANDRINE	CT5	DGA RESSOURCES HUMAINES		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
87	FILLIT	SYLVIE	CT5	POLE CULTURE ET SPORT	AFFAIRES CULTURELLES	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
88	VERJUS	MARIE-HÉLÈNE	CT5	POLE TECHNIQUE		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E

RANG	NOM	PRENOM	CT	AFFECTATION	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
89	ADAMS	MARIE	CT6		DIR PRÉVENTION ACCÈS AU DROIT	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
90	CARREIRA	NATHALIE	CT6		DIRECTION ADMINISTRATIVE DE LA REA	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
91	AVILES	CHRYSTELLE	CT6		DIRECTION DES SERVICES FINANCIERS	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
92	CARLINI	ELODIE CORINNE	CT1	DGA COMM PUBLIQ AFFAIRE JURID		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
93	PARAGHAMIAN	ELODIE	CT1	DGA COMMUNICATION ET RELATIONS EXTERIEURES	DIR COMMUNICATION	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
94	MOHA AMATO	MAGALI	CT1	DIR GENERALE DES SERVICES		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
95	RABASTE	LAETITIA	CT1	DGA RESSOURCES HUMAINES	DIR DES RESSOURCES HUMAINES	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
96	MERONI	JEAN-FRANCOIS	CT1	DGA RESSOURCES HUMAINES	DIR DES RESSOURCES HUMAINES	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
97	OLIVIERI	NATHALIE	CT1	DGA RESSOURCES HUMAINES	DIR DES RESSOURCES HUMAINES	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
98	DERDERIAN	CECILE	CT1	DGA CONC TERRIT CONF METROP		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
99	ANDRE	PAUL	CT1	DIR GENERALE DES SERVICES CT1		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
100	ROCCHICCIOLI	AURELIE	CT1	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	DIR DES SERVICES GENERAUX	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
101	BARTOLI	LAURENCE	CT1	POLE DEV ECO ET ATTR DU TERR		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
102	ANDREANI	JOHANNA	CT1	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT	DIR EAU/ASSAINISSEMENT/PLUVIAL	AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
103	LEGIER	MARIE-HELENE	CT1	POLE VAL ET DEV URB		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
104	OUSSMOU	CHRISTELLE	CT1	POLE VAL ET DEV URB		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
105	DELFINO	LUCA	CT1	DGA AFFAIRES GÉNÉRALES ET MOYENS GÉNÉRAUX		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
106	LEJEUNE	DOMINIQUE	CT1	CABINET		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
107	SILVIA	FLORENCE	CT1	CABINET		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
108	CAVAILLERO	RAPHAEL	CT1	DGA AFFAIRES GÉNÉRALES ET MOYENS GÉNÉRAUX		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
109	ANDRIEU	DANIELLE	CT1	POLE VAL ET DEV URB		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
110	CESTARI	CELINE	CT1	DGA MOBILITE		AVG au choix	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 2EME
CLASSE AU CHOIX**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2018 pour l'accès au grade d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le - 7 DEC. 2018

Martine VASSAL



CATEGORIE C - Groupe hiérarchique 2

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint administratif principal 2ème classe par voie au choix ou à l'examen professionnel

RANG	NOM	PRENOM	CT	AFFECTATION	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	POSTEL	SORAYA	CT1	POLE VAL ET DEV URB		AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
2	CHUPEAU	CHRISTOPHE	CT2	DIR GENERALE DES SERVICES	SERVISC	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
3	DONNET	MARJORIE	CT5	POLE TECHNIQUE	RESSOURCES ET INVESTISSEMENT	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
4	DRIDI	MIREILLE	CT3			AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
5	GILLOT	LUCILLE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPRETE URB	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
6	GONZAGA	JULIE	CT1	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	DIR DES SERVICES GENERAUX	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
7	LAURANS	MANON	CT1	DGA INNOVATION NUMERIQUE SI	DIR DES SYSTEMES INFORMATION	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
8	AQUIR	ALISSA	CT6		DIRECTION ADMINISTRATIVE DE LA REA	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
9	PERRARD	FLORENT	CT1	DGA MOBILITE		AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
10	MENDIL	SONIA	CT1	DGA FINANCES ET BUDGET	DIRECTION DES FINANCES	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
11	CHASSELON	ALEXANDRA	CT1	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT	DIR EAU/ASSAINISSEMENT/PLUVIAL	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
12	PETTINATO	MARJORIE	CT1	DGA RESSOURCES HUMAINES	DIR DES RESSOURCES HUMAINES	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
13	MORENO	NADIA	CT2	DIR GENERALE DES SERVICES	SERVISC	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
14	PIAZZOLLA	MAGALI	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
15	ROLLAIS	NATHALIE	CT1	DGA INNOVATION NUMERIQUE SI		AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
16	MARTINEZ	MARJORIE	CT5	POLE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE	DE L'ECONOMIE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
17	BENDJELID	HAFIDA	CT1	DGA RESSOURCES HUMAINES	DIR DES RESSOURCES HUMAINES	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
18	GIANGRASSO	CHRYSTELLE	CT1	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	DIR DES SERVICES GENERAUX	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
19	MALEK	MOUNA	CT6		DIR PREVENTION ACCÈS AU DROIT	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
20	BERETTI-PONCET	ELSA	CT5	POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DEVELOPPEMENT DURABLE	POLITIQUE DE L'HABITAT	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
21	PEZ	PATRICIA	CT2	DIR GENERALE DES SERVICES	DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
22	SEBBAN	ELISABETH	CT1	DGA RESSOURCES HUMAINES	DIR DES RESSOURCES HUMAINES	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
23	VERGARA	CORALIE	CT2	DIR GENERALE DES SERVICES	DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
24	MARTINI	MARIE-JOSÉ	CT5	DGA RESSOURCES HUMAINES		AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
25	HANKARD	MAGALI	CT2	DGA PROSP AMENAG EMPLOI FORM	DIRECTION INSERTION ET EMPLOI	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
26	ARNICH	MARTINE	CT5	POLE CULTURE ET SPORT	AFFAIRES CULTURELLES	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
27	HOUDAIS	SYLVIE	CT3			AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
28	GILBERT	ARIANE	CT2	DIR GENERALE DES SERVICES	DIR INFRASTRUCTURES TRANSPORT	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.

RANG	NOM	PRENOM	CT	AFFECTATION	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
29	NAPPO	AGNÈS	CT5	POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DEVELOPPEMENT DURABLE	DECOS	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
30	FEIGNAT	CLAUDE ROSETTE	CT5	POLE TECHNIQUE	RICVD	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
31	SAF	KARIM	CT2	DGA PROSP AMENAG EMPLOI FORM	CENTRE FORMATION APPRENTIS	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
32	CHANEY	LAURENT	CT2	DGA PROSP AMENAG EMPLOI FORM	CENTRE FORMATION APPRENTIS	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
33	HISIGER	CHRISTINE	CT5	POLE CULTURE ET SPORT	AFFAIRES CULTURELLES	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
34	LAVIALLE	PASCALE	CT5	DGA AFFAIRES GÉNÉRALES ET MOYENS GÉNÉRAUX		AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
35	VERGNE	DAVID	CT2	.	DIR COMMUNICATION ET NUMERIQUE	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
36	BLAVIER	MAURICETTE	CT5	POLE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE	DE L'ECONOMIE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
37	BRAMI-BAROUK	JOCELYNE	CT2	DGA CULTURE ET SPORTS	SERVICE DES SPORTS	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
38	LORIATO	VIRGINIE	CT5	POLE TECHNIQUE	OPERATIONNELLE	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
39	EZGULIAN	CHRISTEL	CT2	DGA PROSP AMENAG EMPLOI FORM	CENTRE FORMATION APPRENTIS	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
40	GRECO	NATHALIE	CT5	POLE CULTURE ET SPORT	AFFAIRES CULTURELLES	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
41	AMIED	RACHIDA	CT2	DIR GENERALE DES SERVICES	COMITE DES OEUVRES SOCIALES	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
42	DEWINTRE	ODILE	CT5	POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DEVELOPPEMENT DURABLE	EMPLOI ET COHESION SOCIALE	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
43	BRUYERE	CHRISTIANE	CT5	DGA FINANCES ET BUDGET		AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
44	GIORGI	CHRYSTEL	CT5	POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DEVELOPPEMENT DURABLE	EMPLOI ET COHESION SOCIALE	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
45	COHEN	MIREILLE	CT5	POLE CULTURE ET SPORT	AFFAIRES CULTURELLES	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
46	LOPES	MÉLINDA	CT5	DGA RESSOURCES HUMAINES		AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
47	FELLI	HÉLÈNE	CT5	POLE TECHNIQUE	RICVD	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
48	GRANIER	VÉRONIQUE	CT5	POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DEVELOPPEMENT DURABLE		AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
49	BOUSSAOUI	NASSER	CT5	POLE TECHNIQUE	OPERATIONNELLE	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
50	HILITZER	VÉRONIQUE	CT5	DGA COMMANDE PUBLIQUE AFFAIRES JURIDIQUES		AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
51	DOUAI	MARJORIE	CT5	POLE CULTURE ET SPORT	AFFAIRES CULTURELLES	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
52	OSMONT	BERTRAND	CT5	POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DEVELOPPEMENT DURABLE	DEVELOPPEMENT DURABLE	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
53	WIAME	KARINE	CT5	DGA COMMANDE PUBLIQUE AFFAIRES JURIDIQUES		AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
54	BLANCO	VALÉRIE	CT5	POLE CULTURE ET SPORT	AFFAIRES CULTURELLES	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
55	MARTINEZ	SANDRINE	CT5	DGA AFFAIRES GÉNÉRALES ET MOYENS GÉNÉRAUX		AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
56	LUPO	MARIE HÉLÈNE	CT5	POLE CULTURE ET SPORT	AFFAIRES CULTURELLES	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
57	SILVESTRE	MAGALI	CT5	POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DEVELOPPEMENT DURABLE	EMPLOI ET COHESION SOCIALE	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.

RANG	NOM	PRENOM	CT	AFFECTATION	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
58	TEPPAZ	LIONEL	CT5	POLE CULTURE ET SPORT	AFFAIRES CULTURELLES	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
59	CITTADINI	MYLÈNE	CT5	DGA RESSOURCES HUMAINES		AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
60	GRANIE	CHRISTINA	CT5	POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DEVELOPPEMENT DURABLE	AFFAIRES IMMOBILIERES	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
61	NAIDJA	NADIA	CT5	POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DEVELOPPEMENT DURABLE	DECOS	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
62	HOCHART	SÉVERINE	CT5	DGA COMMANDE PUBLIQUE AFFAIRES JURIDIQUES		AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
63	MENADJLIA	SORIA	CT5	POLE CULTURE ET SPORT	AFFAIRES CULTURELLES	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
64	SANTAMARIA	CHRISTELLE	CT5	CABINET DU PRÉSIDENT		AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
65	SAVAL	SÉVERINE	CT5	POLE CULTURE ET SPORT		AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
66	NARETTE	MATHILDE	CT5	DGA COMMANDE PUBLIQUE AFFAIRES JURIDIQUES		AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
67	BICHERON	CLAUDINE	CT5	POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DEVELOPPEMENT DURABLE	EMPLOI ET COHESION SOCIALE	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
68	LOPEZ	OURIDA	CT5	DGA AFFAIRES GÉNÉRALES ET MOYENS GÉNÉRAUX		AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
69	BERTRAN	PATRICE	CT5	POLE CULTURE ET SPORT	AFFAIRES CULTURELLES	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
70	CLABEAU	LUDOVIC	CT5	POLE CULTURE ET SPORT	AFFAIRES CULTURELLES	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
71	GARCIA	BRIGITTE	CT5	DGA AFFAIRES GÉNÉRALES ET MOYENS GÉNÉRAUX		AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
72	PENNEC	MAGALI	CT5	POLE CULTURE ET SPORT		AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
73	BOUDAREL	CHANTAL	CT5	DGA AFFAIRES GÉNÉRALES ET MOYENS GÉNÉRAUX		AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
74	BROGI	BETTY	CT5	DIRECTION GENERALE DES SERVICES		AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
75	MAZAN	JOCELYNE	CT5	POLE CULTURE ET SPORT		AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
76	TROVATO	ANNE LAURE	CT5	POLE CULTURE ET SPORT		AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
77	JACOB	MIREILLE	CT5	POLE CULTURE ET SPORT		AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
78	LANDGREN	GUILAINE	CT5	POLE CULTURE ET SPORT	AFFAIRES CULTURELLES	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
79	ESMERY	CLAUDE	CT3			AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
80	CARLU	SABINE	CT3			AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
81	FARNAUD	ALINE	CT3			AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
82	BECK	LYDIA	CT1	DGA COMM PUBLIQ AFFAIRE JURID		AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
83	BOUCHET	SABINE	CT1	CABINET	SECRETARIAT PARTICULIER	AVG au choix	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'ADJOINT D'ANIMATION PRINCIPAL DE 1ERE
CLASSE AU CHOIX**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n°2006-1693 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints d'animations territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2018 pour l'accès au grade d'adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le - 7 DEC. 2018

Martine VASSAL



CATEGORIE C - Groupe hiérarchique 2

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint d'animation principal 1ère classe par voie au choix

RANG	NOM	PRENOM	CT	AFFECTATION	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	CECCALDI	CHRISTOPHE	CT5	CABINET DU PRÉSIDENT	Direction Communication	AVG au choix	ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'ADJOINT D'ANIMATION PRINCIPAL DE 2EME
CLASSE AU CHOIX**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n°2006-1693 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints d'animations territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2018 pour l'accès au grade d'adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le - 7 DEC. 2018

Martine VASSAL

CATEGORIE C - Groupe hiérarchique 2
Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint d'animation principal 2ème classe par voie au choix

RANG	NOM	PRENOM	CT	AFFECTATION	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	BELAGROUZ	SOUAD	CT6			AVG au choix	ADJOINT TERRITORIAL D'ANIMATION

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'ADJOINT DU PATRIMOINE PRINCIPAL DE 1ERE
CLASSE AU CHOIX**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n°2006-1692 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints du patrimoine territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2018 pour l'accès au grade d'adjoint du patrimoine principal de 1^{ère} classe au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le - 7 DEC. 2018

Martine VASSAL

CATEGORIE C - Groupe hiérarchique 2

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint du patrimoine principal 1ère classe par voie au choix

RANG	NOM	PRENOM	CT	AFFECTATION	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	FOURNIER	BRIGITTE	CT5	POLE CULTURE ET SPORT	AFFAIRES CULTURELLES	AVG au choix	ADJOINT TER. PATRI. PPAL 2E CL

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE
AU CHOIX**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n°2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2018 pour l'accès au grade d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le - 7 DEC. 2018

Martine VASSAL



CATEGORIE C - Groupe hiérarchique 2

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint technique principal 1ère classe par voie au choix

RANG	NOM	PRENOM	CT	AFFECTATION	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	BATISTA	MANUEL	CT6		DIRECTION TECHNIQUE REA	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
2	SAHRAOUI	NORA	CT2	DEPT PREVENTION GEST. DECHETS	COLL- POLE PROXIMITE SUD OUEST	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
3	WILLIGENS	FREDERIC	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
4	ANTOINE	JEAN MICHEL	CT1	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	DIR COOR. TERR. INTERVENTIONS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
5	BON	CLAUDE	CT4		TRAITEMENT DES DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
6	SALVO	MATTHIEU	CT3			AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
7	PIERANGELI	MADELEINE	CT1	POLE VAL ET DEV URB		AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
8	DI CRESCENZO	THOMAS	CT6		DIRECTION TECHNIQUE REA	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
9	AMEKRAN	MARIE CLAUDE	CT5	DGA AFFAIRES GÉNÉRALES ET MOYENS GÉNÉRAUX		AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
10	CHALAL	HAMID	CT2	DIR GENERALE DES SERVICES TECH	DIR OPERATIONNELLE TRAITEMENT	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
11	GIANGRASSO	CHARLES	CT1	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT	DIR VAL. DOMAINE PUB.AFF.GEN.	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
12	DUMAS	FABIEN	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
13	CHIOLO	REGIS	CT1	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	DIR GESTION ESPACE PUBLIC	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
14	LABDANT	ALAIN	CT2	DEPT PREVENTION GEST. DECHETS	COLL - POLE PROXIMITE CENTRE	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
15	GIRARD	THOMAS	CT5	POLE CULTURE ET SPORT	AFFAIRES CULTURELLES	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
16	BOUALAM	FARID	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
17	CARRE	GEORGES	CT1	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	DIR GESTION ESPACE PUBLIC	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
18	GRASSO	FREDERIC	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPRIETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
19	JUSTINO	CHRISTIAN	CT2	DEPT PREVENTION GEST. DECHETS	COLL- POLE PROXIMITE SUD OUEST	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
20	BERRADA	AHMED	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DES MOYENS TECHNIQUES	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
21	DONZEL	EVELYNE	CT5	POLE CULTURE ET SPORT		AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
22	BONIVARDO	LAURENT	CT1	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	DIR GESTION EQUIP. TRAFIC	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
23	SPIELMANN	FREDERIC	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DES MOYENS TECHNIQUES	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
24	ARIBI	YAZID	CT2	DGA CULTURE ET SPORTS	PISCINE AIX - Claude Bollet	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
25	BANASZKIEWICZ	JEAN-MARC	CT5	POLE TECHNIQUE	RICVD	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
26	TAZIT	DJAMEL	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPRIETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
27	ABBOU	HAFID	CT2	DEPT PREVENTION GEST. DECHETS	COLL - POLE PROXIMITE CENTRE	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
28	GHAZI	FARID	CT2	DEPT PREVENTION GEST. DECHETS	COLL - POLE PROXIMITE CENTRE	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL

RANG	NOM	PRENOM	CT	AFFECTATION	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
29	SALEM	DJAMEL	CT2	DEPT PREVENTION GEST. DECHETS	COLL - POLE PROXIMITE CENTRE	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
30	ZANNI	JEAN MARC	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
31	ROUQUET	MARC	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
32	BOUALI	MOHAMED	CT2	DEPT PREVENTION GEST. DECHETS	COLL - POLE PROXIMITE CENTRE	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
33	AZZOPARDI	CEDRIC	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
34	SCHALCKENS	JOHAN	CT2	DEPT PREVENTION GEST. DECHETS	COLL - POLE PROXIMITE SUD EST	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
35	TOURNADRE	ALEXANDRE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
36	REZGUI	NIZAR	CT2	DEPT PREVENTION GEST. DECHETS	COLL - POLE PROXIMITE CENTRE	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
37	FARNARIER	BRUNO	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
38	DARREY	SYLVAIN	CT2	DIR GENERALE DES SERVICES	GRAND SITE SAINTE VICTOIRE	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
39	VEILEX	DENIS	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
40	BEAUDIER	HENRI	CT2	DGA CULTURE ET SPORTS	PISCINE LES PENNES MIRABEAU	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
41	DIDIER	JEAN JACQUES	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
42	RACHAS	SANDRINE	CT2	DGA CULTURE ET SPORTS	PISCINE FUYEAU	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
43	POGGIOLI	GUILLAUME	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH		AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
44	PUJALS	JULIEN	CT2	DGA CULTURE ET SPORTS	PISCINE VENELLES	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
45	ROY	STEPHANE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
46	MOULIN	JEAN-LOUIS	CT2	DIR GENERALE DES SERVICES TECH	DIR RESSOURCES DEVELOPPEMENT	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
47	AVALONE	SANDRINE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
48	GRANDADAM	BRUNO	CT2	DEPT PREVENTION GEST. DECHETS	COLL - POLE PROXIMITE CENTRE	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
49	BARRACO	SAUVEUR	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
50	BRUEL	FABRICE	CT2	DEPT PREVENTION GEST. DECHETS	COLL - POLE PROXIMITE CENTRE	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
51	COHEN	YONI	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
52	LAUGERO	REGIS	CT2	DEPT PREVENTION GEST. DECHETS	COLL - POLE PROXIMITE NORD	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
53	BREMOND	AURELIE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
54	VENTURELLI	GERALD	CT2	DEPT PREVENTION GEST. DECHETS	COLL - POLE PROXIMITE NORD	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
55	FIGORE	AURELIEN	CT2	DIR GENERALE DES SERVICES TECH	DIR RESSOURCES DEVELOPPEMENT	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
56	CULLIA	JEROME	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
57	GALLAUX	MICHAEL	CT2	DEPT PREVENTION GEST. DECHETS	COLL - POLE PROXIMITE NORD	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
58	RECANATI	ALEXANDRE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
59	WALTER	CEDRIC	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
60	TORTORICI	FREDERIC	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL

RANG	NOM	PRENOM	CT	AFFECTATION	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
61	LATTAB	AMAR	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
62	DREVES	GILLES	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
63	BUONSIGNORI	CHRISTIAN	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
64	COSTA	STEPHANE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
65	CALOMARDE	LAURENT	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
66	GINESTET	JEAN MARC	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
67	FAURE	GASTON	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
68	DITTA	MANUEL	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
69	CROCE	SERGE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
70	JAILLON	JEAN CLAUDE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
71	CANDIA	JEAN PAUL	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
72	CERU	OLIVIER	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
73	ROLFO	PATRICE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
74	SANTIAGO	ANTOINE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
75	LEPIDE	STEPHAN	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
76	LAFONT	BRUNO	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
77	LAPRADE	HERVE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
78	ARGELES	FRANCK	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
79	LBYAD	RACHID	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
80	CICCAGLIONE	JULIEN	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
81	TERRIS	NICOLAS	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
82	CARBONELL	PHILIPPE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
83	AGUAD	RODOLPHE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
84	CHAIB	AHMED	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
85	TRONTIN	DENIS	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
86	CHIAVERINI	PHILIPPE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
87	AMIROUCHE	MESSAOUD	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
88	BRAGADO	MICHEL	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
89	RICHARD	DAVID	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
90	ALBANO	TONY	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
91	VEIES	NICOLAS	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
92	TORTOSA	GREGORY	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL

RANG	NOM	PRENOM	CT	AFFECTATION	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
93	BARTOLONE	STEFANO	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
94	SERRET	GILLES	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
95	SYLVA	FREDERIC	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
96	GUIDICE	REMY	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
97	FERRIER	LAURENT	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
98	TCHALIKIAN	ERIC	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
99	SALIM	MICHEL	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
100	CASA	DANIEL	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
101	CHIONO	HENRI	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
102	IMPROTA	SERGE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
103	WAJS	BORIS	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
104	DREUX	FRANCOIS	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
105	D'AMICO	PATRICK	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
106	DEFOIS	CYRIL	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
107	TILLIER	ANTHONY	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
108	WORMS	ALAIN	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
109	ATLAN	JULIEN	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
110	MAZZARA	FRANCK	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
111	HEINTZ	STEPHAN	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
112	POL	NICOLAS	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
113	ANCHIERI	NICOLAS	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
114	BRUNO	RONALD	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
115	COLIN	FRANCOIS	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
116	PIAZZA	OLIVIER	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
117	VELLA	EMMANUEL	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
118	YAGOUB	KARIM	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
119	CRESP	ALEXANDRE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
120	MARTINEZ	JOSE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
121	ANTOINE	MICHEL	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
122	CUSIMANO	SEBASTIEN	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
123	LECA	FREDERIC	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
124	BELLI	JULIEN	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL

RANG	NOM	PRENOM	CT	AFFECTATION	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
125	GADONI	DAVID	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
126	MODICA	CHRISTOPHE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
127	BRONDEAU	JEAN MICHEL	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
128	CAYOL	JEAN LUC	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
129	CONTINO	ANTOINE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
130	MARTIN	MICHAEL	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
131	OUJEMAA	NAJIM	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
132	MARTINI	ALAIN ROGER	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
133	WALCH	PHILIPPE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
134	FERRANDINI	PATRICE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
135	MILIONE	PASCAL	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
136	DE RUBIO	RICHARD	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
137	MARTHE	ERIC	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
138	BENLAKEHAL	NOURRI	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
139	CASCIANO	DANIEL	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
140	CIVALLERO	ALEXANDRE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
141	FINA	LAURENT	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
142	GRACI	RICHARD	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
143	ORSERO	BERNARD	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
144	COVELLO	PATRICK	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
145	FELICETTI	PAUL	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
146	GILARDET	LUDOVIC	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
147	KARANIAN	JULIEN	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
148	SEMERDJIAN	OLIVIER	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
149	SANNA	CYRIL LAURENT	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
150	PIRATONI	CHRISTOPHE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
151	CALVANI	JEAN CHARLES	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
152	COURTADE	PATRICE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
153	GAVET	STEPHANE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
154	ALLASIA	ANTHONY	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
155	CAVALLI	JULIEN	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
156	DUMAS	SEBASTIEN	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL

RANG	NOM	PRENOM	CT	AFFECTATION	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
157	FERREIRA	CUSTODIO	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
158	CURADO	MARC	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
159	GREBOT	RONNIE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
160	SOETEKOUW	CHRISTOPHE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
161	CASELLI	CHRISTOPHE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
162	GIORDANO	LAURENT	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
163	CASSAR	CHRISTOPHE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
164	COUSIN	CYRIL	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
165	ROY	LAURENT	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
166	MANUGUERRA	MARC	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
167	TOUAZ	NAGUIB	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
168	CESSIEUX	THIERRY	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
169	AVEZ	ERIC	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
170	ALLIKHAN	JEAN	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
171	KOUYOUMDJIAN	NICOLAS	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
172	ROUVIERE	JEROME	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
173	SPENNATO	ERIC	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DES MOYENS TECHNIQUES	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
174	VALENTI	STEPHANE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DES MOYENS TECHNIQUES	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
175	MARRET	STEPHANE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
176	ADRAGNA	CHRISTOPHE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
177	KARABOURNALIS	PATRICE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
178	BECUWE	EMMANUEL	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
179	FALZON	CEDRIC	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
180	ALIKIAN	ALAIN	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DES MOYENS TECHNIQUES	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
181	CORUZZI	CHRISTOPHE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DES MOYENS TECHNIQUES	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
182	FRANCESCHI	SEBASTIEN	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DES MOYENS TECHNIQUES	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
183	PELLERONE	JEAN NOEL	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
184	MARTIN	THIERRY	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
185	ICARD	JEAN LOUIS	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
186	PERANDUS	FREDERIC	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DU TRAIT DECHETS	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
187	STCHETININE	ERIC	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DES MOYENS TECHNIQUES	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
188	KARAOGLANIAN	BRUNO	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DES MOYENS TECHNIQUES	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL

RANG	NOM	PRENOM	CT	AFFECTATION	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
189	VAN MINDEN	LAURENT	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
190	NADHOINE	ATMANI	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
191	GHOUMA	TEDDY	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
192	LIGIOS	DAVID	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
193	LAPRADE	ERIC	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DES MOYENS TECHNIQUES	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
194	NOIRET	REMI	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DES MOYENS TECHNIQUES	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
195	BENLARBI	NORDINE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
196	AISSANI	KARIM	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
197	BELLATRECCIA	CYRIL	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DES MOYENS TECHNIQUES	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
198	GORLIER	CHRISTOPHE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DES MOYENS TECHNIQUES	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
199	MOURADIAN	LAURENT	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
200	RIVIERE	XAVIER	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
201	LAZZARINO	LOIC	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
202	REZZOUG	SAMIR	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
203	RODRIGUEZ	BERNARD	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
204	CLAVE	STEPHANE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
205	MENDIL	FARID	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
206	GIONA	CHRISTIAN	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
207	SALAS	CYRIL	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
208	BRUNO	GREGORY	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
209	SOUSSI	JULIEN	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
210	SCOTTO	CHRISTIAN	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
211	DANIEL	ANTHONY	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
212	ROUCOU	JEROME	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
213	MIGNIOD	CHRISTOPHE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
214	DJAQUI	CHRISTOPHE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
215	SABAS	PIERRE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DES MOYENS TECHNIQUES	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
216	ALBINELLI	FABIEN	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
217	SCALA	MARC	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
218	MICHEL	CHRISTOPHE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPLETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
219	DESFRAY	ARNAUD	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DES MOYENS TECHNIQUES	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
220	GALOUSE	GERARD	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DES MOYENS TECHNIQUES	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL

RANG	NOM	PRENOM	CT	AFFECTATION	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
221	FABRY	JEROME	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DES MOYENS TECHNIQUES	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
222	GIGANTE	CHRISTIAN	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DES MOYENS TECHNIQUES	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
223	DE MATTEIS	PIERRE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPRETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
224	BENABDELKADER	MOSTAFA	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPRETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
225	PROVENZO	ALAIN	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPRETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
226	DO REGO	JEAN-CLAUDE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPRETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
227	FIorentino	CHRISTIAN	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPRETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
228	BENGUIGUI	CHRISTOPHE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPRETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
229	CAYOL	CHRISTIAN	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPRETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
230	DURBEC	WILFRID	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPRETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
231	LUCE	KEVIN	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPRETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
232	ANGEI	ANTOINE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPRETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
233	BENCHALLAL	FARES	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPRETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
234	SADELLI	MALEK	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPRETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
235	GIABICONI	LAURENT	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPRETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
236	MOLINA	ANTOINE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPRETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
237	MASSON	PHILIPPE	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPRETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
238	BOURNAS	FRANCK	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPRETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
239	BEN SAID	MOKTHAR	CT1	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	DIR DE LA PROPRETE URB	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 1E CL
240	BUENO	MANUEL	CT5	POLE TECHNIQUE	RICVD	AVG au choix	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL

DÉCISIONS



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 18/702/D

Convention d'occupation à titre précaire et révocable d'un terrain du domaine privé avec la société GSE

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 023-2457/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole portant sur la cession des lots AP1 et AP2 dans la Zone d'Aménagement Concerté du Carreau de la Mine à Meyreuil.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du Carreau de la Mine sur la commune de Meyreuil ;
- Que l'entreprise GSE assure les travaux de viabilisation du projet « AD Park » situé sur le lot AP1 de la Zone d'Aménagement Concerté ;
- Que l'entreprise GSE souhaite utiliser pendant toute la durée de ce chantier un terrain situé à proximité, appartenant à la Métropole, pour y installer sa base vie et une zone de stockage.

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Janvier 2019

DECIDE

Article 1 :

Est validée la convention d'occupation à titre précaire d'un terrain (parcelle AY 1225), d'une surface de 6771 m², situé dans la Zone d'Aménagement Concerté du Carreau de la Mine et relevant du domaine privé, pour permettre à l'entreprise GSE d'y implanter ses installations de chantier jusqu'au 1^{er} juillet 2019.

Article 2 :

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 18/706/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété de terrains appartenant à la SA Logirem pour la réalisation des aménagements viaires du projet de rénovation urbaine Saint-Barthélémy - Picon - Busserine à Marseille 14ème arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention portant mise à disposition préalable au transfert de propriété.

PREAMBULE

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine Saint-Barthélémy – Picon – Busserine à Marseille 14ème arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité la SA LOGIREM en vue d'obtenir la mise à disposition préalable aux transferts de propriété des emprises foncière nécessaires à la réalisation des phases 2 et 3 d'aménagement des voiries des quartiers de Picon et de la Busserine

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre du projet de rénovation urbaine Saint-Barthélémy – Picon – Busserine à Marseille 14ème arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin que des emprises foncières appartenant à la SA LOGIREM lui soient mises à disposition afin de permettre le démarrage des travaux d'aménagement des voiries des quartiers de Picon et de la Busserine ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Janvier 2019

- Qu'à cette fin, une convention portant mise à disposition préalable aux transferts de propriété doit être conclue entre la SA LOGIREM, propriétaire des terrains et la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage du chantier.

DECIDE

Article 1 :

Est signée avec la SA LOGIREM une convention portant mise à disposition au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence des parcelles de terrain listées ci-après pour une contenance totale de 21 555 m² environ :

- 3 106 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 107,
- 4 211 m² environ à détacher des parcelles cadastrées Section 894 H n° 112 et 128,
- 880 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 B n° 108,
- 2 074 m² environ à détacher des parcelles cadastrées Section 894 B n° 195 et 196,
- 1 683 m² environ à détacher des parcelles cadastrées Section 894 B n° 158 et 159,
- 9 601 m² environ à détacher des parcelles cadastrées Section 894 B n° 197 et 199.

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux, sa résiliation interviendra de plein droit à la signature des actes de transfert de propriété des terrains en cause.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 18/707/D

Convention de mise à disposition de locaux loués par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association « Accélérateur M » (suites du bail commercial de sous-location avec Aix Marseille Université pour la location de bureaux immeuble Castel - 13002 Marseille)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 18/282/D en date du 30 mai 2018 portant signature du bail commercial de sous-location avec Aix Marseille Université pour la location de bureaux immeuble Castel - 13002 Marseille.

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence intègre à la Cité de l'Innovation et des Savoirs Aix-Marseille, pilotée par Aix-Marseille Université, l'Association Accélérateur M créé avec ses partenaires au cœur d'un ensemble immobilier multi-partenarial de 2 850 m2 dédié à l'innovation territoriale.

Dans sa position de chef de file du développement économique métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite s'associer aux collectivités, réseaux consulaires et associations structurantes du développement économique innovant au sein d'une association dénommée « Accélérateur M » afin d'y déployer, de façon collégiale au cœur de la Cité de l'Innovation Aix-Marseille des programmes d'accélération thématiques pour les start-ups et une offre d'Open Innovation orientée vers la collaboration productive entre grands groupes, ETI et start-ups.

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Janvier 2019

L'Association atteindra ses objectifs en mettant en œuvre tous les moyens susceptibles de concourir à la réalisation de son objet, et notamment les moyens suivants :

- La vente de prestations de services auprès d'entreprises, en lien avec l'objet de l'association (prestations de mise en réseau, d'open innovation, d'accès facilité aux ressources du territoire, d'accompagnement croisé, etc),
- L'organisation d'un programme d'accélération à destination de start-ups,
- L'organisation d'évènements et de manifestations diverses, le cas échéant la mise en place de publications, débats, conférences.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu, le 15 juin 2018, un bail commercial de sous-location avec Aix-Marseille Université portant sur une partie du bâtiment « le Castel » situé 61 boulevard des Dames à Marseille (13002), pour une surface utile brute de 392 m².

Dans le prolongement de la signature de ce bail et de la création de l'Association « Accélérateur M », la Métropole Aix-Marseille-Provence propose de mettre à disposition de l'association « Accélérateur M » les locaux loués au sein de la Cité de l'Innovation et des Savoirs Aix-Marseille pour y délivrer les prestations et services d'accompagnement à l'innovation portées par le collectif des institutions réunies au sein de l'Association « Accélérateur M ».

CONSIDÉRANT

Que la convention de mise à disposition des locaux vient régir et préciser les relations entre le sous-locataire des locaux, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association «Accélérateur M» qui va y opérer ses prestations.

Article 1 :

Est signée la convention de mise à disposition des locaux loués par la Métropole Aix-Marseille à l'Association « Accélérateur M ».

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Janvier 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 18/744/D

Approbation d'un bail dérogatoire au statut des baux commerciaux conclu avec la Société HalioDx sur les bâtiments LBII B et C du village d'entreprises de Luminy Biotech

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence est propriétaire d'un bâtiment Luminy Biotech d'une surface de 3300 m² situé sur le Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy, consacré à l'accueil d'entreprises Biotech ;
- Que les locaux individualisés sous les lots 300, 301 (Rez de chaussée, bâtiment C), B2, B3, B5, B6 (sous-sol, bâtiment B), C3, C5, C6 et C7 (sous-sol, bâtiment C) sont libres d'occupation ;
- Que la société HalioDx (Ex Ipsogen / Qiagen) installée depuis 2003 sur Luminy Biotech développe des tests de diagnostic dans l'immuno-oncologie. Ces tests permettent de classer les tumeurs cancéreuses et d'orienter pour chaque patient les décisions thérapeutiques ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Janvier 2019

- Que la société HalioDx, désire poursuivre le développement de son activité et entreposer du matériel et équipements ainsi que des consommables liés à son activité ;
- Qu'il est proposé de consentir un bail dérogatoire au statut des baux commerciaux d'une durée de 3 ans à la société HalioDx comprenant des bureaux/labos au tarif de 110€/m²/HT/an et des caves au tarif de 20€/m²/HT/an ;
- Que le bail dérogatoire a pris effet le 1^{er} mars 2018.

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée à titre onéreux, la location de bureaux/labos et caves pour une superficie de 781,99 m², sis au 163 avenue de Luminy Parc Scientifique et Technologique – Luminy Biotech – 13288 Marseille Cedex 09 à la société HalioDx dans le cadre d'un bail dérogatoire au statut des baux commerciaux d'une durée de 3 ans.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget de la Métropole : Sous-politique B330 – Service 900 000 – Nature 752 – fonction 68 Chapitre 75.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/013/D

Convention de mise à disposition pour l'installation de prototype d'ombrières et de surfaces cultivées sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée consent une mise à disposition d'une parcelle d'un terrain nu d'une superficie de 509,7m² à la société Agrivolta déjà locataire sur le site du Technopôle ;
- Que le concept de jardin partagé déjà développé par cette société sera accru par l'extension d'ombrières et de surfaces cultivées ;

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Janvier 2019

- Que cette convention est consentie pour un tarif de 1€/m²/an ;
- Que le preneur fait son affaire personnelle de l'obtention des autorisations administratives nécessaires en vue de la réalisation du dit projet.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention précaire de mise à disposition d'un terrain nu aux fins d'installation de prototype d'ombrières et de surfaces cultivées jusqu'au 31 décembre 2020.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 et nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/014/D

Occupation temporaire du Domaine Public par des commerces alimentaires ambulants de type « Food Truck » sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée pour l'année 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 012-3237/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière d'occupation temporaire du Domaine Public applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2018.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée autorise une occupation partielle d'une parcelle d'environ 10m² de la ZAC du Petit Arbois afin que des prestataires puissent installer leurs véhicules alimentaires afin de compléter l'offre alimentaire de la ZAC du Petit Arbois ;

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Janvier 2019

- Que les commerces alimentaires ambulants de type « Food Truck » : MEAT PEOPLE, EL JEFE occupent, selon un planning journalier défini, l'espace public du Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser ces exploitations par des titres d'occupation pour l'année 2018.

DECIDE

Article 1 :

Est validée l'occupation temporaire de l'espace public des Food Truck pour l'année 2018 :

- MEAT PEOPLE
- EL JEFE

Article 2 :

Les conventions sont consenties moyennant une redevance de 15 euros par journée d'occupation.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du CT2 de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 70328 Fonction 61.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/015/D

Convention d'occupation temporaire d'un bureau individualisé sous le lot n°122 de 35 m² dans l'Hôtel Technologique à la société Isoluce

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence est propriétaire de l'immeuble Hôtel Technologique d'une surface de 3 300 m² consacrée à l'accueil d'entreprises innovantes ;
- Qu'un bureau individualisé sous le lot n°122 est libre d'occupation ;
- Que l'entreprise Isoluce représentée par son gérant, Monsieur Laurent Lemonnier, souhaite occuper une surface pour le développement de son activité ;
- Qu'il est proposé de consentir une convention d'occupation temporaire d'une durée de 3 ans pour un loyer de 130 euros/m²/HT/HC/an ;
- Que le bail prendra effet à compter du 29 janvier 2019.

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Janvier 2019

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée à titre onéreux l'utilisation du lot n°122 sis à l'Hôtel Technologique - 45 rue Joliot Curie – 13382 Marseille Cedex 13 par la société Isoluce.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget de la Métropole : Sous-politique B330 –Service 900 000 – nature 752 – fonction 68 chapitre 75.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Janvier 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/016/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soleam des biens et droits immobiliers situés 69, rue Longue des Capucins à Marseille 1er arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération de Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de la Ciotat ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-6177/16/ CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau – Missions Foncières;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner IA 013 201 18 M0688 reçue le 24 décembre 2018.

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Janvier 2019

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou à la réhabilitation durable en vue de la remise du bien sur le marché ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces biens entrent dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM, cette opération visant le renouvellement urbain d'lots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition des lots n° 101-102-109 d'une superficie de 108 m² dépendant de l'immeuble situé 69 rue Longue des Capucins à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 801 B 126 d'une superficie de 360 m², appartenant à la SCI Immortel Investissement.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/017/D

Mission Elu : Monsieur Roland Blum - Conseil d'Administration du GART - 15 janvier 2019 - Paris

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Roland Blum, en qualité de 1^{er} Vice-président délégué aux Transports, Mobilité, et Déplacements ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau.

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Roland Blum est Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué aux Transports, Mobilité, et Déplacements.

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Janvier 2019

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Roland Blum se rendra à Paris le 15 janvier 2019 pour assister au Conseil d'Administration du GART (Groupement des Autorités Responsables de Transports).

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/018/D

Délégation du droit de préemption urbain au profit de la Soleam d'un bien situé 43 rue Coutellerie à Marseille 2ème arrondissement appartenant à la SCI Un Sept.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB024-2782/14/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et de la Ciotat.

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Janvier 2019

- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n°11/0136 du 18 janvier 2011;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 21 décembre 2018 n° IA 013202 18 M0294 portant aliénation de la parcelle cadastrée section 809 C n°83 sise 43 rue Coutellerie à Marseille 2ème arrondissement, appartenant à la SCI Un Sept.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou à la réhabilitation durable en vue de la mise sur le marché du bien ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM, cette opération visant le renouvellement d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de la parcelle cadastrée Section 809 C n°83 d'une contenance cadastrale de 61m², située 43 rue Coutellerie à Marseille 2^{ème} arrondissement appartenant à la SCI Un Sept.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/019/D

Bail commercial en état futur d'achèvement d'un immeuble dénommé « Le Rifkin » sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 007-4284/18/BM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation du contrat de bail commercial en état futur d'achèvement.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité réaliser un nouveau bâtiment d'entreprises dénommé « Le Rifkin » sur le site du Technopôle de l'Arbois d'une surface totale de 3 489m² ;
- Que la conception de ce bâtiment construit par la société ARTEA permettra d'une part de développer l'offre d'immobilier d'entreprises du Technopôle de l'Arbois sous forme d'Hôtel d'entreprises sur un étage pour une surface de 724,66m², et d'autre part d'assurer l'extension de la pépinière CleanTech sur une surface de 724,66m² ;

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Janvier 2019

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence louera ces 2 premiers étages d'une surface de 1 449,32m² pour un montant annuel de 188 411,60 euros HT/HC ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence louera également 15 emplacements de parkings intérieurs, pour un montant annuel de 7 500 euros HT/HC.

DECIDE

Article 1 :

Est validé le bail commercial en l'état futur d'achèvement pour une durée de 15 ans entre la société Aix Arbois, filiale du Groupe Artéa, et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisée à signer ce bail ainsi que tous les actes afférents.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/020/D

Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 012-3237/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2018.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Janvier 2019

- Que les entreprises SAS Arena Prévention, spécialisé en conseils et évaluation dans la prévention des risques professionnels et psychosociaux, SAS AEXOR, bureau d'études spécialisé en ATEX (atmosphère explosive) et technologies du vide, SARL AH2D, Conseil en environnement, viennent d'intégrer le Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser ces implantations par des titres d'occupation.

DECIDE

Article 1 :

Est validée l'implantation des entreprises dont l'activité est compatible avec les critères d'éligibilité demandés pour s'implanter sur le Technopôle :

- SAS ARENA PREVENTION : bail de courte durée portant sur des locaux situé dans le bâtiment H. Poincaré pour une surface totale de 49,41m². Recette annuelle 9 748 euros HT/HC.

- SAS AEXOR : bail de courte durée portant sur des locaux situé dans le bâtiment H. Poincaré pour une surface totale de 16,47m². Recette annuelle 3 249,33 euros HT/HC.

- SARL AH2D : bail de courte durée portant sur des locaux situé dans le bâtiment H. Poincaré pour une surface totale de 32,94m². Recette annuelle 6 498,67 euros HT/HC.

Article 2 :

Les recettes sont constatées sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 et nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/027/D

Approbation d'une convention avec l'organisme ENSSIB pour l'action de formation intitulée : Valoriser les ressources électroniques en bibliothèque

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre au besoin de formation d'un agent de la Métropole exerçant sa fonction au sein de la Médiathèque Intercommunale du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une convention de formation professionnelle avec l'organisme «ENSSIB» relative à l'action de formation intitulée «Valoriser les ressources électroniques en bibliothèque» est nécessaire ;
- Que l'objectif de cette formation est de permettre à l'agent (responsable de pilotage scientifique des collections du département Art, Musique et Cinéma) de monter en compétence sur les enjeux stratégiques autour de la promotion des ressources électroniques ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Février 2019

- Qu'au regard du catalogue 2018 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'organisme ENSSIB relative à l'action de formation intitulée «Valoriser les ressources électroniques en bibliothèque».

Article 2:

Est approuvée la participation d'un agent à cette formation, d'une durée d'un jour en novembre 2018 à Villeurbanne.

Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 175 euros net sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/028/D

Abrogation de la décision n°17/478/D et approbation d'une nouvelle convention avec l'université d'Artois - FCU Artois, relative à l'action de formation "VAE Master Génie Civil - parcours bâtiment, infrastructures, voirie et réseaux divers - Niveau I" pour la période du 1er janvier 2019 au 7 février 2020.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 17/478/D du 15 novembre 2017 approuvant la convention avec l'Université d'Artois – FCU Artois relative à l'action de formation «VAE Master Génie Civil – parcours bâtiment, infrastructures, voiries et réseaux divers – Niveau I» pour l'année scolaire 2017-2018 pour un montant total de 1961,10 euros nets de taxes.

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Février 2019

CONSIDÉRANT

- Que l'agent n'a pas pu participer à sa formation dans la période précisée sur la convention originale n° 17/0923 du fait de la communication tardive de prise en charge de cette formation par la Métropole, et qu'il est nécessaire d'approuver une nouvelle convention n° 2018/AC – VAE/27 pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 7 février 2020 pour lui permettre d'en bénéficier ;

DECIDE

Article 1 :

Est abrogée la décision n° 17/478/D du 15 novembre 2017 approuvant la convention avec l'Université d'Artois – FCU Artois relative à l'action de formation «VAE Master Génie Civil – parcours bâtiment, infrastructures, voiries et réseaux divers – Niveau I» pour l'année scolaire 2017-2018 pour un montant total de 1961,10 euros nets de taxes.

Article 2 :

Est approuvée la convention n° 2018/AC - VAE/27 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et « la formation continue à l'Université (FCU) – Université d'Artois » relative à l'action de formation intitulée «VAE Master génie civil parcours bâtiment, infrastructures, voiries et réseaux divers – niveau I» pour la période de formation du 1^{er} janvier 2019 au 7 février 2020.

Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 1943 euros nets de taxes, comprenant les frais d'inscription, l'accompagnement et le passage devant le jury sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, article 6184.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/029/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé à la commune de Septèmes-les-Vallons pour des biens situés 42 avenue du 8 mai 1945.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Septèmes-les-Vallons du 19 janvier 1988 instaurant le droit de préemption sur les zones U et NA ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° URB 008-1161/07/CC fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain sur la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- Le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La déclaration d'intention d'aliéner IA 013106 18 M0165 reçue le 19 novembre 2018.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise de ces biens est nécessaire à la production de logements, articles L300-1 et L210-1 du Code de l'Urbanisme dans le cadre du programme local de l'habitat, article 55 loi SRU ;
- Que cette préemption relève d'une compétence communale.

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Février 2019

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition des lots n° 3-7-9 situés 42 avenue du 8 mai 1945, cadastrés AP 57 d'une superficie de 173 m², appartenant aux Monsieur Alain Porsin, relevant du champ de compétence de la commune.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/030/D

Autorisation d'occupation temporaire au bénéfice de l'association VIV Arthe des bancs de la corniche John Fitzgerald Kennedy à Marseille 13009 Marseille.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Marseille Mosaïque est un projet qui vise à habiller les bancs de la corniche de mosaïque.

La réalisation de cet habillage se fait sur filet dans l'enceinte des écoles, sous forme d'ateliers, mais aussi dans les centres sociaux, à l'Ecole de la deuxième chance, en maison de retraite et l'association ARI en milieu handicap

Ainsi plusieurs générations se croisent sur cette création commune. (Enfants, jeunes, femmes, et personnes âgées, personnes en situation de handicap).

Les conditions d'occupation sont les suivantes :

- Durée de l'autorisation d'occupation temporaire : douze années, ce qui correspond à la durée de vie moyenne d'un banc ;
- Conditions financières : l'occupation temporaire est consentie à titre gratuit par la Métropole pour l'habillage de 77 bancs.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la demande déposée par l'association VIV Arthe, il est prévu la mise en place de mosaïques collées sur le banc de la corniche ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence autorise cette association, à occuper temporairement, et ce pour une durée de douze ans le dessus de 77 bancs de la Corniche Kennedy à Marseille.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation temporaire au bénéfice de l'association VIV Arthe avec la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour une durée de douze ans.

Article 2 :

Cette autorisation d'occupation temporaire est conclue à titre gracieux.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/031/D

Convention d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un terrain appartenant à la copropriété "La Germaine" représentée par la Société Nexity.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès verbal n°FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La parcelle cadastrée n°859A14 sur le Boulevard Romain Rolland.

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5 km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Depuis le 1^{er} juillet 2017, l'opération du B.U.S. est entrée en phase opérationnelle avec le démarrage du marché de génie-civil des Tranchées couvertes entre l'échangeur de Florian et le boulevard Verdillon à Marseille, (10^{ème} arrondissement).

Dans le cadre du démarrage prochain des travaux, la Métropole s'est rapprochée de la copropriété « La Germaine » et a sollicité son autorisation pour occuper temporairement un terrain en vue de réaliser des travaux de dévoiement de réseaux nécessaires à la réalisation de la tranchée couverte du boulevard Urbain Sud.

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2019

Les conditions d'occupation sont les suivantes :

- Durée de dix-huit mois renouvelable par reconduction expresse par période d'un mois.
- Conditions financières : l'occupation temporaire est consentie à titre gratuit par la copropriété La Germaine représentée par son syndic Nexity.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la réalisation des travaux du Boulevard Urbain Sud à Marseille, (10^{ème} arrondissement) il est nécessaire de réaliser certains dévoiements de réseaux d'eau pluviale ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée par la copropriété «La Germaine» à occuper temporairement, et pour une durée maximale de 18 mois une emprise sur la voirie et les parkings de la copropriété.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec la copropriété «La Germaine», représentée par son syndic Nexity pour une durée de 18 mois renouvelable par reconduction expresse par période d'un mois.

Article 2 :

Cette convention est conclue à titre gracieux.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/039/D

ZAC du technopole de Château-Gombert à Marseille 13ème arrondissement - convention de participation constructeur passée avec Giacalone Jean-Philippe / Saad Moussaoui Marina / Guendouzi Leila - PC n°013055 18 000608P0 -

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil municipal de Marseille n° 86/243/UCV du 28 avril 1986 approuvant le dossier de création la ZAC du technopole de Château-Gombert ;
- La délibération du Conseil municipal de Marseille n° 88/113/UCV du 28 mars 1988 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC du technopole de Château-Gombert ;
- La délibération du Comité Syndical du Syndicat d'Economie Mixte du 04 juillet 1988, confiant à la société SOMICA (devenue depuis Marseille Aménagement puis SOLEAM) l'aménagement de la Zone d'Activité Concertée du technopôle de Château-Gombert au travers d'une convention de concession devenue depuis convention publique ;
- La délibération du Conseil communautaire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 et l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, transférant à compter du 1^{er} janvier 2016 l'opération à la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2019

CONSIDÉRANT

- Que La Zone d'Activité Concerté du technopôle de Château-Gombert s'inscrit dans les opérations de compétence métropolitaine ;
- Que la SOLEAM (substituée à Marseille Aménagement) est chargée, en tant qu'aménageur de la Zone d'Activité Concerté, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que la Ville de Marseille a décidé au moment du dossier de création de la Zone d'Activité Concerté d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Équipement (TLE) les constructions édifiées dans la Zone d'Activité Concerté, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en Zone d'Activité Concerté ;
- Que Monsieur Giacalone Jean-Philippe, Madame Saad Moussaoui Marina et Madame Guendouzi Leila, propriétaires d'un ensemble immobilier situé à Marseille (13^{ème} arrondissement) rue Albert Einstein, cadastré commune de Marseille - Quartier Château-Gombert (879) - Section E - n° 217, ont déposé le 30 juillet 2018 une demande de permis de construire n° PC 013055 18 0608 PO pour la construction de 2 villas d'une surface de plancher totale de 175,32 m² ;
- Que le terrain est situé dans le périmètre de la Zone d'Activité Concerté du technopôle de Château-Gombert et compris en secteur UzcgBb du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la Zone d'Activité Concerté estimée à un montant de 18 408,60 euros, somme révisable en fonction de l'indice TP01 ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les constructeurs conformément à l'article L 311-4 du code l'Urbanisme ;
- Que les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par la SOLEAM.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de versement de la participation financière de Monsieur Giacalone Jean-Philippe, Madame Saad Moussaoui Marina et Madame Guendouzi Leila aux coûts des équipements publics de la ZAC du technopôle de Château-Gombert d'un montant de 18 408,60 euros.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention.

Article 3 :

La participation constructeur sera versée directement à la SOLEAM pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC du technopôle de Château-Gombert.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2019

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550187

N° SIREN du maître d'ouvrage

339804858

Famille d'organisme

Entreprises commerciales

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

69 che de vassieux

69300 Caluire-et-Cuire

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500198

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13204 Marseille - 4e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

11 Place Brossolette

11 Place Pierre Brossolette

13004 Marseille - 4e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 1 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME (n° SIREN : 339804858).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 16 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

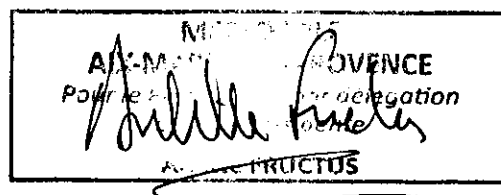
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 15 JAN. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	16 600,00	10,81%
Subvention EPCI	3 000,00	1,95%
Ville de Marseille	5 000,00	3,26%
Sous-total Subventions	24 600,00	16,02%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	82 637,00	53,83%
Sous-total Prêts	82 637,00	53,83%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	46 281,00	30,15%
Sous-total Fonds Propres	46 281,00	30,15%
Total du Financement (I + II + III)	153 518,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	153 518,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 104 901,28 €

Aide : **PLA-I**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

63,04 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

63,04 m²

Assiette * : 104 901,28 €

Taux de subvention : 15,82 %

SUBVENTION : 16 600,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1 Surface utile : 63,04 m²

Assiette : 104 901,28 € **SUBVENTION** : 16 600,00 €

Taux moyen de subvention : 15,82 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 16 600,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T. 120 300,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux 28 000,00 €

Prestations intellectuelles et frais 2 288,00 €

Prix de revient H.T. 150 588,00 €

Montant de la TVA 2 930,00 €

Prix de revient TTC	153 518,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 435,25 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT
 POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
 2018130550012

N° SIREN du maître d'ouvrage
 662620079

Famille d'organisme
 Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
 20181305500227
Nature de l'opération
 Neuf
Commune (Insee)
 13092 Saint-Chamas

Nature des logements
 Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
 Ménages
Zone de prix
 Zonage "123" : Zone 2
 Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
 2018

Opération : SAINT-CHAMAS - Chemin creux
 avenue du Chemin Creux
 13250 Saint-Chamas

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 12 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 12 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLUS
- 4 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 39 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

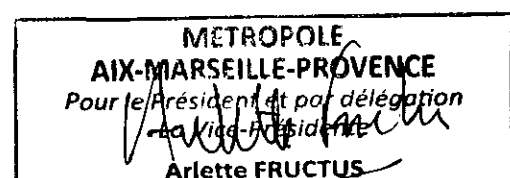
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 15 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 200,00	8,32%
Subvention Département	0,00	0,00%
Subvention EPCI	8 000,00	1,70%
Sous-total Subventions	47 200,00	10,01%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	15 520,00	3,29%
Prêt CDC logement	408 660,00	86,69%
Sous-total Prêts	424 180,00	89,99%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	471 380,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	30 000,00	3,30%
Subvention EPCI	16 000,00	1,76%
Sous-total Subventions	46 000,00	5,05%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	32 693,00	3,59%
Prêt CDC logement	785 558,00	86,29%
Sous-total Prêts	818 251,00	89,88%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	46 125,00	5,07%
Sous-total Fonds Propres	46 125,00	5,07%
Total du Financement (I + II + III)	910 376,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	30 000,00	2,17%
Subvention Etat	39 200,00	2,84%
Subvention EPCI	24 000,00	1,74%
Sous-total Subventions	93 200,00	6,75%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 194 218,00	86,43%
Prêt CDC foncier	48 213,00	3,49%
Sous-total Prêts	1 242 431,00	89,92%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	46 125,00	3,34%

Sous-total Fonds Propres	46 125,00	3,34%
Total du Financement (I + II + III)	1 381 756,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 381 756,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 197 276,90 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	515,32 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	8	515,32 m²
Assiette *	:	803 695,20 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	252,36 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	252,36 m²
Assiette *	:	393 581,70 €
Taux de subvention	:	9,96 %
SUBVENTION	:	39 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 12	Surface utile :	767,68 m²
Assiette : 1 197 276,90 €	SUBVENTION :	39 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,27 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION	39 200,00 €
------------	-------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	47 661,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 056 929,00 €
Prestations intellectuelles et frais	154 316,00 €
Prix de revient H.T.	1 258 256,00 €
Montant de la TVA	123 500,00 €
Prix de revient TTC	1 381 756,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 799,91 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 042 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550062

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500195

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13046 Gréasque

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : LOFT STE VICTOIRE
13 av EMILE ZOLA PROLONGEE
13850 Gréasque

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 5 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 5 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLUS
- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 9 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

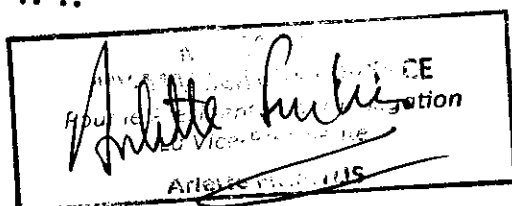
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 15 JAN. 2018



Arlette Fuchs
Présidente
Métropole Aix-Marseille Provence

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	30 000,00	7,47%
Subvention EPCI	23 320,00	5,81%
Sous-total Subventions	53 320,00	13,28%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	119 157,00	29,68%
Prêt CDC logement	78 228,00	19,49%
Prêts Autres	35 000,00	8,72%
Sous-total Prêts	232 385,00	57,89%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	115 736,00	28,83%
Sous-total Fonds Propres	115 736,00	28,83%
Total du Financement (I + II + III)	401 441,00	

Aide : PLAII

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	9 800,00	10,11%
Subvention Département	0,00	0,00%
Subvention EPCI	7 672,00	7,92%
Sous-total Subventions	17 472,00	18,03%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	30 489,00	31,46%
Prêt CDC logement	20 016,00	20,65%
Prêts Autres	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	50 505,00	52,11%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	28 934,00	29,86%
Sous-total Fonds Propres	28 934,00	29,86%
Total du Financement (I + II + III)	96 911,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	30 000,00	6,02%
Subvention Etat	9 800,00	1,97%
Subvention EPCI	30 992,00	6,22%
Sous-total Subventions	70 792,00	14,21%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	98 244,00	19,71%
Prêt CDC foncier	149 646,00	30,03%
Prêts Autres	35 000,00	7,02%

Sous-total Prêts	282 890,00	56,77%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	144 670,00	29,03%
Sous-total Fonds Propres	144 670,00	29,03%
Total du Financement (I + II + III)	498 352,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	498 352,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 404 352,63 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	166,57 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	4	166,57 m²
Assiette *	:	321 970,54 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	42,62 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	42,62 m²
Assiette *	:	82 382,09 €
Taux de subvention	:	11,90 %
SUBVENTION	:	9 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5	Surface utile :	209,19 m²
Assiette : 404 352,63 €	SUBVENTION :	9 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,42 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

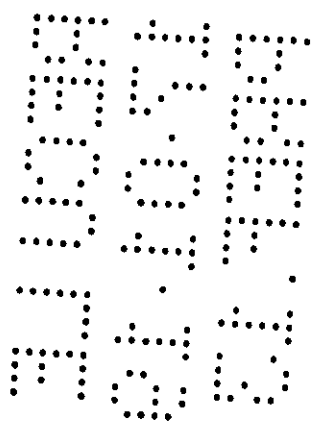
SUBVENTION	9 800,00 €
-------------------	-------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	158 880,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	226 971,00 €
Prestations intellectuelles et frais	68 091,00 €
Prix de revient H.T.	453 942,00 €
Montant de la TVA	44 410,00 €
Prix de revient TTC	498 352,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 382,29 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.





Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/043/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Rognac pour l'acquisition du lot 6 d'un bien immobilier cadastré section AH numéro 442 situé avenue des Cyprès à Rognac appartenant à Monsieur et Madame Yanneck SZCZOT

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015- 1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° 17049 du 30 juin 2017 du conseil municipal de la commune de Rognac instituant le droit de préemption renforcé sur la Commune ;

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Janvier 2019

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Rognac le 26 novembre 2018 enregistrée sous le n° 013081 18 M0205 portant aliénation d'un local d'activité à usage commercial d'environ 49 m² cadastré section AH sous le numéro 442 lot 6 sis avenue des Cyprès, appartenant à Monsieur et Madame Yanneck SZCZOT, au prix de 70 000 euros ;
- Le courrier de Monsieur le Maire de Rognac du 14 janvier 2019 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son droit de préemption urbain.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation constituant le lot 6 d'un bien immobilier cadastré section AH numéro 442 classé en zone UCbF2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé le 30 juin 2017 ne présente pas d'enjeu pour la Métropole mais permettrait la poursuite du projet de requalification du centre commercial des Barjaquets entrepris par la commune de Rognac ;
- Que la préemption présente donc un intérêt pour la commune de Rognac.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Rognac pour l'acquisition du lot 6 d'un bien immobilier cadastré section AH numéro 442 sis avenue des Cyprès à Rognac appartenant à Monsieur et Madame Yanneck SZCZOT.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/045/D

Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal MONTECOT ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 Septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- La délibération N° ECO 012-3237/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2018.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés.
- Que les entreprises :
 - SAS GEO SENTINEL, dont l'activité est : Solution d'assistance et de sécurisation des personnes dépendantes par capteurs électroniques et objets connectés.
 - GENESIS, dont l'activité est : Etude et réalisation en acoustique électronique et informatique conseil, formation, distribution et commercialisation.

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2019

- SAS AIX SONIC, dont l'activité est : Bureau d'études techniques ingénierie, recherche et développement prototypage, gestion de projet.

- SAS TECHNO BAM, dont l'activité est : Conception, fabrication, vente de solutions de démonstration par capture. Conception, fabrication, vente de solutions de développement durable alternatif. Location d'ingénieurs et de techniciens pour prestations associées.

- SAS AGRIVOLTA, dont l'activité est : concevoir et développer des systèmes photovoltaïques afin d'optimiser les cultures et productions agricoles, concevoir tout système permettant d'optimiser une production agricole et plus généralement une aide aux cultures.

Déjà implantées sur le Technopôle de l'Arbois et souhaitant louer des locaux supplémentaires.

- En conséquence il convient de régulariser ces occupations de surfaces supplémentaires par des avenant.

DECIDE

Article 1 :

Sont validés les avenants des entreprises suivantes :

- GEO SENTINEL : location de 56,50m² supplémentaires au bât pépinière Megie.

Recette 6 215€ HT/HC/an.

- GENESIS : location de 101,95m² supplémentaires au bât Megie.

Recette 15 496,40 euros HT/HC/an

- SAS AIX SONIC : location de 54,60m² supplémentaires au bât pépinière Megie.

Recette 6 552€ HT/HC/an.

- SAS TECHNO BAM : location de 149m² supplémentaires au bât pépinière Megie.

Recette 14 155€ HT/HC/an

- SAS AGRIVOLTA : location de 69,3m² supplémentaires au bât Village Relais.

Recette 11 143,44€ HT/HC/an.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 et nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/046/D

Autorisation d'occupation temporaire consentie par la SCI Paul Barba à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation des travaux de la Galerie des Janots entre les communes de Cassis et de La Ciotat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° PEDD 005-1192/15/BC du 25 septembre 2015 du Bureau de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole relative à la réalisation d'une galerie souterraine d'acheminement d'eau brute du canal de Marseille, vers l'usine de potabilisation des eaux de La Ciotat à Cassis et La Ciotat - Propriété de la SCI Paul Barba ;
- La convention portant autorisation d'occupation temporaire conclue avec la SCI Paul Barba et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Dans le cadre des compétences qui lui sont dévolues en matière de production et de distribution d'eau potable, la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise, en parallèle du tunnel ferroviaire des Janots, une galerie souterraine d'acheminement d'eau brute du canal de Marseille vers l'usine de potabilisation des eaux de La Ciotat ;

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2019

La réalisation de ces travaux nécessite d'occuper temporairement le terrain de la SCI Paul Barba, représentée par Mme Valérie Dantec pour l'installation du chantier et l'accès à la tête amont de la galerie ;

Par convention du 25 septembre 2015, la SCI Paul Barba et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole réglaient les dispositions foncières relatives à l'établissement de servitudes et l'occupation temporaire des terrains ;

En son article II la convention fixait une durée d'occupation des terrains à 8 mois ;

Compte tenu de l'allongement de la durée d'exécution du chantier, il est nécessaire de prolonger l'autorisation d'occupation temporaire correspondant à l'emprise du chantier ;

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a demandé à la SCI Paul Barba l'autorisation de prolonger de 21 mois l'occupation temporaire de sa parcelle.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la réalisation de la Galerie des Janots entre les communes de Cassis et de La Ciotat, la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite une prolongation d'autorisation d'occupation temporaire sur deux emprises de 2 425 m² et 285 m² de la propriété de la SCI Paul Barba parcelles BH 46 et BH 47, situées 2 chemin des Cuettes, 13260 Cassis ;
- Qu'à cette fin, une convention portant prolongation d'autorisation d'occupation temporaire a été conclue avec la SCI Paul Barba.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de prolongation d'occupation temporaire consentie par la SCI Paul Barba à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation de la Galerie des Janots entre les communes de Cassis et de La Ciotat, pour une durée de 21 mois.

Article 2 :

Cette convention est conclue moyennant le versement d'une indemnité de 25 473 euros selon le barème de France Domaine.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/047/D

Autorisation d'occupation temporaire consentie par Monsieur Moha Avella à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation des travaux de la Galerie des Janots entre les communes de Cassis et de La Ciotat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° PEDD 003-1190/15/BC du 25 septembre 2015 du Bureau de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole relative à la réalisation d'une galerie souterraine d'acheminement d'eau brute du canal de Marseille vers l'usine de potabilisation des eaux de La Ciotat à Cassis et La Ciotat ;
- La convention portant autorisation d'occupation temporaire conclue avec Monsieur Moha Avella Patrick et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

Dans le cadre des compétences qui lui sont dévolues en matière de production et de distribution d'eau potable, la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise, en parallèle du tunnel ferroviaire des Janots, une galerie souterraine d'acheminement d'eau brute du canal de Marseille vers l'usine de potabilisation des eaux de La Ciotat ;

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2019

La réalisation de ces travaux nécessite d'occuper temporairement le terrain de Monsieur Moha Avella Patrick pour l'installation du chantier et l'accès à la tête aval de la galerie ;

Par convention du 25 septembre 2015, Monsieur Moha Avella Patrick et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole réglaient les dispositions foncières relatives à l'établissement de servitudes et l'occupation temporaire de son terrain ;

La convention fixait une durée d'occupation des terrains à 30 mois ;

Compte tenu de l'allongement de la durée d'exécution du chantier, il est nécessaire de prolonger l'autorisation d'occupation temporaire correspondant à l'emprise du chantier ;

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a demandé à Monsieur Moha Avella Patrick l'autorisation de prolonger de 17 mois l'occupation temporaire de sa parcelle.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la réalisation de la Galerie des Janots entre les communes de Cassis et de La Ciotat, la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite une prolongation d'autorisation d'occupation temporaire sur une emprise de 460 m² de la propriété de Monsieur Moha Avella Patrick, parcelle CI 115, située 2749 avenue Emile Bodin à La Ciotat 13600 ;
- Qu'à cette fin, une convention portant prolongation d'autorisation d'occupation temporaire a été conclue avec Monsieur Moha Avella Patrick.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de prolongation d'occupation temporaire consentie par Monsieur Moha Avella Patrick à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation de la Galerie des Janots entre les communes de Cassis et de La Ciotat, pour une durée de 17 mois.

Article 2 :

Cette convention est conclue moyennant le versement d'une indemnité de 587 euros, selon le barème de France Domaine.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 février 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/048/D

Marché de travaux pour la construction d'une unité de traitement tertiaire dans la STEP de Rassuen à Istres. Autorisation donnée au directeur de l'EPAD de signer le marché.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 264/05 du Bureau syndical de Ouest Provence du 27 mai 2005 confiant la mission de maîtrise d'ouvrage déléguée à l'EPAD Ouest Provence ;
- La délibération n° 968/11 du 14 novembre 2011 par laquelle le Président de Ouest-Provence a attribué le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage n° 2011-021 pour l'augmentation de la capacité de la station d'épuration de Rassuen à Istres, pour un montant de 186 607 euros H.T. à la société Canal de Provence, 13182 Aix-en-Provence Cedex 5 ;
- La décision n° 555/14 du 27 juin 2014 par laquelle le Président de Ouest-Provence a approuvé l'avenant n° 1 au marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage n° 2011-021 pour un montant de 8 900 euros H.T. ;
- La décision n° 330/17 du 6 juin 2017 par laquelle le Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence a approuvé l'avenant n° 2 au marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage n° 2011-021 sans incidence sur le montant du marché ;

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2019

- La décision n° 17/308/D du 26 juillet 2017 par laquelle le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a autorisé le Directeur de l'EPAD Ouest Provence à signer le marché de maîtrise d'œuvre pour l'augmentation de capacité de la STEP de Rassuen, n° 2016 - 105 avec le groupement Bureau d'Etudes Eysseric Environnement/Ai Project/Ecofilae pour un montant de 425 264 euros HT.

CONSIDÉRANT

- Les offres reçues et le rapport d'analyse des offres établi par l'EPAD ;
- Que le groupement OTV SUD, 145 Parc de la Chocolaterie, 26290 Donzère, mandataire et la société Allamano ZA les Sablonnières, 05120 L'Argentière-la-Bessée co-contractant, propose l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

Article 1 :

Est attribué le marché pour les travaux de construction d'une unité de traitement tertiaire dans la STEP de Rassuen à Istres au groupement OTV SUD/ALLAMANO ZA pour un montant de 1 799 000 euros H.T. soit 2 158 800 euros T.T.C décomposé comme suit : 1 469 000 euros H.T. soit 1 762 800 euros T.T.C. pour la tranche ferme et 330 000 euros H.T. soit 396 000 euros T.T.C. pour la tranche optionnelle.

Article 2 :

Le délai d'exécution des prestations est fixé à 46 semaines pour la tranche ferme et 24 semaines pour la tranche optionnelle.

Article 3 :

Monsieur le Directeur de l'EPAD est autorisé à signer ledit marché.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Assainissement, chapitre 2017503000, article 238, opération 2017503000.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/049/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM de biens et droits immobiliers situés 11 rue Sénac à Marseille 1er arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- Le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Janvier 2019

- La déclaration d'intention d'aliéner IA 013 201 18 M0689 reçue en mairie de Marseille le 21 décembre 2018 portant aliénation de l'immeuble situé au 11 rue Sénac à Marseille 1er arrondissement cadastré Section 806 A 86.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du bien ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de l'immeuble situé 11 rue Sénac à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 806 A 0086 d'une superficie de 173 m² appartenant à la SCI Imma Foncier.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/050/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM des biens et droits immobiliers situés 6 rue Lemaître à Marseille 1er arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- Le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Janvier 2019

- La déclaration d'intention d'aliéner IA 013 201 18 M0691 reçue en mairie de Marseille le 17 décembre 2018 portant aliénation de l'immeuble cadastré Section 802 C 0072 sis 6 rue Lemaître à Marseille 1er arrondissement.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du bien ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de l'immeuble situé 6 rue Lemaître à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 802 C 0072 d'une superficie de 46 m² appartenant à l'indivision Ranque.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 janvier 2019

Martine VASSAL

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550132

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500185

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13086 Roquevaire

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
ROQUEVAIRE - AVANT SCENE
RN 96 - TRAVERSE ST LAURENT
13360 Roquevaire

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 15 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 15 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 10 logements PLUS

- 5 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 49 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

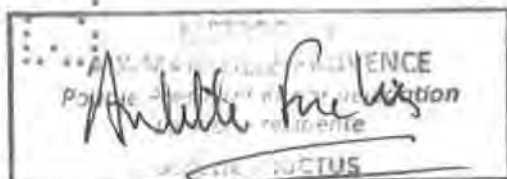
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le :

18 JAN. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	0,00	0,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	469 641,00	34,80%
Prêt CDC logement	360 972,00	26,75%
Prêts Autres	105 000,00	7,78%
Sous-total Prêts	935 613,00	69,33%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	413 968,00	30,67%
Sous-total Fonds Propres	413 968,00	30,67%
Total du Financement (I + II + III)	1 349 581,00	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	49 000,00	6,60%
Sous-total Subventions	49 000,00	6,60%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	245 501,00	33,06%
Prêt CDC logement	188 696,00	25,41%
Prêts Autres	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	434 197,00	58,46%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	259 484,00	34,94%
Sous-total Fonds Propres	259 484,00	34,94%
Total du Financement (I + II + III)	742 681,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	49 000,00	2,34%
Sous-total Subventions	49 000,00	2,34%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	549 668,00	26,27%
Prêt CDC foncier	715 142,00	34,18%
Prêts Autres	105 000,00	5,02%
Sous-total Prêts	1 369 810,00	65,47%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	673 452,00	32,19%
Sous-total Fonds Propres	673 452,00	32,19%
Total du Financement (I + II + III)	2 092 262,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 092 262,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 456 558,43 €

Aide : PLUS		Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Collectif »	10	581,49 m²
	Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	10		581,49 m²
	Assiette *	:	956 524,97 €
	Taux de subvention	:	0,00 %
	SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I		Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Collectif »	5	303,98 m²
	Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	5		303,98 m²
	Assiette *	:	500 033,46 €
	Taux de subvention	:	9,80 %
	SUBVENTION	:	49 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 15	Surface utile :	885,47 m²
Assiette : 1 456 558,43 €	SUBVENTION :	49 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,36 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	49 000,00 €
--------------	-------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	666 650,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	952 357,00 €
Prestations intellectuelles et frais	285 707,00 €
Prix de revient H.T.	1 904 714,00 €
Montant de la TVA	187 548,00 €
Prix de revient TTC	2 092 262,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 362,88 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 052 / D

MARSEILLE
2018-19
13006

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550199

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500186

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13086 Roquevaire

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
ROQUEVAIRE - AVANT SCENE - PLS
RN 96 - TRAVERSE ST LAURENT
13360 Roquevaire

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018.

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.


ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2019


Arlette Fructus
Présidente

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	319 749,00	35,00%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	182 709,00	20,06%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	92 386,00	10,11%	1,86%
1%.	40 000,00	4,38%	
Prêts Autres	42 000,00	4,60%	
Sous-total Prêts	676 835,00	74,09%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	236 707,00	25,91%	
Sous-total Fonds Propres	236 707,00	25,91%	
Total du Financement (I + II + III)	913 542,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	913 542,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Logements « Collectif »
Logements « Individuel »

Nombre de logements

6

Surface utile

386,44 m²

Totaux pour le financement des logements « PLS »

6

386,44 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6

Surface utile :

386,44 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	291 331,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	416 187,00 €
Prestations intellectuelles et frais	124 856,00 €
Prix de revient H.T.	832 374,00 €
Montant de la TVA	81 168,00 €
Prix de revient TTC	913 542,00 €
Décision No : 20181305500186	Page : 3/4

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2.363,99 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31.0034
91.10.22
02.7394

RECEVU
22-01-19
15:55:13

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550208

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500247

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13081 Rognac

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : ROGNAC - AV GAL DE GAULLE _ PLS
AV DU GENERAL DE GAULLE
13340 Rognac

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 8 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention Département	30 000,00	2,43%	
Sous-total Subventions	30 000,00	2,43%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	421 745,00	34,15%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	257 497,00	20,85%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	150 747,00	12,21%	1,86%
Prêts Autres	56 000,00	4,53%	
Sous-total Prêts	885 989,00	71,74%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	318 997,00	25,83%	
Sous-total Fonds Propres	318 997,00	25,83%	
Total du Financement (I + II + III)	1 234 986,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 234 986,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	524,52 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLS »	8	524,52 m²
--	---	-----------

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8	Surface utile :	524,52 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	393 675,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	562 393,00 €
Prestations intellectuelles et frais	168 718,00 €
Prix de revient H.T.	1 124 786,00 €
Montant de la TVA	110 200,00 €
Prix de revient TTC	1 234 986,00 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

311034
01.10.92
01.10.94

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550175

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500240

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13081 Rognac

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : ROGNAC - AV GAL DE GAULLE
AV DU GENERAL DE GAULLE
13340 Rognac

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 25 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 25 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 10 logements PLUS

- 15 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 147 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	30 000,00	2,01%
Subvention EPCI	8 000,00	0,54%
Sous-total Subventions	38 000,00	2,55%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	508 401,00	34,05%
Prêt CDC logement	474 022,00	31,75%
Prêts Autres	70 000,00	4,69%
Sous-total Prêts	1 052 423,00	70,49%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	402 569,00	26,96%
Sous-total Fonds Propres	402 569,00	26,96%
Total du Financement (I + II + III)	1 492 992,00	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	147 000,00	6,09%
Subvention Département	60 000,00	2,49%
Subvention EPCI	12 000,00	0,50%
Sous-total Subventions	219 000,00	9,07%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	769 139,00	31,86%
Prêt CDC logement	717 128,00	29,71%
Prêts Autres	105 000,00	4,35%
Sous-total Prêts	1 591 267,00	65,91%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	603 853,00	25,01%
Sous-total Fonds Propres	603 853,00	25,01%
Total du Financement (I + II + III)	2 414 120,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	90 000,00	2,30%
Subvention Etat	147 000,00	3,76%
Subvention EPCI	20 000,00	0,51%
Sous-total Subventions	257 000,00	6,58%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 191 150,00	30,49%
Prêt CDC foncier	1 277 540,00	32,70%
Prêts Autres	175 000,00	4,48%

Sous-total Prêts	2 643 690,00	67,66%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 006 422,00	25,76%
Sous-total Fonds Propres	1 006 422,00	25,76%
Total du Financement (I + II + III)	3 907 112,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 907 112,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 561 123,03 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	661,76 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	10	661,76 m²
Assiette *	:	1 019 206,56 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	15	1 001,15 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	15	1 001,15 m²
Assiette *	:	1 541 916,47 €
Taux de subvention	:	9,53 %
SUBVENTION	:	147 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 25	Surface utile :	1 662,91 m²
Assiette : 2 561 123,03 €	SUBVENTION :	147 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	5,74 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION	147 000,00 €
-------------------	---------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 244 522,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 777 889,00 €
Prestations intellectuelles et frais	533 367,00 €
Prix de revient H.T.	3 555 778,00 €
Montant de la TVA	351 334,00 €
Prix de revient TTC	3 907 112,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 349,56 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



19 / 055 / 0

MARSEILLE
2018
SEP 13

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550047

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500194

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13086 Roquevaire

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : ROQUEVAIRE-LE CHATEAU
AVENUE ELSA TRIOLET
QUARTIER SAINT ROCH
13360 Roquevaire

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

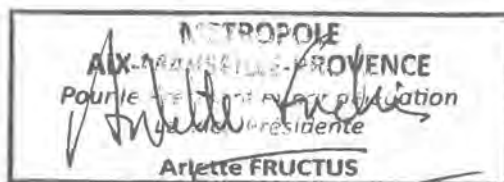
Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018;

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 10 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 10 logements PLUS
- au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	0,00	0,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	480 973,00	35,00%
Prêt CDC logement	378 394,00	27,54%
1%.	80 000,00	5,82%
Prêts PEEC	90 000,00	6,55%
Autres	70 000,00	5,09%
Sous-total Prêts	1 099 367,00	80,00%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	274 841,00	20,00%
Sous-total Fonds Propres	274 841,00	20,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 374 208,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 374 208,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 982 929,59 €

Aide : **PLUS**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	598,98 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	10	598,98 m²
Assiette *	982 929,59 €	
Taux de subvention	0,00 %	
SUBVENTION	0,00 €	

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10	Surface utile	598,98 m²
Assiette : 982 929,59 €	SUBVENTION	0,00 €
	Taux moyen de subvention	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION	0,00 €
------------	--------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	438 180,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	625 971,00 €
Prestations intellectuelles et frais	187 791,00 €
Décision No : 20181305500194	Page : 3/4

Prix de revient H.T.	1 251 942,00 €
Montant de la TVA	122 266,00 €
Prix de revient TTC	1 374 208,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 294,25 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

RECUEIL
2018-19
MARS 13

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550192

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500193

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13086 Roquevaire

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
ROQUEVAIRE LE CHATEAU PLS
AVENUE ELSA TRIOLET
QUARTIER SAINT ROCH
13360 Roquevaire

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 10 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 10 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754),

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Prêt CDC foncier	510 990,00	35,00%	1,86%
Prêt CDC logement	291 995,00	20,00%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	124 993,00	8,56%	1,86%
1%.	80 000,00	5,48%	1,86%
Autres	90 000,00	6,16%	1,86%
Prêts Autres	70 000,00	4,79%	1,86%
Sous-total Prêts	1 167 978,00	80,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	291 994,00	20,00%	
Sous-total Fonds Propres	291 994,00	20,00%	
Total du Financement (I + II + III)	1 459 972,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 459 972,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	634,30 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLS »	10	634,30 m²
--	----	-----------

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10	Surface utile :	634,30 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : **0,00 €**

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	465 475,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	664 965,00 €
Prestations intellectuelles et frais	199 489,00 €
Prix de revient H.T.	1 329 929,00 €
Montant de la TVA	130 043,00 €
Décision No : 20181305500193	Page : 3/4

Prix de revient TTC

1 459 972,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 301,71 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 34
25.10.22
01.12.24

19 / 057 / D

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550031

N° SIREN du maître d'ouvrage
314046004

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE
LOGIS MEDITERRANEE
RESIDENCE HYDE PARK
180 AVENUE CANTINI CS 80006
MARSEILLE CEDEX 08

13295 Marseille CEDEX 8

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500239

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13086 Roquevaire

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : ROQUEVAIRE CLOS CASTELLAN
CONSTRUCTION NEUVE DE LOGEMENTS PLUS/PLAI
RESIDENCE DU CLOS CASTELLAN
31 av des allies
13360 Roquevaire

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 60 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 60 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 42 logements PLUS
- 18 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE (n° SIREN : 314046004).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 176 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

MÉTROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
Arlette Fructus
Arlette FRUCTUS

le : 18 JAN. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	358 803,49	5,70%
Subvention Département	120 000,00	1,91%
Subvention Région	150 026,53	2,38%
Sous-total Subventions	628 830,02	9,99%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 474 603,78	23,42%
Prêt CDC logement	3 211 727,85	51,02%
Prêts PEEC	560 000,00	8,90%
Sous-total Prêts	5 246 331,63	83,34%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	420 000,00	6,67%
Sous-total Fonds Propres	420 000,00	6,67%
Total du Financement (I + II + III)	6 295 161,65	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	176 400,00	6,54%
Subvention EPCI	151 196,51	5,60%
Subvention Département	0,00	0,00%
Subvention Région	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	327 596,51	12,14%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	617 004,00	22,87%
Prêt CDC logement	1 453 720,13	53,87%
Prêts PEEC	120 000,00	4,45%
Sous-total Prêts	2 190 724,13	81,19%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	180 000,00	6,67%
Sous-total Fonds Propres	180 000,00	6,67%
Total du Financement (I + II + III)	2 698 320,64	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	120 000,00	1,33%
Subvention Etat	176 400,00	1,96%
Subvention EPCI	510 000,00	5,67%
Subvention Région	150 026,53	1,67%
Sous-total Subventions	956 426,53	10,63%
II - Partie Prêts		

Prêt CDC logement	4 665 447,98	51,88%
Prêt CDC foncier	2 091 607,78	23,26%
Prêts PEEC	680 000,00	7,56%
Sous-total Prêts	7 437 055,76	82,69%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	600 000,00	6,67%
Sous-total Fonds Propres	600 000,00	6,67%
Total du Financement (I + II + III)	8 993 482,29	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	8 993 482,29	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 7 785 921,47 €

Aide : PLUS		Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		42	2 847,99 m²
Logements « Individuel »		0	
Totaux pour le financement des logements « PLUS »		42	2 847,99 m²
	Assiette *		5 489 145,47 €
	Taux de subvention		0,00 %
	SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I		Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		18	1 191,66 m²
Logements « Individuel »		0	
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »		18	1 191,66 m²
	Assiette *	:	2 296 776,00 €
	Taux de subvention	:	7,68 %
	SUBVENTION	:	176 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 60	Surface utile	:	4 039,65 m²
Assiette : 7 785 921,47 €	SUBVENTION	:	176 400,00 €
	Taux moyen de subvention	:	2,27 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 176 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	2 101 370,02 €
Coût du bâtiment ou des travaux	5 252 000,00 €
Prestations intellectuelles et frais	858 201,04 €
Prix de revient H.T.	8 211 571,06 €
Montant de la TVA	781 911,23 €
Prix de revient TTC	8 993 482,29 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



19 / 058 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550039

N° SIREN du maître d'ouvrage

642016703

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES

1175 prt des milles

CS 40650

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500249

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13016 La Bouilladisse

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

LES BENEZETS

20 AVENUE DES BENEZITS

13720 La Bouilladisse

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 60 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 60 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 37 logements PLUS
 - 23 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES (n° SIREN : 642016703).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 225 400,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
 - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

18 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	225 400,00	6,37%
Sous-total Subventions	225 400,00	6,37%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 613 021,00	45,56%
Prêt CDC foncier	1 154 985,24	32,62%
1%.	230 000,00	6,50%
Prêts Autres	161 000,00	4,55%
Sous-total Prêts	3 159 006,24	89,22%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	156 196,00	4,41%
Sous-total Fonds Propres	156 196,00	4,41%
Total du Financement (I + II + III)	3 540 602,24	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	0,00	0,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 704 663,02	48,98%
Prêt CDC foncier	1 936 589,04	35,07%
1%.	370 000,00	6,70%
Prêts Autres	259 000,00	4,69%
Sous-total Prêts	5 270 252,06	95,45%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	251 304,00	4,55%
Sous-total Fonds Propres	251 304,00	4,55%
Total du Financement (I + II + III)	5 521 556,06	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	225 400,00	2,49%
Sous-total Subventions	225 400,00	2,49%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	4 317 684,02	47,65%
Prêt CDC foncier	3 091 574,28	34,12%
Prêts Autres	420 000,00	4,63%
1%.	600 000,00	6,62%
Sous-total Prêts	8 429 258,30	93,02%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	407 500,00	4,50%

Sous-total Fonds Propres	407 500,00	4,50%
Total du Financement (I + II + III)	9 062 158,30	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	9 062 158,30	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 6 694 563,39 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	37	2 519,63 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	37	2 519,63 m²
Assiette *	:	4 193 513,95 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	23	1 502,73 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	23	1 502,73 m²
Assiette *	:	2 501 049,44 €
Taux de subvention	:	9,01 %
SUBVENTION	:	225 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 60	Surface utile :	4 022,36 m²
Assiette : 6 694 563,39 €	SUBVENTION :	225 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,37 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 225 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	2 752 898,36 €
Coût du bâtiment ou des travaux	5 131 096,94 €
Prestations intellectuelles et frais	344 330,43 €
Prix de revient H.T.	8 238 325,73 €
Montant de la TVA	823 832,57 €
Prix de revient TTC	9 062 158,30 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 252,95 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 059 / D

RECUEIL
2018
2019

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550211

N° SIREN du maître d'ouvrage

642016703

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES

1175 prt des milles

CS 40650

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500250

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13016 La Bouilladisse

Exercice

2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :

LES BENEZETS 15 PLS

20 AVENUE DES BENEZITS

13720 La Bouilladisse

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 15 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 15 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 15 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES (n° SIREN : 642016703).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
Arlette FRUCTUS

le : 18 JAN 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	765 594,00	34,12%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	483 128,00	21,53%	1,86%
1%.	200 000,00	8,91%	1,86%
Sous-total Prêts	1 448 722,00	64,57%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	794 999,98	35,43%	
Sous-total Fonds Propres	794 999,98	35,43%	
Total du Financement (I + II + III)	2 243 721,98	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	2 243 721,98		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

15

996,08 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

15

996,08 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 15

Surface utile :

996,08 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

683 201,12 €

Coût du bâtiment ou des travaux

1 268 802,08 €

Prestations intellectuelles et frais

87 744,05 €

Prix de revient H.T.

2 039 747,25 €

Montant de la TVA

203 974,73 €

Prix de revient TTC

2 243 721,98 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 252,55 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31.03.2019
01.10.2019
01.10.2019

19 / 060 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550057

N° SIREN du maître d'ouvrage

782678882

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 r mahatma gandhi

CS 60400

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500242

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13080 Le Puy-Sainte-Réparate

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2018

Opération :

Les Sabrans

Avenue du Stade

13610 Le Puy-Sainte-Réparate

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 14 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 14 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 9 logements PLUS
- 5 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. FAMILLE ET PROVENCE (n° SIREN : 782678882).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 49 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE


Ariette FRUCTUS
VICE-PRÉSIDENTE

le : 18 JAN. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLA1

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	49 000,00	6,12%
Subvention EPCI	55 346,00	6,92%
Conseil Régional	10 000,00	1,25%
Sous-total Subventions	114 346,00	14,29%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	357 541,00	44,67%
Prêt CDC foncier	148 445,00	18,55%
Sous-total Prêts	505 986,00	63,22%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	180 000,00	22,49%
Sous-total Fonds Propres	180 000,00	22,49%
Total du Financement (I + II + III)	800 332,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	89 138,00	6,04%
Conseil Régional	20 000,00	1,35%
Sous-total Subventions	109 138,00	7,39%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	740 362,00	50,13%
Prêt CDC foncier	307 385,00	20,81%
Sous-total Prêts	1 047 747,00	70,94%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	320 000,00	21,67%
Sous-total Fonds Propres	320 000,00	21,67%
Total du Financement (I + II + III)	1 476 885,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Conseil Régional	30 000,00	1,32%
Subvention Etat	49 000,00	2,15%
Subvention EPCI	144 484,00	6,34%
Sous-total Subventions	223 484,00	9,81%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 097 903,00	48,21%
Prêt CDC foncier	455 830,00	20,02%
Sous-total Prêts	1 553 733,00	68,23%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	500 000,00	21,96%

Sous-total Fonds Propres	500 000,00	21,96%
Total du Financement (I + II + III)	2 277 217,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 277 217,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 623 220,52 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	9	636,70 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	9	636,70 m²
Assiette *	:	1 094 605,38 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	307,48 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	5	307,48 m²
Assiette *	:	528 615,14 €
Taux de subvention	:	9,27 %
SUBVENTION	:	49 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 14	Surface utile :	944,18 m²
Assiette : 1 623 220,52 €	SUBVENTION :	49 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,02 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 49 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 411 265,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	459 485,00 €
Prestations intellectuelles et frais	199 448,00 €
Prix de revient H.T.	2 070 198,00 €
Montant de la TVA	207 019,00 €
Prix de revient TTC	2 277 217,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 411,85 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 061 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550171

N° SIREN du maître d'ouvrage

402052849

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

UN TOIT

22 BIS bd du docteur schweitzer

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500255

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13110 Trets

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

TRETS BOYER 2

11 boulevard Boyer

13530 Trets

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 2 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 2 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 2 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : UN TOIT (n° SIREN : 402052849).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 40 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et en délégation
Arlette ERUCTUS

le :

18 JAN. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	40 000,00	19,26%
Subvention EPCI	31 148,00	15,00%
Conseil Régional	20 765,00	10,00%
Autres	20 765,00	10,00%
Sous-total Subventions	112 678,00	54,26%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	64 800,00	31,21%
Sous-total Prêts	64 800,00	31,21%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	30 172,00	14,53%
Sous-total Fonds Propres	30 172,00	14,53%
Total du Financement (I + II + III)	207 650,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	207 650,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 178 119,94 €

Aide : **PLA-I**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

2

101,00 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

2

101,00 m²

Assiette *

:

178 119,94 €

Taux de subvention

:

22,46 %

SUBVENTION

:

40 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 2

Surface utile :

101,00 m²

Assiette : 178 119,94 €

SUBVENTION :

40 000,00 €

Taux moyen de subvention :

22,46 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

40 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.

1 200,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

153 340,00 €

Prestations intellectuelles et frais

34 010,00 €

Prix de revient H.T.

188 550,00 €

Décision No : 20181305500255

Page : 4/5

Montant de la TVA	19 100,00 €
Prix de revient TTC	207 650,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 055,94 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



19 / 062 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550168

N° SIREN du maître d'ouvrage

415750868

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM

141/145 AVENUE DU PRADO

13008 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500260

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13046 Gréasque

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : 13-GREASQUE FERDINAND ARNAUD

avenue Ferdinand Arnaud

13850 Gréasque

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 16 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 16 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 11 logements PLUS

- 5 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM (n° SIREN : 415750868).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 49 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	49 000,00	5,45%
Subvention EPCI	79 447,15	8,84%
Conseil Régional	35 749,97	3,98%
Sous-total Subventions	164 197,12	18,27%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	209 580,00	23,32%
Prêt CDC logement	335 821,00	37,37%
1%.	88 337,86	9,83%
Sous-total Prêts	633 738,86	70,52%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	100 731,03	11,21%
Sous-total Fonds Propres	100 731,03	11,21%
Total du Financement (I + II + III)	898 667,01	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	209 451,85	13,88%
Conseil Régional	94 250,03	6,25%
Sous-total Subventions	303 701,88	20,13%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	548 550,00	36,36%
Prêt CDC logement	159 362,00	10,56%
1%.	231 662,14	15,35%
Sous-total Prêts	939 574,14	62,27%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	265 563,97	17,60%
Sous-total Fonds Propres	265 563,97	17,60%
Total du Financement (I + II + III)	1 508 839,99	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Conseil Régional	130 000,00	5,40%
Subvention Etat	49 000,00	2,04%
Subvention EPCI	288 899,00	12,00%
Sous-total Subventions	467 899,00	19,44%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	495 183,00	20,57%
Prêt CDC foncier	758 130,00	31,49%
1%.	320 000,00	13,29%

Sous-total Prêts	1 573 313,00	65,35%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	366 295,00	15,21%
Sous-total Fonds Propres	366 295,00	15,21%
Total du Financement (I + II + III)	2 407 507,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 407 507,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 539 851,62 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	11	686,53 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	11	686,53 m²
Assiette *	:	1 116 389,99 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	260,41 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	5	260,41 m²
Assiette *	:	423 461,63 €
Taux de subvention	:	11,57 %
SUBVENTION	:	49 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 16	Surface utile :	946,94 m²
Assiette : 1 539 851,62 €	SUBVENTION :	49 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,18 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : **49 000,00 €**

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	891 958,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 150 984,00 €
Prestations intellectuelles et frais	242 577,00 €
Prix de revient H.T.	2 285 519,00 €
Montant de la TVA	121 888,00 €
Prix de revient TTC	2 407 507,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 542,41 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention API.



19 / 063 / D

AIX
MARSEILLE
PROVENCE
2018
SEP 13

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550206

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500236

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13030 Cuges-les-Pins

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : CUGES-LES-PINS - Le Soleil_PLS
RN8
les escours
13780 Cuges-les-Pins

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de ~~délégation de compétence en date du~~ 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017, ..

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/GM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 13 mai 2018, ..

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 3 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 3 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 3 logements PLS

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

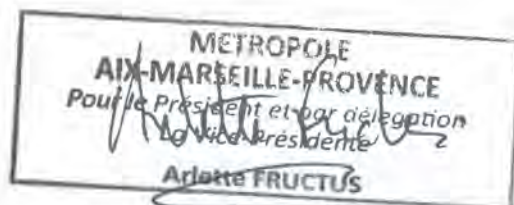
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

18 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	122 642,00	28,22%	1,85%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	185 763,00	42,75%	1,85%
Sous-total Prêts	308 410,00	70,98%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	126 114,00	29,02%	
Sous-total Fonds Propres	126 114,00	29,02%	
Total du Financement (I + II + III)	434 524,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	434 524,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	195,40 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	3	195,40 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 3	Surface utile :	195,40 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

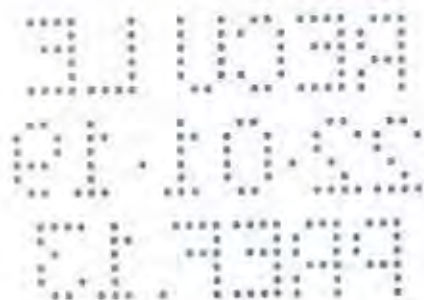
SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	116 788,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	272 506,00 €
Prestations intellectuelles et frais	5 179,00 €
Prix de revient H.T.	394 473,00 €
Montant de la TVA	40 051,00 €
Prix de revient TTC	434 524,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 223,77 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550153

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

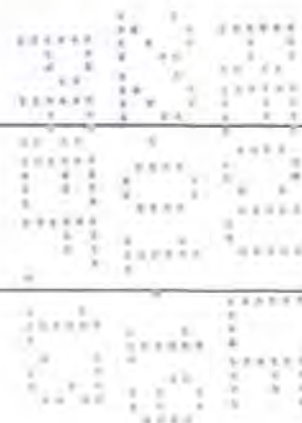
Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500235
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13030 Cuges-les-Pins

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 3
Zonage "ABC" : Zone B

Exercice
2018

Opération : CUGES-LES-PINS - Le Soleil
RN8
les escours
13780 Cuges-les-Pins



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 13 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 13 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLUS

- 5 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 49 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

18 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	90 000,00	7,58%
Sous-total Subventions	90 000,00	7,58%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	343 919,00	28,97%
Prêt CDC logement	753 400,00	63,45%
Sous-total Prêts	1 097 319,00	92,42%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 187 319,00	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	49 000,00	6,74%
Subvention Département	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	49 000,00	6,74%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	196 322,00	27,01%
Prêt CDC logement	481 443,00	66,24%
Sous-total Prêts	677 765,00	93,26%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	726 765,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	90 000,00	4,70%
Subvention Etat	49 000,00	2,56%
Sous-total Subventions	139 000,00	7,26%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 234 843,00	64,51%
Prêt CDC foncier	540 241,00	28,22%
Sous-total Prêts	1 775 084,00	92,74%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 914 084,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 914 084,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 377 698,58 €

Décision No : 20181305500235

Aide : PLUS		Nombre de logements		Surface utile
	Logements « Collectif »	8		547,94 m²
	Logements « Individuel »			

Totaux pour le financement des logements « PLUS »		8		547,94 m²
	Assiette *		⋮	877 051,96 €
	Taux de subvention		⋮	0,00 %
	SUBVENTION		⋮	0,00 €

Aide : PLA-I		Nombre de logements		Surface utile
	Logements « Collectif »	5		312,78 m²
	Logements « Individuel »			

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »		5		312,78 m²
	Assiette *		⋮	500 646,62 €
	Taux de subvention		⋮	9,79 %
	SUBVENTION		⋮	49 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 13	Surface utile	⋮	860,72 m²
Assiette : 1 377 698,58 €	SUBVENTION	⋮	49 000,00 €
	Taux moyen de subvention	⋮	3,56 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION	⋮	49 000,00 €
------------	---	-------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	514 455,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 200 395,00 €
Prestations intellectuelles et frais	22 812,00 €
Prix de revient H.T.	1 737 662,00 €
Montant de la TVA	176 422,00 €
Prix de revient TTC	1 914 084,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 223,82 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550165

N° SIREN du maître d'ouvrage
415750868

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM

141/145 AVENUE DU PRADO

13008 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500199

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13044 Grans

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2018

Opération :
GRANS L'ENCLOS
LE CLOS COURNAND
13400 Grans



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 63 logement(s) locatif(s) sociaux dont 41 individuel(s) et 22 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 37 logements PLUS
- 26 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM (n° SIREN : 415750868).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 254 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

18 JAN 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	0,00	0,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 932 447,00	40,79%
Prêt CDC foncier	2 067 552,00	28,76%
1%.	440 000,00	6,12%
Sous-total Prêts	5 439 999,00	75,66%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 749 999,00	24,34%
Sous-total Fonds Propres	1 749 999,00	24,34%
Total du Financement (I + II + III)	7 189 998,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	254 800,00	5,99%
Sous-total Subventions	254 800,00	5,99%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 698 355,00	63,38%
Prêt CDC foncier	1 303 976,00	30,63%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	4 002 331,00	94,01%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	4 257 131,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	254 800,00	2,23%
Sous-total Subventions	254 800,00	2,23%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	5 630 802,00	49,19%
Prêt CDC foncier	3 371 528,00	29,45%
1%.	440 000,00	3,84%
Sous-total Prêts	9 442 330,00	82,49%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 749 999,00	15,29%
Sous-total Fonds Propres	1 749 999,00	15,29%
Total du Financement (I + II + III)	11 447 129,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	11 447 129,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 8 455 965,90 €

Aide : PLUS		Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Collectif »		
	Logements « Individuel »	37	2 807,08 m ²
Totaux pour le financement des logements « PLUS »		37	2 807,08 m ²
	Assiette *	=	4 862 387,82 €
	Taux de subvention	=	0,00 %
	SUBVENTION	=	0,00 €
Aide : PLA-I		Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Collectif »	22	1 859,24 m ²
	Logements « Individuel »	4	215,35 m ²
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »		26	2 074,59 m ²
	Assiette *	:	3 593 578,08 €
	Taux de subvention	:	7,09 %
	SUBVENTION	:	254 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 63	Surface utile :	4 881,67 m ²
Assiette : 8 455 965,90 €	SUBVENTION :	254 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,01 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	254 800,00 €
--------------	--------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	3 251 242,60 €
Coût du bâtiment ou des travaux	7 105 908,40 €
Prestations intellectuelles et frais	65 889,00 €
Prix de revient H.T.	10 425 040,00 €
Montant de la TVA	1 022 089,00 €
Prix de revient TTC	11 447 129,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 344,92 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 066 / D

RECEVU
2018-19
196613

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550184

N° SIREN du maître d'ouvrage
415750868

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM

141/145 AVENUE DU PRADO

13008 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500200

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13044 Grans

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération :
GRANS L'ENCLOS PLS
LE CLOS Cournand
13400 Grans

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

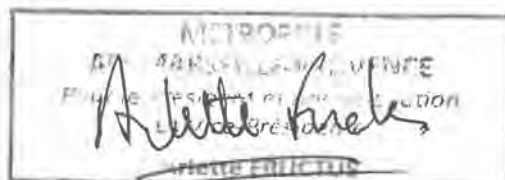
Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 15 logement(s) locatif(s) sociaux dont 5 individuel(s) et 10 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 15 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM (n° SIREN : 415750868).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 JAN, 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Prêt CDC logement	1 215 242,00	48,06%	1,86%
Prêt CDC foncier	744 685,00	29,45%	1,86%
1%,	40 000,00	1,58%	1,86%
Sous-total Prêts	1 999 927,00	79,10%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	528 453,00	20,90%	
Sous-total Fonds Propres	528 453,00	20,90%	
Total du Financement (I + II + III)	2 528 380,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	2 528 380,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	884,86 m²
Logements « Individuel »	5	381,55 m²
Totaux pour le financement des logements « PLS »	15	1 266,41 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 15	Surface utile :	1 266,41 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	718 116,50 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 570 397,50 €
Prestations intellectuelles et frais	14 111,00 €
Prix de revient H.T.	2 302 625,00 €
Montant de la TVA	225 755,00 €
Prix de revient TTC	2 528 380,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 996,49 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

311034
01.10.22
01.7544



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/067/D

Décision d'ester en justice. Désignation du cabinet Léonardi Catsicalis Peltier Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose aux occupants sans droits ni titre de la Zone d'Aménagement concertée de la « Bertoire II » à Lambesc

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de constat du 20 septembre 2018 réalisé par Maître Maurel, huissier de justice, constatant l'occupation sans droit ni titre d'une parcelle appartenant à la Métropole et située dans la zone d'aménagement concertée de la Bertoire 2, à Lambesc.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence et d'être représentée dans cette affaire par le Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier Avocats, 15 avenue Victor Hugo, 13100 Aix-en-provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2019

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/068/D

Délégation de droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM de biens et droits immobiliers situés 5, rue Breteuil à Marseille 1er arrondissement cadastré 804 B 293 lots 4 et 5.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210-1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et de la Ciotat ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau – Mission Foncières;

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2019

- La concession d'aménagement opération aménagement 'Grand Centre Ville' n°11-0136 du 18 janvier 2011;
- La déclaration d'intention d'aliéner IA 13201 18 M0697 reçue le 31 décembre 2018 portant aliénation des lots 4 et 5 de biens et droits immobiliers situés 5, rue Breteuil à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastrés sous le n° 804 B 293.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du bien ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces bien entrent dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par des restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés, neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition des lots 4 et 5 dépendant de l'immeuble situé 5 rue Breteuil à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 804 B 293, pour une superficie de 63 m² appartenant à la SCI 3 C.A.B.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/069/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM de biens et droits immobiliers situés 5 rue Breteuil à Marseille à Marseille 1er arrondissement cadastré 804 B 293 lot 8.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210-1 et suivants ainsi que l'article L300-1
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau – Mission Foncières;

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2019

- La concession d'aménagement opération aménagement « Grand Centre Ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011;
- La déclaration d'intention d'aliéner IA 13201 18 M0695 reçue le 31 décembre 2018 portant aliénation du lot 8 de biens et droits immobiliers situés 5, rue Breteuil à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastrés sous le n° 804 B 293.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du bien ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces biens entrent dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par des restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés, neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition du lot 8 dépendant de l'immeuble situé 5 rue Breteuil à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 804 B 293, pour une superficie de 63 m² appartenant à la SCI 3 C.A.B.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/070/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM de biens et droits immobiliers situés 5, rue Breteuil à Marseille 1er arrondissement cadastrés 804 B 293 lots 6 et 7.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210-1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau – Mission Foncières ;
- La concession d'aménagement opération aménagement "Grand Centre Ville" n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2019

- La déclaration d'intention d'aliéner IA 13201 18 M0694 reçue le 31 décembre 2018 portant aliénation des lots 6 et 7 de biens et droits immobiliers situés 5, rue Breteuil à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastrés sous le n° 804 B 293.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du bien ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces biens entrent dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par des restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés, neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition des lots 6 et 7 dépendant de l'immeuble situé 5 rue Breteuil à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 804 B 293, pour une superficie de 63 m² appartenant à la SCI 3 C.A.B.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/071/D

Convention d'occupation précaire d'un bureau individualisé sous le lot n°241 de 35 m² dans l'Hôtel Technologique à la société Moarty

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence est propriétaire de l'immeuble Hôtel Technologique d'une surface de 3 300 m² consacrée à l'accueil d'entreprises innovantes ;
- Qu'un bureau individualisé sous le lot n°241 de 35m², est libre d'occupation ;
- Que l'entreprise Moarty, représentée par son Président Monsieur Moise Morard souhaite occuper une surface pour le développement de son activité ;
- Que l'entreprise est spécialisée dans le conseil en système et logiciels informatiques et le développement d'application Web ;
- Qu'il est proposé de consentir une convention d'occupation temporaire pour un loyer de 130€/m²/HT/HC/an ;

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2019

- Que le bail prendra effet à compter du 1^{er} février 2019 pour se terminer le 1^{er} juillet 2020.

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée à titre onéreux, l'utilisation du lot n° 241 sis à l'Hôtel technologique – 45 rue Joliot-Curie – 13382 Marseille Cedex 13 par la société Moarty.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget Immobilier d'entreprise : Sous-politique B330 – Service 900 000 – natures 752, 7588 – fonction 64 chapitre 75.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 février 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/072/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Gouard-Robert pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Compagnie de Distribution des Hydrocarbures

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1710102-2 enregistrée auprès du Tribunal Administratif de Marseille aux fins d'annuler la délibération n° 17048 du 30 juin 2017 du Conseil Municipal de la commune de Rognac approuvant le Plan Local d'Urbanisme de ladite commune.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représentée dans cette affaire par Maître Gouard-Robert, SCP Lesage-Berguet-Gouard-Robert, 1593 avenue de la Croix d'or – 13 320 Bouc Bel Air.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Gouard-Robert pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2019

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/073/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Gouard-Robert pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Codepro-Invest

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête 1710225-2 enregistrée auprès du Tribunal Administratif de Marseille aux fins d'annuler la délibération du 30 juin 2017 approuvant le Plan Local Urbanisme de la commune de Rognac.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représentée dans cette affaire par Maître Gouard-Robert, SCP Lesage-Berguet-Gouard-Robert, 1593 avenue de la Croix d'or – 13 320 Bouc Bel Air.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Gouard-Robert pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2019

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/074/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maitre Gouard-Robert pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur et Madame Jean-Michel Peloffy

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1710361-2 enregistrée auprès du Tribunal Administratif de Marseille aux fins d'annuler la délibération n°17048 du 30 juin 2017 du Conseil Municipal de la ville de Rognac approuvant le Plan Local d'Urbanisme.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représentée dans cette affaire par Maitre Gouard-Robert, SCP Lesage-Berguet-Gouard-Robert, 1593 avenue de la Croix d'or – 13 320 Bouc Bel Air.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maitre Gouard-Robert pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2019

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/075/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maitre Gouard Robert pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Jean-Claude Degiovanni

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1802008 enregistrée auprès du Tribunal Administratif de Marseille aux fins d'annuler la délibération n°2017-81-SG du 11 octobre 2017 approuvant la révision générale du Plan d'Occupation des Sols (POS) et valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme pour la commune de Mallemort.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représentée dans cette affaire par Maitre Gouard-Robert, SCP Lesage-Berguet-Gouard-Robert, 1593 avenue de la Croix d'or – 13 320 Bouc Bel Air.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maitre Gouard-Robert pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2019

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/076/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maitre Gouard-Robert pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au Comité d'Intérêt de Quartier du hameau de Bramejean-Mallemort

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1709628 enregistrée auprès du Tribunal Administratif de Marseille aux fins d'annuler la délibération du conseil municipal de la commune de Mallemort valant approbation du Plan Local Urbanisme du 11 octobre 2017.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représentée dans cette affaire par Maitre Gouard-Robert, SCP Lesage-Berguet-Gouard-Robert, 1593 avenue de la Croix d'or – 13 320 Bouc Bel Air.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maitre Gouard-Robert pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Janvier 2019

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 janvier 2019

Martine VASSAL

DECISION DE FINANCEMENT
POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550172

N° SIREN du maître d'ouvrage
339804858

Famille d'organisme
Entreprises commerciales

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

69 che de vassieux

69300 Caluire-et-Cuire

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500261
Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration
Commune (Insee)
13207 Marseille - 7e arrondissement

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2018

Opération :
Pasteur St Nicolas
25 avenue Pasteur lot n°238
13007 Marseille - 7e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 1 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME (n° SIREN : 339804858).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 13 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

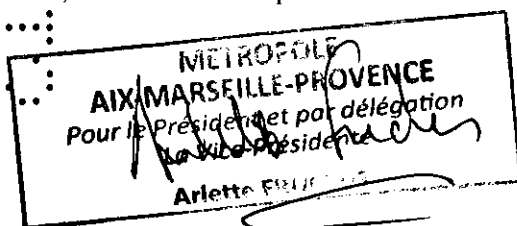
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 24 JAN. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	8,95%
Subvention EPCI	7 000,00	4,75%
Ville	5 000,00	3,39%
Subvention Région	5 000,00	3,39%
Sous-total Subventions	30 200,00	20,48%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	25 174,00	17,07%
Prêt CDC foncier	41 052,00	27,83%
Sous-total Prêts	66 226,00	44,90%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	51 065,00	34,62%
Sous-total Fonds Propres	51 065,00	34,62%
Total du Financement (I + II + III)	147 491,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	147 491,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 90 601,15 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

51,72 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

51,72 m²

Assiette *

:

90 601,15 €

Taux de subvention

:

14,57 %

SUBVENTION

:

13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : I

Surface utile :

51,72 m²

Assiette : 90 601,15 €

SUBVENTION :

13 200,00 €

Taux moyen de subvention :

14,57 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

13 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.

115 850,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

26 860,00 €

Prestations intellectuelles et frais

2 015,00 €

Décision No : 20181305500261

Page : 4/5

Prix de revient H.T.	144 725,00 €
Montant de la TVA	2 766,00 €
Prix de revient TTC	147 491,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 851,72 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



19 / 078 / D



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

19/078/D
19/078/D
19/078/D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550150

N° SIREN du maître d'ouvrage

780111860

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. AXENTIA

31 r de la federation

CS 78063

75015 Paris

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500201

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Autres logements foyers

Type de bénéficiaire

Personnes Agées

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

EHPAD 5 chemin de Ste Marthe

5 chemin de Sainte Marthe

13014 Marseille - 14e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DÉCIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 73 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 73 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 73 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. AXENTIA (n° SIREN : 780111860).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CFF - CNCE

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 JAN. 2019

MÉTROPOLITAIN
AIX-MARSEILLE PROVENCE
Pour le Président, par délégation
Arlette FRUJUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Prêts Autres	3 304 249,00	46,19%	2,90%
Caisse d'épargne - PLS (ou PLI ou PSLA)	3 850 000,00	53,81%	1,86%
Sous-total Prêts	7 154 249,00	100,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	7 154 249,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	7 154 249,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

73

1 698,80 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

73

1 698,80 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 73

Surface utile :

1 698,80 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	2 116 321,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	4 722 200,00 €
Prestations intellectuelles et frais	315 728,00 €
Prix de revient H.T.	7 154 249,00 €
Montant de la TVA	
Prix de revient TTC	7 154 249,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	4 211,35 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 39
01 10 85
01 73 99

19 / 07 9 / D

20181305500001
20181305500001
20181305500001

**DECISION DE CLOTURE DE RESERVATION D'AGREMENT
POUR L'OBTENTION D'UN PRET LOCATION-ACCESSION**

Numéro d'opération :

2016130550011_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

690802053

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. PROMOLOGIS S.A M.A.I HLM

2 r du docteur sanieres

31000 Toulouse

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500001

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13028 La Ciotat

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

AV JULES FERY
LE MONTEGO BAY
AVENUE JULES FERY
13600 LA CIOTAT

FICHE DE FIN D'OPERATION

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

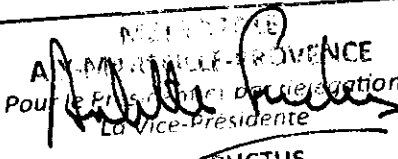
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	20/12/2016	20161305500003
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
... S.A. PROMOLOGIS S.A. N° A.I HLM		
... SA HLM / ESH ...		
Code bénéficiaire : 690802053		
Adresse :		
2 r du docteur sanieres		
 Ville :		
31000 Toulouse		
Exercice :		
2016		

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 32)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161		Recalculée
		0,00 €	0,00 €
Subvention	Initiale		Recalculée
		(A) 0,00 €	(B) €
Montant des acomptes versés			(C) 0,00 €
Solde à verser			(B-C) 0,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 24 JAN. 2019


ARLETTE PRUCTUS
 Pour le Président du Conseil de Régulation
 La Vice-Présidente

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PSLA

Financements	Montants	Quotités	Taux	CDC
I - Partie Subventions				
Subvention Etat	0,00	0,00%		
Sous-total Subventions	0,00	0,00%		
II - Partie Prêts				
divers banque - PSLA refinancement fond propre	4 000 000,00	87,44%		
Sous-total Prêts	4 000 000,00	87,41%		
III - Partie Fonds Propres				
Fonds propres	574 449,00	12,56%		
Sous-total Fonds Propres	574 449,00	12,56%		
Total du Financement (I + II + III)	4 574 449,00	100,00%		
Coût de l'opération / dépassement	4 574 449,00			

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

Aide : PSLA

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

32

2 218,70 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PSLA »

32

2 218,70 m²

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

2 061,77 €

Charge foncière

1 603 652,75 €

Coût des travaux

2 855 966,24 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



19 / 08 0 / D



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DECISION DE CONFIRMATION D'AGREMENT
POUR L'OBTENTION D'UN PRET LOCATION-ACCESSION**

Numéro d'opération :

2016130550011_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

690802053

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. PROMOLOGIS S.A M.A.I HLM

2 r du docteur sanieres

31000 Toulouse

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500003

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13028 La Ciotat

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

AV JULES FERY
LE MONTEGO BAY
AVENUE JULES FERY
13600 LA CIOTAT

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article R.331-76-5-1,

Vu le Code Général des Impôts et notamment ses articles 257 et 278 sexies,

Vu la loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession à la propriété immobilière,

Vu la décision de réservation d'agrément obtenue par le bénéficiaire en date du 20/12/2016,

Vu les documents mentionnés au II de l'article R.331-76-5-1 du code de la construction et de l'habitation et communiqués au représentant de l'Etat,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 6 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale de des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 novembre 2015,

DECIDE :

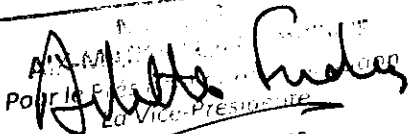
ARTICLE 1. La présente décision porte confirmation d'agrément pour l'opération précitée concernant la réalisation de 28 logements en location-accession dont 0 individuel(s) et 28 collectif(s) au bénéficiaire désigné : S.A. PROMO-LOGIS S.A M.A.I HLM (n° SIREN : 690802053).

La liste des logements concernés est annexée à la présente décision.

ARTICLE 2. Le Président de la Métropole Aix Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 26 JAN 2019


Pour le Président
La Vice-Présidente
Arlette EPINAT

ANNEXE A LA DECISION DE CONFIRMATION D'AGREMENT

LISTE DES LOGEMENTS CONFIRMES

Opération : 2016-13055-0011 AV JULES FERY

Localisation : La Ciotat

Date	Lot	Type	Type de construction	Surface utile	Identifiant
18/12/2018	A 1	Type 2	Collectif	56,96 m ²	2016 - 0011 - A 1
18/12/2018	A 2	Type 2	Collectif	56,96 m ²	2016 - 0011 - A 2
18/12/2018	A 3	Type 2	Collectif	56,96 m ²	2016 - 0011 - A 3
18/12/2018	B 1	Type 3	Collectif	75,34 m ²	2016 - 0011 - B 1
18/12/2018	B 2	Type 3	Collectif	75,04 m ²	2016 - 0011 - B 2
18/12/2018	B 3	Type 3	Collectif	75,04 m ²	2016 - 0011 - B 3
18/12/2018	C 0	Type 4	Collectif	90,25 m ²	2016 - 0011 - C 0
18/12/2018	C 1	Type 4	Collectif	89,64 m ²	2016 - 0011 - C 1
18/12/2018	C 2	Type 4	Collectif	89,64 m ²	2016 - 0011 - C 2
18/12/2018	C 3	Type 4	Collectif	87,52 m ²	2016 - 0011 - C 3
18/12/2018	D 0	Type 2	Collectif	61,49 m ²	2016 - 0011 - D 0
18/12/2018	D 1	Type 2	Collectif	60,80 m ²	2016 - 0011 - D 1
18/12/2018	D 2	Type 2	Collectif	60,80 m ²	2016 - 0011 - D 2
18/12/2018	D 3	Type 2	Collectif	60,80 m ²	2016 - 0011 - D 3
18/12/2018	E 0	Type 3	Collectif	77,78 m ²	2016 - 0011 - E 0
18/12/2018	E 1	Type 3	Collectif	76,57 m ²	2016 - 0011 - E 1
18/12/2018	E 2	Type 3	Collectif	76,57 m ²	2016 - 0011 - E 2
18/12/2018	E 3	Type 3	Collectif	76,28 m ²	2016 - 0011 - E 3
18/12/2018	F 0	Type 2	Collectif	59,31 m ²	2016 - 0011 - F 0
18/12/2018	F 2	Type 2	Collectif	60,19 m ²	2016 - 0011 - F 2
18/12/2018	F 3	Type 2	Collectif	60,19 m ²	2016 - 0011 - F 3
18/12/2018	G 0	Type 3	Collectif	77,34 m ²	2016 - 0011 - G 0
18/12/2018	G 1	Type 3	Collectif	78,41 m ²	2016 - 0011 - G 1
18/12/2018	G 2	Type 3	Collectif	78,41 m ²	2016 - 0011 - G 2
18/12/2018	G 3	Type 3	Collectif	78,02 m ²	2016 - 0011 - G 3
18/12/2018	H 1	Type 2	Collectif	58,51 m ²	2016 - 0011 - H 1
18/12/2018	H 2	Type 2	Collectif	58,51 m ²	2016 - 0011 - H 2
18/12/2018	H 3	Type 2	Collectif	58,51 m ²	2016 - 0011 - H 3

MARSEILLE
2018-19
19081

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDÉS

Numéro d'opération :
2018130550177

N° SIREN du maître d'ouvrage
054803770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

4 r capitaine dessemond

13007 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500305

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13202 Marseille - 2e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : EUROMED ILOT 1A NORD PLS
3 r d'anthoine
13002 Marseille - 2e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT.008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 20 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 20 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 20 logements PLS

au bénéficiaire désigné : STE GESTION IMMO DE MARSEILLE (n° SIREN : 054803770).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257,278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

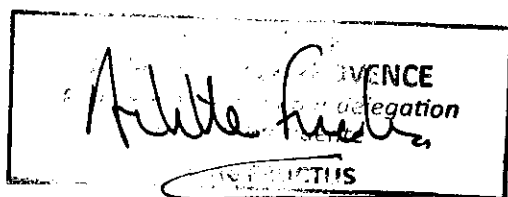
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Ville de Marseille	60 000,00	2,36%	
Sous-total Subventions	60 000,00	2,36%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	611 659,00	24,04%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 192 903,00	46,88%	1,85%
Prêts PEEC	180 000,00	7,07%	1,85%
Sous-total Prêts	1 984 562,00	77,99%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	500 000,00	19,65%	
Sous-total Fonds Propres	500 000,00	19,65%	
Total du Financement (I + II + III)	2 544 562,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	2 544 562,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

20

1 150,50 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

20

1 150,50 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 20

Surface utile :

1 150,50 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	563 787,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 473 799,50 €
Prestations intellectuelles et frais	252 519,30 €
Prix de revient H.T.	2 290 105,80 €
Montant de la TVA	254 456,20 €
Prix de revient TTC	2 544 562,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 211,70 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 34
01 10 34
01 10 34

19 / 082 / D 1

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550082

N° SIREN du maître d'ouvrage
054803770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

4 r capitaine dessemond

13007 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500304

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13202 Marseille - 2e arrondissement

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : EUROMED ILOT 1A NORD
Opération mixte de 85 logements dont 46 en locatif
3 rue d'anthoine
13002 Marseille - 2e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 26 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 26 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 18 logements PLUS

- 8 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : STE GESTION IMMO DE MARSEILLE (n° SIREN : 054803770).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 78 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

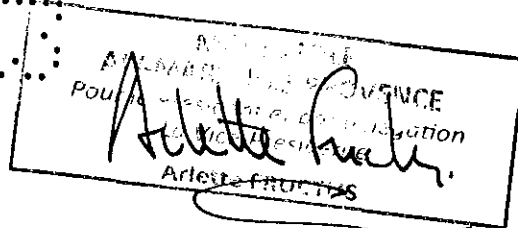
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	0,00	0,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	728 390,00	46,91%
Prêt CDC foncier	590 428,00	38,02%
1%.	0,00	0,00%
Prêts PEEC	234 000,00	15,07%
Sous-total Prêts	1 552 818,00	100,00%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 552 818,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	78 400,00	5,09%
Sous-total Subventions	78 400,00	5,09%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	413 145,00	26,82%
Prêt CDC foncier	214 923,00	13,95%
1%.	210 000,00	13,63%
Prêts PEEC	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	838 068,00	54,41%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	623 793,00	40,50%
Sous-total Fonds Propres	623 793,00	40,50%
Total du Financement (I + II + III)	1 540 261,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	78 400,00	2,53%
Sous-total Subventions	78 400,00	2,53%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 141 535,00	36,91%
Prêt CDC foncier	805 351,00	26,04%
1%.	210 000,00	6,79%
Prêts PEEC	234 000,00	7,57%
Sous-total Prêts	2 390 886,00	77,30%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	623 793,00	20,17%

Sous-total Fonds Propres	623 793,00	20,17%
Total du Financement (I + II + III)	3 093 079,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 093 079,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 618 954,99 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	18	1 086,50 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	18	1 086,50 m²
Assiette *	:	1 920 036,84 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	395,50 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	8	395,50 m²
Assiette *	:	698 918,15 €
Taux de subvention	:	11,22 %
SUBVENTION	:	78 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 26	Surface utile :	1 482,00 m²
Assiette : 2 618 954,99 €	SUBVENTION :	78 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,99 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

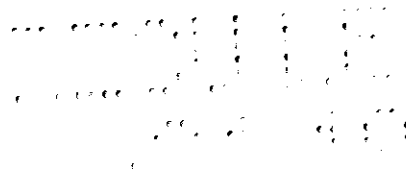
SUBVENTION :	78 400,00 €
---------------------	--------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	745 666,40 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 724 781,60 €
Prestations intellectuelles et frais	315 323,10 €
Prix de revient H.T.	2 783 771,10 €
Montant de la TVA	307 307,90 €
Prix de revient TTC	3 093 079,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 087,13 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDÉS

Numéro d'opération :
2018130550155

N° SIREN du maître d'ouvrage
788058030

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

ADOMA

42 r cambronne

75015 Paris

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500314

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13215 Marseille - 15e arrondissement

Exercice
2018

Nature des logements

Résidence sociale

Type de bénéficiaire

Publics issus de FTM

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
VEFA MARSEILLE Zoccola
Acquisition en VEFA d'une RS de 170 lots
54 rue félix zoccola
13015 Marseille - 15e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 170 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 170 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 170 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : ADOMA (n° SIREN : 788058030).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 1 666 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

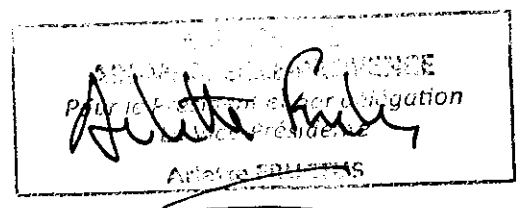
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	1 666 000,00	16,24%
Ville de Marseille	1 020 000,00	9,95%
Sous-total Subventions	2 686 000,00	26,19%
II - Partie Prêts		
Autres	6 544 062,00	63,81%
Sous-total Prêts	6 544 062,00	63,81%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 025 562,00	10,00%
Sous-total Fonds Propres	1 025 562,00	10,00%
Total du Financement (I + II + III)	10 255 624,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	10 255 624,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 10 558 881,13 €

Aide : **PLA-I**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

170

3 336,00 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

170

3 336,00 m²

Assiette * : 10 558 881,13 €

Taux de subvention : 15,78 %

SUBVENTION : 1 666 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 170

Surface utile : 3 336,00 m²

Assiette : 10 558 881,13 €

SUBVENTION : 1 666 000,00 €

Taux moyen de subvention : 15,78 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 1 666 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T. 3 107 464,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux 6 949 600,00 €

Prestations intellectuelles et frais 198 560,00 €

Prix de revient H.T. 10 255 624,00 €

Montant de la TVA

Prix de revient TTC 10 255 624,00 €

Décision No : 20181305500314

Page : 3/4

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

3 074,23 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 39
01 10 85
01 79 99



DECISION DE SUBVENTION

POUR L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS

Numéro d'opération :

2018130550127

N° SIREN du maître d'ouvrage

788058030

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

ADOMA

42 r cambronne

75015 Paris

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500002

Nature de l'opération

Réhabilitation Palulos

Commune (Insee)

13203 Marseille - 3e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : MARSEILLE Pierre LECA
Restructuration lourde - RS 342 lgts
2 rue pierre LECA
13003 Marseille - 3e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.323-1 à R.323-12 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le code général des impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° bis et 278 sexies IV,

Vu le décret 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention conclue en application de l'article L.351-2 (3°) du :

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-134317/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

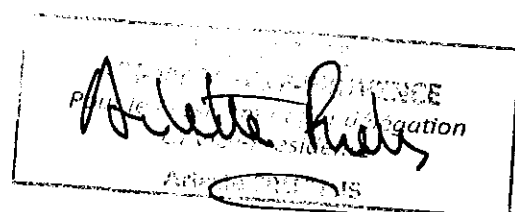
DECIDE :

- ARTICLE 1.** Une subvention totale de 1 200 000,00 pour un montant total de travaux subventionnés de 13 259 819,00 (dont TVA à taux réduit) et un montant total de travaux réalisés de 13 259 819,00 .
imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé
- concernant un nombre total de logements de 342 avant travaux et de 342 après travaux, est accordée au bénéficiaire sus-nommé : ADOMA (n° SIREN : 788058030).
- ARTICLE 2.** Les travaux doivent être commencés dans un délai de six mois à compter de la date de la présente décision et être achevés dans un délai de deux ans à compter de cette même date.
- ARTICLE 3.** La présente décision vaut agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de logements locatifs sociaux ouvrant droit au taux réduit de T.V.A. en application des dispositions des a) et c) de l'article 257-7° bis du C.G.I.
Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision de subvention sera annulée et le montant des acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la subvention.
- ARTICLE 5.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

24 JAN 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION (4171)

A - DESCRIPTIF DES TRAVAUX PREVUS PAR LA PRESENTE DECISION

Nomenclature des travaux	Nombre de logements concernés	Montant H.T. et hors honoraires des Travaux réalisés
10 - Gros oeuvre - maçonnerie	342	1 085 708,57 €
20 - Toitures	342	196 488,47 €
30 - Isolation thermique	342	48 317,97 €
40 - Revêtements extérieurs hors isolation	342	949 289,62 €
50 - Menuiseries intérieures et extérieures	342	465 309,39 €
60 - Plomberie - sanitaire	342	1 725 405,95 €
70 - Chauffage - ventilation	342	1 100 000,00 €
80 - Installation électrique	342	1 305 586,36 €
90 - Revêtements intérieurs - peinture	342	1 518 904,63 €
100 - Ascenseurs	342	93 869,61 €
110 - Désamiantage	342	225 423,22 €
120 - Espaces extérieurs	342	81 065,71 €
130 - Autres	342	3 986 199,50 €
dont : <div> <div>Chauffe-eau solaire</div> <div>Economie d'énergie</div> <div>Travaux d'accessibilité</div> </div>		
Honoraires		378 250,00 €
TOTAL HT		13 259 819,00 €

Subventionnement à l'opération			
Type d'opération : Réhab. logement foyer			
Travaux subventionnés	Montant	Taux	Montant de la subvention
Montant Total subventionné TTC	13 259 819,00 €	10,00 %	1 200 000,00 €

B - INFORMATIONS FINANCIERES

Aide : PALULOS

Financements	Montants	Quotités	Taux	Durée
I - Partie Subventions				
Subvention Etat	1 200 000,00	9,05%		
Sous-total Subventions	1 200 000,00	9,05%		
II - Partie Prêts				
Prêt CDC à l'amélioration	11 503 072,00	86,75%	3,00%	20,00
Sous-total Prêts	11 503 072,00	86,75%		
III - Partie Fonds Propres				
Fonds propres	556 747,00	4,20%		
Sous-total Fonds Propres	556 747,00	4,20%		
Total du Financement (I + II + III)	13 259 819,00	100,00%		
Coût de l'opération / dépassement	13 259 819,00			

Les quotités sont exprimées par rapport au montant total des travaux réalisés

MONTANT TOTAL DES TRAVAUX REALISES : 13 259 819,00 € TTC (dont TVA à taux réduit)

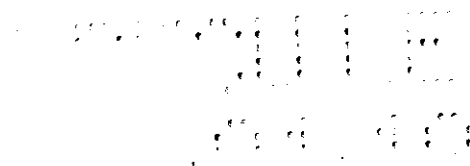
Soit: 38 771,40 €/Logement

MONTANT TOTAL DES TRAVAUX SUBVENTIONNES : 13 259 819,00 € (dont TVA à taux réduit)

Soit: 38 771,40 €/Logement

C - TYPE D'OPERATION

Réhab. logement foyer



DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550232

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500311

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13216 Marseille - 16e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

Marseille 16 - Labro_PLS

58 - 70 bd Jean Labro

13016 Marseille - 16e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 35 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 35 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 35 logements PLS

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

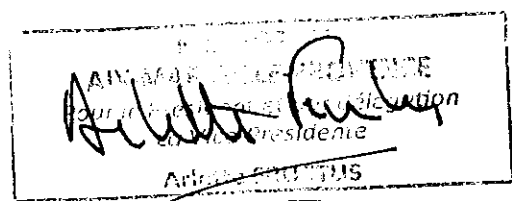
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 JANV 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	1 710 598,00	55,61%	1,98%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	2 373 584,00	48,58%	1,86%
Sous-total Prêts	4 084 182,00	83,50%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	801 383,00	16,40%	
Sous-total Fonds Propres	801 383,00	16,40%	
Total du Financement (I + II + III)	4 885 565,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	4 885 565,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	35	2 110,90 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	35	2 110,90 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 35	Surface utile :	2 110,90 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 532 180,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 845 478,00 €
Prestations intellectuelles et frais	58 403,00 €
Prix de revient H.T.	4 436 061,00 €
Montant de la TVA	449 504,00 €
Prix de revient TTC	4 885 565,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 314,45 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 34
01 10 85
01 73 74

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550161

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500309

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13216 Marseille - 16e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

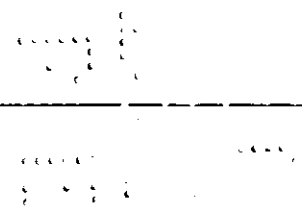
Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018



Opération : Marseille 16 - Labro
58 - 70 bd Jean Labro
13016 Marseille - 16e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 18 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 18 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 13 logements PLUS

- 5 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 49 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

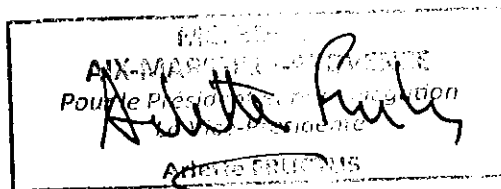
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 JAN 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	0,00	0,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	769 441,00	34,98%
Prêt CDC logement	1 430 385,00	65,02%
Sous-total Prêts	2 199 826,00	100,00%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	2 199 826,00	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	49 000,00	6,80%
Sous-total Subventions	49 000,00	6,80%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	235 006,00	32,60%
Prêt CDC logement	436 874,00	60,60%
Sous-total Prêts	671 880,00	93,20%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	720 880,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	49 000,00	1,68%
Sous-total Subventions	49 000,00	1,68%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 867 259,00	63,93%
Prêt CDC foncier	1 004 447,00	34,39%
Sous-total Prêts	2 871 706,00	98,32%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	2 920 706,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 920 706,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 963 775,14 €

Aide : **PLUS**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

13

949,50 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	13		949,50 m ²
Assiette *	:		1 504 319,88 €
Taux de subvention	:		0,00 %
SUBVENTION	:		0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements		Surface utile
Logements « Collectif »	5		290,00 m ²
Logements « Individuel »			

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	5		290,00 m ²
Assiette *	:		459 455,26 €
Taux de subvention	:		10,66 %
SUBVENTION	:		49 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 18	Surface utile :	1 239,50 m ²
Assiette : 1 963 775,14 €	SUBVENTION :	49 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,50 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	49 000,00 €
---------------------	--------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	915 622,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 700 440,00 €
Prestations intellectuelles et frais	34 637,00 €
Prix de revient H.T.	2 650 699,00 €
Montant de la TVA	270 007,00 €
Prix de revient TTC	2 920 706,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 356,36 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550190

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500207

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2018

Opération :
Le St Yves
36 chemin de Gibbes
13014 Marseille - 14e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 2 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 2 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 2 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 26 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

Il est également accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

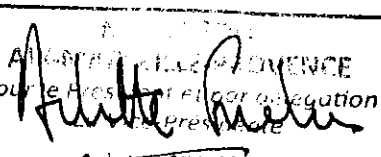
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE


Ariette FRICTUS

le :

24 JAN 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	26 400,00	12,21%
PLAI adapté	37 260,00	17,24%
Subvention Département	21 617,00	10,00%
Subvention Région	10 000,00	4,63%
Subvention EPCI	6 000,00	2,78%
Ville de Marseille	10 000,00	4,63%
Autres	21 617,00	10,00%
Sous-total Subventions	132 894,00	61,48%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	52 381,00	24,23%
Prêt CDC foncier	20 794,00	9,62%
Sous-total Prêts	73 175,00	33,85%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	10 100,00	4,67%
Sous-total Fonds Propres	10 100,00	4,67%
Total du Financement (I + II + III)	216 169,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	216 169,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 220 300,26 €

Aide : **PLA-I**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	2	134,39 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	2	134,39 m²
Assiette *	:	220 300,26 €
Taux de subvention	:	11,98 %
SUBVENTION	:	26 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 2	Surface utile :	134,39 m²
Assiette : 220 300,26 €	SUBVENTION :	26 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	11,98 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

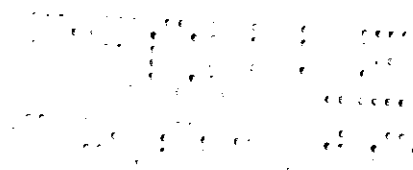
SUBVENTION : 26 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	167 100,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	31 272,72 €
Prestations intellectuelles et frais	14 669,00 €
Prix de revient H.T.	213 041,72 €
Montant de la TVA	3 127,28 €
Prix de revient TTC	216 169,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	1 608,52 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE POUR PLAI ADAPTÉS
SUBVENTION SPÉCIFIQUE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT D'UNE OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS TRÈS SOCIAUX

Numéro d'opération :
2018130550190

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500208

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

Le St Yves

36 chemin de Gibbes

13014 Marseille - 14e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment son article R.331-25-1, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le code général des impôts et notamment ses articles 257 - 7° bis b et 278 sexies IV,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. Il est accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés d'un montant maximum de 37 260,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).

Le calcul de la subvention et les caractéristiques techniques et financières de l'opération sont donnés en annexe.

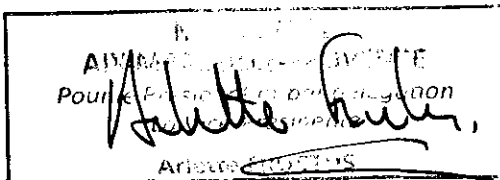
ARTICLE 2. Cette subvention sera versée sur présentation des pièces justificatives de la réalisation de l'opération au moment du règlement pour solde dans les conditions définies à l'article R331-16 du CCH.

Le versement est conditionné par la signature de la convention prévue à l'article R 331-25-1 du CCH.

ARTICLE 3. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 JAN. 2019


Aix-Marseille Provence
Pour le Président de la Métropole
Ariette GUSTERS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION

Aide : **PLAI adapté**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	37 260,00	17,24%
Subvention Département	21 617,00	10,00%
Subvention Région	10 000,00	4,63%
Subvention EPCI	6 000,00	2,78%
Ville de Marseille	10 000,00	4,63%
Autres	48 017,00	22,21%
Sous-total Subventions	132 894,00	61,48%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	52 381,00	24,23%
Prêt CDC foncier	20 794,00	9,62%
Sous-total Prêts	73 175,00	33,85%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	10 100,00	4,67%
Sous-total Fonds Propres	10 100,00	4,67%
Total du Financement (I + II + III)	216 169,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	216 169,00	

B. CALCUL DE LA SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS

Prix de revient prévisionnel pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	216 169,00 €
Nombre de logements PLAI adaptés	2
dont logement(s) destiné(s) aux grandes familles (T5 ou plus)	
Nombre de logements PLAI	2
Subvention accordée pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	37 260,00 €
Calcul réalisé sur la base suivante:	
Montant suivant les valeurs de référence du PLAI adapté	37 260,00 €

AIX
MARSEILLE
PROVENCE
2018
2019

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION D'ÉTABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT

Numéro d'opération :
2018130550081

N° SIREN du maître d'ouvrage
495286098

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

Residences Sociales de France

1 BOULEVARD HIPPOLYTE MARQUÈS

94200 Ivry-sur-Seine

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500218

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13215 Marseille - 15e arrondissement

Nature des logements

Hébergement

Type de bénéficiaire

Autres publics spécifiques

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : Marseille UHU
Création d'un établissement de 120 logements
3F Résidences
29 31 boulevard de Magallon
13015 Marseille - 15e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-96 à R.331-110, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c, 278 sexies I - 2 et 3 et 315-0,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la création, l'acquisition ou l'amélioration d'un établissement d'hébergement de 120 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 120 collectif(s) prévu pour 194 place(s) se décomposant comme suit :

120 logements Aide spécifique hébergement
au bénéficiaire désigné : Residences Sociales de France (n° SIREN : 495286098).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 1 176 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 5° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte.

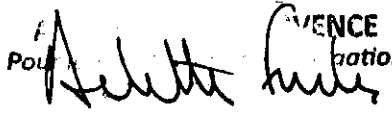
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Pour bénéficier de la subvention, une convention d'une durée minimum de 40 ans, portée à 50 ans si le montant des travaux par place dépasse 100 000 €, est conclu par la maîtrise d'ouvrage avec le représentant de l'Etat dans le département, le cas échéant, le délégataire, ainsi qu'avec le gestionnaire, et prévoit que l'établissement ainsi financé conserve sa vocation d'hébergement et suspend la convention APL mentionnée à l'article 5 de la présente décision. A l'issue de cette durée, ou en cas de rupture de la convention de vocation à hébergement, la convention APL entre de nouveau en vigueur.

ARTICLE 8. Le Président de la métropole Aix-Marseille-Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 JAN. 2019


Art. 1

ANNEXE A : A DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **Produit spécifique hébergement**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	1 176 000,00	9,66%
Sous-total Subventions	1 176 000,00	9,66%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	11 002 933,00	90,34%
Sous-total Prêts	11 002 933,00	90,34%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	12 178 933,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	12 178 933,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 7 552 682,74 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 120

Surface utile : 2 447,00 m²

Assiette : 7 552 682,74 €

SUBVENTION : 1 176 000,00 €

Taux moyen de subvention : 15,57 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 1 176 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 916 782,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	8 103 573,00 €
Prestations intellectuelles et frais	1 515 809,00 €
Prix de revient H.T.	11 536 164,00 €
Montant de la TVA	642 769,00 €
Prix de revient TTC	12 178 933,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	4 977,09 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550219

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500284
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13075 Plan-de-Cuques

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2018

Opération : Monts Blancs_PLS
65 avenue des Monts Blancs
13380 Plan-de-Cuques

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 1 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 JAN. 2019

**METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE**
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS
Arlette FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	54 877,00	23,31%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	144 576,00	61,40%	1,86%
Prêts Autres	7 000,00	2,97%	
Sous-total Prêts	206 453,00	87,68%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	29 000,00	12,32%	
Sous-total Fonds Propres	29 000,00	12,32%	
Total du Financement (I + II + III)	235 453,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	235 453,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	0	
Logements « Individuel »	1	81,00 m²
Totaux pour le financement des logements « PLS »	1	81,00 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	81,00 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	49 888,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	143 149,00 €
Prestations intellectuelles et frais	21 010,00 €
Prix de revient H.T.	214 047,00 €
Montant de la TVA	21 406,00 €
Prix de revient TTC	235 453,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 906,83 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 39
01 10 85
01 79 74

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550123

N° SIREN du maître d'ouvrage

058811670

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500283

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13075 Plan-de-Cuques

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

Monts Blancs

Opération de 7 logements

65 avenue des Monts Blancs

13380 Plan-de-Cuques

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 6 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLUS
- 2 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 19 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

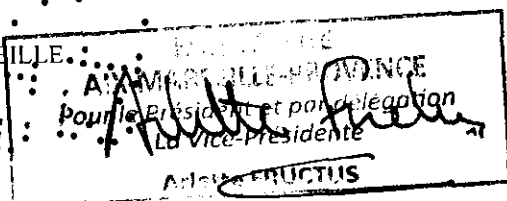
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE.



le : 24 JAN. 2018

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	12 000,00	1,38%
Sous-total Subventions	12 000,00	1,38%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	193 309,00	22,27%
Prêt CDC logement	425 479,00	49,03%
1%.	80 000,00	9,22%
Prêts Autres	28 000,00	3,23%
Sous-total Prêts	726 788,00	83,75%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	129 067,00	14,87%
Sous-total Fonds Propres	129 067,00	14,87%
Total du Financement (I + II + III)	867 855,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	19 600,00	4,52%
Subvention EPCI	6 000,00	1,38%
Sous-total Subventions	25 600,00	5,90%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	96 655,00	22,27%
Prêt CDC logement	212 739,00	49,03%
1%.	40 000,00	9,22%
Prêts Autres	14 000,00	3,23%
Sous-total Prêts	363 394,00	83,75%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	44 933,00	10,35%
Sous-total Fonds Propres	44 933,00	10,35%
Total du Financement (I + II + III)	433 927,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	19 600,00	1,51%
Subvention EPCI	18 000,00	1,38%
Sous-total Subventions	37 600,00	2,89%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	638 218,00	49,03%
Prêt CDC foncier	289 964,00	22,27%
Prêts Autres	42 000,00	3,23%
1%.	120 000,00	9,22%

Sous-total Prêts	1 090 182,00	83,75%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	174 000,00	13,37%
Sous-total Fonds Propres	174 000,00	13,37%
Total du Financement (I + II + III)	1 301 782,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 301 782,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 795 884,57 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	4	300,00 m²
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	4	300,00 m²
Assiette *	:	530 589,71 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	2	150,00 m²
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	2	150,00 m²
Assiette *	:	265 294,86 €
Taux de subvention	:	7,39 %
SUBVENTION	:	19 600,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6	Surface utile :	450,00 m²
Assiette : 795 884,57 €	SUBVENTION :	19 600,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,46 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

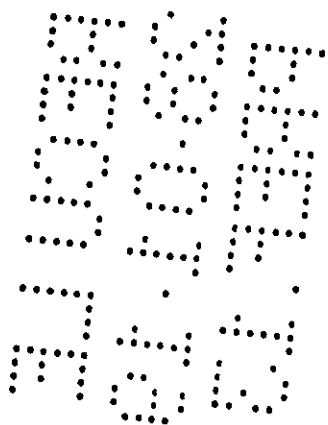
SUBVENTION : 19 600,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	271 444,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	795 275,00 €
Prestations intellectuelles et frais	116 720,00 €
Prix de revient H.T.	1 183 439,00 €
Montant de la TVA	118 343,00 €
Prix de revient TTC	1 301 782,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 892,85 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



19 / 092 / D _

Document communiqué
en application de la loi
n° 178 du 1962

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550060

N° SIREN du maître d'ouvrage
475680815

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. VILOGIA

74 rue Jean Jaurès
BP 10430

59664 VILLENEUVE D'ASCQ

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500285

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13210 Marseille - 10e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : JARDIN DES LICES_PLS
105 107 bd de pont de vivaux
13010 Marseille

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018.

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 9 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 9 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 9 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. VILOGIA (n° SIREN : 475680815).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 JAN. 2018

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	419 292,00	35,00%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	191 677,00	16,00%	1,88%
Prêt complémentaire CDC	411 210,00	34,33%	1,86%
Prêts Autres	56 000,00	4,67%	
Sous-total Prêts	1 078 179,00	90,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	119 798,00	10,00%	
Sous-total Fonds Propres	119 798,00	10,00%	
Total du Financement (I + II + III)	1 197 977,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 197 977,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Logements « Collectif »
Logements « Individuel »

Nombre de logements

9

Surface utile

519,60 m²

Totaux pour le financement des logements « PLS »

9

519,60 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 9

Surface utile :

519,60 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	362 223,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	672 701,00 €
Prestations intellectuelles et frais	56 030,00 €
Prix de revient H.T.	1 090 954,00 €
Montant de la TVA	107 023,00 €
Prix de revient TTC	1 197 977,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 305,58 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 34
01 10 85
01 73 44

19 / 093 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550129

N° SIREN du maître d'ouvrage

339804858

Famille d'organisme

Entreprises commerciales

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

69 che de vassieux

69300 Caluire-et-Cuire

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500306

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13201 Marseille - 1er arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

80 rue Nationale

80 rue Nationale

13001 Marseille - 1er arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 8 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME (n° SIREN : 339804858).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 111 628,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

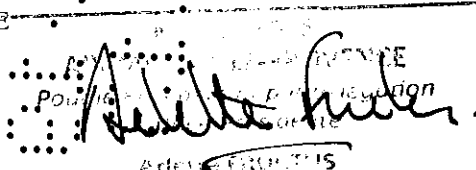
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

24 JAN 2018


Président de la Métropole Aix-Marseille Provence
Art. 181-1 du R.D. 2015

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	111 628,00	17,46%
Conseil Régional	40 000,00	6,25%
Ville de Marseille	40 000,00	6,25%
Subvention EPCI	192 000,00	30,02%
Sous-total Subventions	383 628,00	59,99%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	89 560,00	14,00%
Prêt CDC logement	70 399,00	11,01%
Sous-total Prêts	159 959,00	25,01%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	95 928,00	15,00%
Sous-total Fonds Propres	95 928,00	15,00%
Total du Financement (I + II + III)	639 515,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	639 515,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 446 512,59 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

8

193,46 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

8

193,46 m²

Assiette *	:	446 512,59 €
Taux de subvention	:	25,00 %
SUBVENTION	:	111 628,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8	Surface utile :	193,46 m²
Assiette : 446 512,59 €	SUBVENTION :	111 628,00 €
	Taux moyen de subvention :	25,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 111 628,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	95 126,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	410 112,00 €
Prestations intellectuelles et frais	86 724,00 €
Décision No : 20181305500306	Page : 4/5

Prix de revient H.T.	591 962,00 €
Montant de la TVA	47 553,00 €
Prix de revient TTC	639 515,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	3 305,67 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2017130550073

N° SIREN du maître d'ouvrage

060804770

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national

BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500274

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13212 Marseille - 12e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : Amaryllis concours France Domaine Marseille 12e

construction neuve de 30 logements

122 chemin des Amaryllis

13012 marseille

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

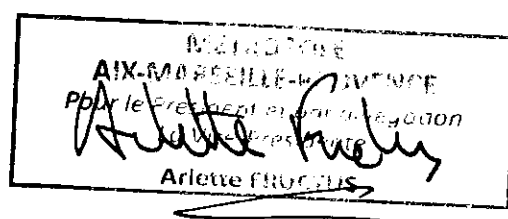
DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 10 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 10 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : S.A. LOGIREM (n° SIREN : 060804770).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 98 000,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
 - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

24 JAN 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	98 000,00	6,53%
Subvention Département	75 000,00	5,00%
Subvention Région	75 000,00	5,00%
Sous-total Subventions	248 000,00	16,54%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	739 757,00	49,32%
Prêt CDC foncier	367 024,00	24,47%
1%.	100 000,00	6,67%
Sous-total Prêts	1 206 781,00	80,46%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	44 979,99	3,00%
Sous-total Fonds Propres	44 979,99	3,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 499 760,99	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 499 760,99	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 873 023,54 €

Aide : **PLA-I**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	534,39 m²
Logements « Individuel »	0	

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	10	534,39 m²
Assiette *	:	873 023,54 €
Taux de subvention	:	11,23 %
SUBVENTION	:	98 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10	Surface utile :	534,39 m²
Assiette : 873 023,54 €	SUBVENTION :	98 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	11,23 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 98 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	351 271,82 €
Coût du bâtiment ou des travaux	819 055,45 €
Prestations intellectuelles et frais	198 739,45 €
Décision No : 20181305500274	Page : 3/4

Prix de revient H.T.	1 369 066,72 €
Montant de la TVA	130 694,27 €
Prix de revient TTC	1 499 760,99 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 806,49 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 095 / D

MAIRIE D'AIX-EN-PROVENCE
13000 AIX-EN-PROVENCE

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550195

N° SIREN du maître d'ouvrage

060804770

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national

BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500275

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13212 Marseille - 12e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

Amaryllis PLS

122 chemin des Amaryllis

13012 marseille

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843477/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 10 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 10 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. LOGIREM (n° SIREN : 060804770).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

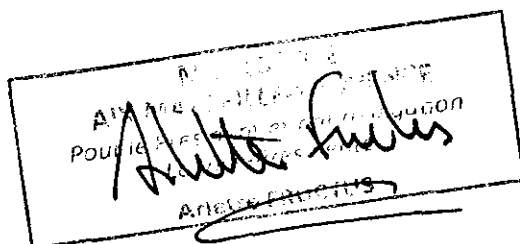
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 JAN 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention Région	75 000,00	4,63%	
Subvention Département	75 000,00	4,63%	
Sous-total Subventions	150 000,00	9,27%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	373 555,00	23,08%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	748 233,00	46,23%	1,86%
1%.	100 000,00	6,18%	0,25%
Sous-total Prêts	1 221 788,00	75,48%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	246 858,00	15,25%	
Sous-total Fonds Propres	246 858,00	15,25%	
Total du Financement (I + II + III)	1 618 646,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 618 646,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	549,92 m²
Logements « Individuel »	0	
Totaux pour le financement des logements « PLS »	10	549,92 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10	Surface utile :	549,92 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	420 480,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	828 440,91 €
Prestations intellectuelles et frais	231 014,91 €
Prix de revient H.T.	1 479 935,82 €
Montant de la TVA	138 710,18 €
Prix de revient TTC	1 618 646,00 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 0039
01 10 85
01 7399

19 / 096 / D _

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550041

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500302

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13030 Cuges-les-Pins

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération :
CUGES-LES-PINS - Les Vignaux
ZAC Les Vigneaux
13780 Cuges-les-Pins

2018
13030
2018

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 23 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 23 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 14 logements PLUS

- 9 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 88 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

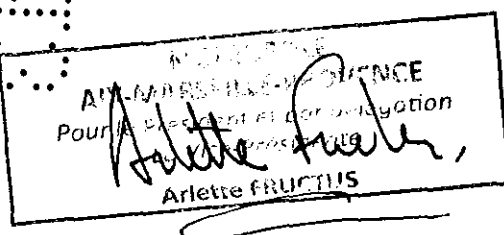
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 24 JAN. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	88 200,00	7,06%
Subvention Département	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	88 200,00	7,06%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	818 987,00	65,59%
Prêt CDC foncier	341 471,00	27,35%
Sous-total Prêts	1 160 458,00	92,94%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	1,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 248 659,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	90 000,00	4,79%
Sous-total Subventions	90 000,00	4,79%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 234 817,00	65,78%
Prêt CDC foncier	552 373,00	29,43%
Sous-total Prêts	1 787 190,00	95,21%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 877 190,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	90 000,00	2,88%
Subvention Etat	88 200,00	2,82%
Sous-total Subventions	178 200,00	5,70%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 053 804,00	65,70%
Prêt CDC foncier	893 844,00	28,60%
Sous-total Prêts	2 947 648,00	94,30%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	1,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	3 125 849,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 125 849,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 287 883,82 €

Aide : PLUS		Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Collectif »	14	868,78 m²
	Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »		14	868,78 m²
	Assiette *	:	1 413 854,75 €
	Taux de subvention	:	0,00 %
	SUBVENTION	:	0,00 €
Aide : PLA-I		Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Collectif »	9	537,07 m²
	Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »		9	537,07 m²
	Assiette *	:	874 029,07 €
	Taux de subvention	:	10,09 %
	SUBVENTION	:	88 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 23	Surface utile :	1 405,85 m²
Assiette : 2 287 883,82 €	SUBVENTION :	88 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,86 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 88 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	911 851,90 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 389 680,10 €
Prestations intellectuelles et frais	47 416,00 €
Prix de revient H.T.	2 838 948,00 €
Montant de la TVA	286 301,00 €
Prix de revient TTC	3 125 849,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 223,46 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 097 / D 1

RECUEIL
2019
13

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDÉS

Numéro d'opération :
2018130550218

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500303
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13030 Cuges-les-Pins

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 3
Zonage "ABC" : Zone B

Exercice
2018

Opération : CUGES-LES-PINS - Les Vignaux PLS
Les Vigneaux
13780 Cuges-les-Pins

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 juin 2018.

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLS

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

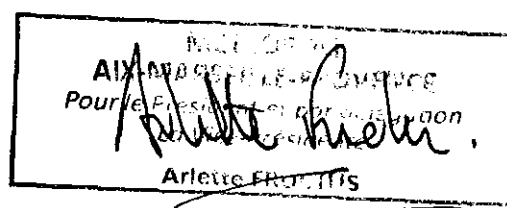
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

26 JAN 2019


Aix-Marseille Provence
Pour le Président et par délégation
Arlette Francini

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Prêt CDC logement	304 827,00	42,77%	1,80%
Prêt CDC foncier	204 252,00	28,66%	1,80%
Sous-total Prêts	509 079,00	71,43%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	203 592,00	28,57%	
Sous-total Fonds Propres	203 592,00	28,57%	
Total du Financement (I + II + III)	712 671,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	712 671,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

6

321,25 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

6

321,25 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6

Surface utile :

321,25 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

208 675,50 €

Coût du bâtiment ou des travaux

430 069,50 €

Prestations intellectuelles et frais

8 515,00 €

Prix de revient H.T.

647 260,00 €

Montant de la TVA

65 411,00 €

Prix de revient TTC

712 671,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 218,43 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Décision No : 20181305500303

Page : 3/4

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 0039
01 10 80
01 7344

19 / 098 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2017130550134

N° SIREN du maître d'ouvrage

307502831

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO

6 BIS r de la molle

CS 70835

13626 Aix-en-Provence Cedex 1

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500297

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13001 Aix-en-Provence

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

2018
1305500297
AIX-EN-PROVENCE

Opération :

GONDREAUX

Réhabilitation d'un immeuble ancien de 8 log.

7 rue des Gondreaux

13100 Aix-en-Provence

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO (n° SIREN : 307502831).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 91 933,89 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

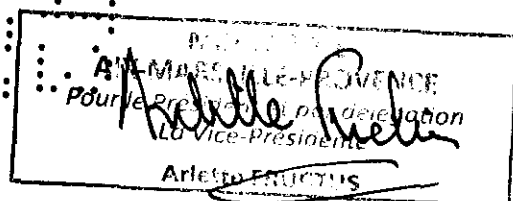
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 24 JAN 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	91 933,89	6,73%
Subvention EPCI	203 434,00	14,90%
Ville	400 000,00	29,29%
Sous-total Subventions	695 367,89	50,92%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	202 410,00	14,82%
Prêt CDC logement	147 793,00	10,82%
Sous-total Prêts	350 203,00	25,65%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	320 000,11	23,43%
Sous-total Fonds Propres	320 000,11	23,43%
Total du Financement (I + II + III)	1 365 571,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 365 571,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 367 735,56 €

Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	171,10 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	6	171,10 m²
Assiette *	:	367 735,56 €
Taux de subvention	:	25,00 %
SUBVENTION	:	91 933,89 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6	Surface utile :	171,10 m²
Assiette : 367 735,56 €	SUBVENTION :	91 933,89 €
	Taux moyen de subvention :	25,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 91 933,89 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	467 230,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	601 022,00 €
Prestations intellectuelles et frais	209 591,00 €
Prix de revient H.T.	1 277 843,00 €

Montant de la TVA	87 728,00 €
Prix de revient TTC	1 365 571,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	7 981,13 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 09 2018

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550207

N° SIREN du maître d'ouvrage

307502831

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO

6 BIS r de la molle

CS 70835

13626 Aix-en-Provence Cedex 1

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500298

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13001 Aix-en-Provence

Nature des logements

Autres logements foyers

Type de bénéficiaire

Personnes Agées

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : VILLA SOPHIE - résidence Autonomie

72 logements dont 35plus et 37pls

640 avenue de Bredasque

13090 Aix-en-Provence

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

Vu l'arrêté du Conseil Départemental en date du 07 septembre 2017, autorisant la création de la résidence autonomie "Villa Sophie" pour une capacité de 72 logements,

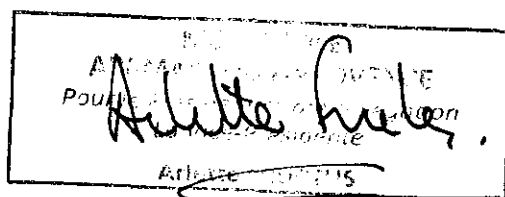
DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 35 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 35 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 35 logements PLUS
- au bénéficiaire désigné : S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO (n° SIREN : 307502831).
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

24 JAN 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	450 501,00	8,85%
Sous-total Subventions	450 501,00	8,85%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	918 011,00	18,04%
Prêt CDC logement	3 720 798,00	73,11%
Sous-total Prêts	4 638 809,00	91,15%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	5 089 310,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	5 089 310,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 886 891,11 €

Aide : PLUS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

35

1 554,85 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

35

1 554,85 m²

Assiette * : 3 886 891,11 €

Taux de subvention : 0,00 %

SUBVENTION : 0,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 35 Surface utile : 1 554,85 m²

Assiette : 3 886 891,11 € SUBVENTION : 0,00 €

Taux moyen de subvention : 0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T. 920 367,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux 3 478 597,00 €

Prestations intellectuelles et frais 503 374,00 €

Prix de revient H.T. 4 902 338,00 €

Montant de la TVA 186 972,00 €

Prix de revient TTC 5 089 310,00 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 1034
01 10 02
01 7344



19 / 00 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550222

N° SIREN du maître d'ouvrage

307502831

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO

6 BIS r de la molle

CS 70835

13626 Aix-en-Provence Cedex 1

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500299

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13001 Aix-en-Provence

Nature des logements

Autres logements foyers

Type de bénéficiaire

Personnes Agées

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : VILLA SOPHIE_PLS_résidence Autonomie

72 logements dint 35plus et 37PLS

640 avenue de Bredasque

13090 Aix-en-Provence

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (C.G.I.) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III, ...

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017, ...

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018, ...

Vu l'arrêté du Conseil Départemental en date du 07 septembre 2017, autorisant la création de la résidence autonomie "Villa Sophie" pour une capacité de 72 logements,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 37 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 37 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 37 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO (n° SIREN : 307502831).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

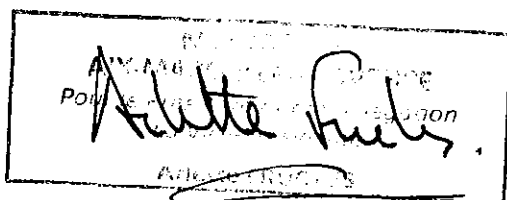
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 JAN 2019


Pour le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence
Achille Fuchs

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	391 106,00	6,57%	
Subvention Autres	440 000,00	7,39%	
Sous-total Subventions	831 106,00	13,96%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	1 053 842,00	17,70%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	4 068 824,00	68,34%	1,86%
Sous-total Prêts	5 122 666,00	86,04%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	5 953 772,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	5 953 772,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

37

1 778,70 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

37

1 778,70 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 37

Surface utile :

1 778,70 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 080 431,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 751 560,00 €
Prestations intellectuelles et frais	588 247,00 €
Prix de revient H.T.	5 420 238,00 €
Montant de la TVA	533 534,00 €
Prix de revient TTC	5 953 772,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	3 347,26 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 34
01 10 34
01 10 34

19 / 101 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550244

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500290

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13015 Bouc-Bel-Air

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : BOUC BEL AIR - SITE MONTAURY
RESIDENCE INTERGENERATIONNELLE -PLEINE PROPRIETE
CHEMIN DE SAUVECANE
13320 BOUC BEL AIR

COPIE
DE
LA
DECISION
N° 20181305500290
DU 19/10/2018

COPIE
DE
LA
DECISION
N° 20181305500290
DU 19/10/2018

COPIE
DE
LA
DECISION
N° 20181305500290
DU 19/10/2018

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 56 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 56 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 27 logements PLUS
- 29 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 284 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

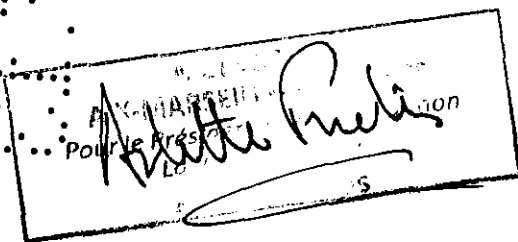
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE :


Aix-Marseille Provence
Pour le Président
Le

le : 24 JAN. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	0,00	0,00%
Subvention Commune	150 000,00	3,19%
Subvention EPCI	262 633,00	5,58%
Sous-total Subventions	412 633,00	8,77%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 520 400,00	32,33%
Prêt CDC logement	1 387 472,00	29,50%
Prêts Autres	189 000,00	4,02%
Sous-total Prêts	3 096 872,00	65,85%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 193 410,00	25,38%
Sous-total Fonds Propres	1 193 410,00	25,38%
Total du Financement (I + II + III)	4 702 915,00	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	284 200,00	5,52%
Subvention Département	150 000,00	2,91%
Subvention Commune	0,00	0,00%
Subvention EPCI	336 485,00	6,53%
Sous-total Subventions	770 685,00	14,96%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 515 059,00	29,40%
Prêt CDC logement	1 382 598,00	26,83%
Prêts Autres	203 000,00	3,94%
Sous-total Prêts	3 100 657,00	60,17%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 281 800,00	24,87%
Sous-total Fonds Propres	1 281 800,00	24,87%
Total du Financement (I + II + III)	5 153 142,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	150 000,00	1,52%
Subvention Commune	150 000,00	1,52%
Subvention Etat	284 200,00	2,88%
Subvention EPCI	599 118,00	6,08%
Sous-total Subventions	1 183 318,00	12,01%
II - Partie Prêts		

Prêt CDC logement	2 770 070,00	28,11%
Prêt CDC foncier	3 035 459,00	30,80%
Prêts Autres	392 000,00	3,98%
Sous-total Prêts	6 197 529,00	62,88%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	2 475 210,00	25,11%
Sous-total Fonds Propres	2 475 210,00	25,11%
Total du Financement (I + II + III)	9 856 057,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	9 856 057,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 5 915 866,38 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	27	1 875,95 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	27	1 875,95 m²
Assiette *	:	2 963 137,77 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	29	1 869,36 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	29	1 869,36 m²
Assiette *	:	2 952 728,61 €
Taux de subvention	:	9,62 %
SUBVENTION	:	284 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 56	Surface utile :	3 745,31 m²
Assiette : 5 915 866,38 €	SUBVENTION :	284 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,80 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

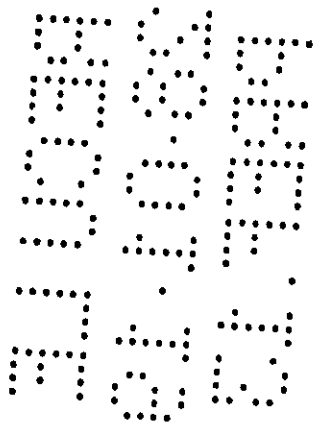
SUBVENTION :	284 200,00 €
---------------------	---------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	3 139 299,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	4 484 714,00 €
Prestations intellectuelles et frais	1 345 414,00 €
Prix de revient H.T.	8 969 427,00 €
Montant de la TVA	886 630,00 €
Prix de revient TTC	9 856 057,00 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550220

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500291

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13015 Bouc-Bel-Air

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : BOUC BEL AIR - SITE MONTAURY_PLS
CHEMIN DE SAUVECANE
13320 BOUC BEL AIR

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 16 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 16 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 16 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

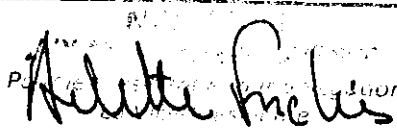
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 JAN 2018


Hélène Melus
Adjointe au Président

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention Département	75 000,00	2,58%	
Subvention EPCI	76 910,00	2,65%	
Sous-total Subventions	151 910,00	5,23%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	963 163,00	33,17%	1,30%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	633 930,00	21,83%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	318 041,00	10,95%	1,86%
Prêts Autres	112 000,00	3,86%	
Sous-total Prêts	2 027 134,00	69,81%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	724 761,00	24,96%	
Sous-total Fonds Propres	724 761,00	24,96%	
Total du Financement (I + II + III)	2 903 805,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	2 903 805,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

16

1 098,72 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

16

1 098,72 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 16

Surface utile :

1 098,72 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

925 394,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

1 321 991,00 €

Prestations intellectuelles et frais

396 597,00 €

Prix de revient H.T.

2 643 982,00 €

Montant de la TVA

259 823,00 €

Décision No : 20181305500291

Page : 3/4

Prix de revient TTC

2 903 805,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 642,90 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 39
01 10 39
01 10 39



DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550126

N° SIREN du maître d'ouvrage
788058030

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

ADOMA

42 r cambronne

75015 Paris

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500313

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13103 Salon-de-Provence

Nature des logements

Résidence sociale

Type de bénéficiaire

Publics issus de FTM

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2018

Opération : SALON DE PROVENCE LES ARCADES
Construction d'une RS de 219 PLAI
79 boulevard du roi René
13300 Salon-de-Provence

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe 11,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-4843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 219 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 219 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 219 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : ADOMA (n° SIREN : 788058030).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 2 146 200,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
 - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 JAN 2019

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
Arlotte PRUCHES
Arlotte PRUCHES

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotients
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	2 146 200,00	14,77%
Subvention EPCI	876 000,00	6,03%
Conseil Régional	150 000,00	1,03%
Sous-total Subventions	3 172 200,00	21,83%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	9 904 614,00	68,17%
Sous-total Prêts	9 904 614,00	68,17%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 452 980,00	10,00%
Sous-total Fonds Propres	1 452 980,00	10,00%
Total du Financement (I + II + III)	14 529 794,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	14 529 794,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 16 773 213,04 €

Aide : **PLA-I**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	219	4 522,00 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	219	4 522,00 m²
Assiette *	:	16 773 213,04 €
Taux de subvention	:	12,80 %
SUBVENTION	:	2 146 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 219	Surface utile :	4 522,00 m²
Assiette : 16 773 213,04 €	SUBVENTION :	2 146 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	12,80 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 2 146 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 010 000,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	12 861 023,00 €
Prestations intellectuelles et frais	658 771,00 €
Prix de revient H.T.	14 529 794,00 €
Montant de la TVA	

Prix de revient TTC

14 529 794,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

3 213,13 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 000
01.10.85
01.10.85

19 / 104 / D

MAIRIE D'AIX-EN-PROVENCE
13000 AIX-EN-PROVENCE
04 91 92 00 00

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550179

N° SIREN du maître d'ouvrage
966802381

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

Logeo Méditerranée

72 av de toulon
BP 89

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500282
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
83120 Saint-Zacharie

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2018

Opération : Peigros-PLS
Chemin de Saint-Clair
83640 Saint-Zacharie

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 7 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 7 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 7 logements PLS

au bénéficiaire désigné : Logeo Méditerranée (n° SIREN : 966802381).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

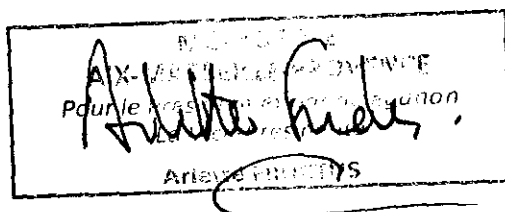
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 JAN 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Autres	66 788,00	5,05%	
Conseil Régional	35 000,00	3,17%	
Sous-total Subventions	101 788,00	9,23%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	317 566,00	28,78%	1,85%
CDC foncier PLS	245 096,00	22,22%	1,85%
Autres	49 000,00	4,44%	
Sous-total Prêts	611 662,00	55,44%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	389 809,00	35,33%	
Sous-total Fonds Propres	389 809,00	35,33%	
Total du Financement (I + II + III)	1 103 259,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 103 259,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

7

400,00 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

7

400,00 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 7

Surface utile :

400,00 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

272 524,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

611 879,00 €

Prestations intellectuelles et frais

118 560,00 €

Prix de revient H.T.

1 002 963,00 €

Montant de la TVA

100 296,00 €

Prix de revient TTC

1 103 259,00 €

Décision No : 20181305500282

Page : 3/4

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 758,15 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 34
01 10 35
01 73 44

19 / 105 / 0

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550046

N° SIREN du maître d'ouvrage
966802381

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

Logeo Méditerranée

72 av de toulon
BP 89

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500281

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

83120 Saint-Zacharie

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : St Zacharie - Peigros
Chemin de Saint-Clair
83640 Saint-Zacharie

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 25 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 25 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 15 logements PLUS
- 10 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : Logeo Méditerranée (n° SIREN : 966802381).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 98 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

MÉTROPOLITAIN
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

le : 24 JUIN 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	98 000,00	4,96%
Subvention EPCI	64 000,00	3,24%
Subvention Autres	116 205,89	5,88%
Conseil Régional	51 471,00	2,61%
Sous-total Subventions	329 676,89	16,69%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	723 692,00	36,63%
Prêt CDC foncier	426 483,00	21,58%
Prêts Autres	71 803,33	3,63%
1%.	249 471,00	12,63%
Sous-total Prêts	1 471 449,33	74,47%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	174 721,06	8,84%
Sous-total Fonds Propres	174 721,06	8,84%
Total du Financement (I + II + III)	1 975 847,28	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	96 000,00	3,55%
Subvention Autres	167 006,11	6,18%
Conseil Régional	73 529,00	2,72%
Sous-total Subventions	336 535,11	12,45%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 039 912,00	38,48%
Prêt CDC foncier	612 836,00	22,68%
Prêts Autres	103 196,67	3,82%
1%.	358 529,00	13,27%
Sous-total Prêts	2 114 473,67	78,24%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	251 467,94	9,31%
Sous-total Fonds Propres	251 467,94	9,31%
Total du Financement (I + II + III)	2 702 476,72	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Autres	283 212,00	6,05%
Conseil Régional	125 000,00	2,67%
Subvention Etat	98 000,00	2,09%
Subvention EPCI	160 000,00	3,42%

Sous-total Subventions	666 212,00	14,24%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 763 604,00	37,70%
Prêt CDC foncier	1 039 319,00	22,22%
Prêts Autres	175 000,00	3,74%
1%.	608 000,00	13,00%
Sous-total Prêts	3 585 923,00	76,65%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	426 189,00	9,11%
Sous-total Fonds Propres	426 189,00	9,11%
Total du Financement (I + II + III)	4 678 324,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 678 324,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 817 935,73 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	15	1 003,17 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	15	1 003,17 m²
Assiette *	:	1 661 603,01 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	698,12 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	10	698,12 m²
Assiette *	:	1 156 332,72 €
Taux de subvention	:	8,48 %
SUBVENTION	:	98 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 25	Surface utile :	1 701,29 m²
Assiette : 2 817 935,73 €	SUBVENTION :	98 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,48 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	98 000,00 €
--------------	-------------

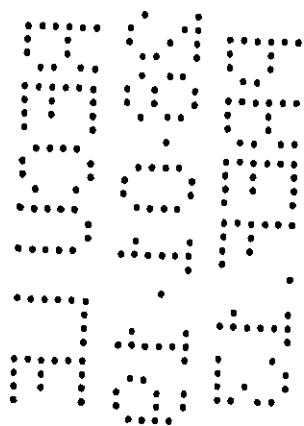
II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 155 626,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 594 648,00 €
Prestations intellectuelles et frais	502 748,00 €
Décision No : 20181305500281	Page : 5/6

Prix de revient H.T.	4 253 022,00 €
Montant de la TVA	425 302,00 €
Prix de revient TTC	4 678 324,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 749,87 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



19 / 106 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550038

N° SIREN du maître d'ouvrage
966802381

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

Logeo Méditerranée

72 av de toulon
BP 89

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500280

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13050 Lambesc

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : LAMBESC - LAVALDENAN
site « Lavaldenan »
13410 Lambesc

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 24 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 24 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 15 logements PLUS

- 9 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : Logeo Méditerranée (n° SIREN : 966802381).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 88 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

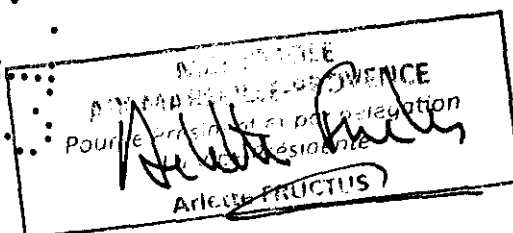
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE :



le : 24 JAN. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	88 200,00	5,30%
Subvention EPCI	171 159,60	10,29%
Subvention Région	150 000,00	9,02%
Sous-total Subventions	409 359,60	24,62%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	451 288,00	27,14%
Prêts PEEC	101 622,49	6,11%
Prêt CDC foncier	388 881,00	23,39%
Prêts Autres	76 217,85	4,58%
Sous-total Prêts	1 018 009,34	61,22%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	235 377,43	14,16%
Sous-total Fonds Propres	235 377,43	14,16%
Total du Financement (I + II + III)	1 662 746,37	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	97 510,40	4,39%
Subvention Région	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	97 510,40	4,39%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	752 147,00	33,83%
Prêts PEEC	178 377,51	8,02%
Prêt CDC foncier	648 134,00	29,15%
Prêts Autres	133 782,15	6,02%
Sous-total Prêts	1 712 440,66	77,03%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	413 148,57	18,58%
Sous-total Fonds Propres	413 148,57	18,58%
Total du Financement (I + II + III)	2 223 099,63	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	88 200,00	2,27%
Subvention EPCI	268 670,00	6,91%
Subvention Région	150 000,00	3,86%
Sous-total Subventions	506 870,00	13,04%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 203 435,00	30,97%

Prêt CDC foncier	1 037 015,00	26,69%
Prêts Autres	210 000,00	5,40%
Prêts PEEC	280 000,00	7,21%
Sous-total Prêts	2 730 450,00	70,27%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	648 526,00	16,69%
Sous-total Fonds Propres	648 526,00	16,69%
Total du Financement (I + II + III)	3 885 846,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 885 846,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 181 681,70 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	15	980,28 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	15	980,28 m²
Assiette *	:	1 389 867,71 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	9	558,47 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	9	558,47 m²
Assiette *	:	791 813,99 €
Taux de subvention	:	11,14 %
SUBVENTION	:	88 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 24	Surface utile :	1 538,75 m²
Assiette : 2 181 681,70 €	SUBVENTION :	88 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,04 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	88 200,00 €
---------------------	--------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

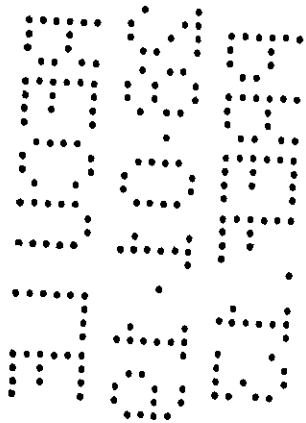
Charge foncière H.T.	319 123,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 244 389,00 €
Prestations intellectuelles et frais	469 075,00 €
Prix de revient H.T.	3 532 587,00 €
Montant de la TVA	353 259,00 €
Prix de revient TTC	3 885 846,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 525,33 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



19 / 107 / D3

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550210

N° SIREN du maître d'ouvrage

966802381

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

Logeo Méditerranée

72 av de toulon

BP 89

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500279

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13050 Lambesc

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2018

Opération :

Lavaldenan PLS

site « Lavaldenan »

13410 Lambesc

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLS

au bénéficiaire désigné : Logeo Méditerranée (n° SIREN : 966802381).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

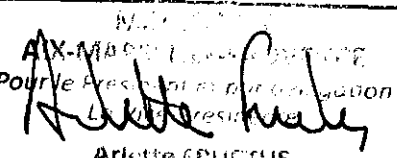
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 JAN 2019


Ariette FRUCHIS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	29 541,00	3,04%	
Sous-total Subventions	29 541,00	3,04%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	259 254,00	26,59%	1,86%
Prêt CDC foncier	236 192,00	24,31%	1,86%
Sous-total Prêts	495 446,00	51,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	446 475,00	45,96%	
Sous-total Fonds Propres	446 475,00	45,96%	
Total du Financement (I + II + III)	971 462,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	971 462,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

6

373,47 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

6

373,47 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6

Surface utile :

373,47 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	204 781,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	561 097,00 €
Prestations intellectuelles et frais	117 269,00 €
Prix de revient H.T.	883 147,00 €
Montant de la TVA	88 315,00 €
Prix de revient TTC	971 462,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 601,18 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 34
01 10 85
01 10 34

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550159

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500301

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13007 Auriol

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : Les Restanques du Lorient 2
Chemin de la barrière
13390 Auriol

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 9 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 9 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLUS
- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 29 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

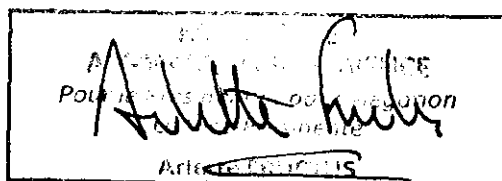
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 24 JAN 2018

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	0,00	0,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	264 972,00	35,24%
Prêt CDC logement	238 726,00	31,74%
Prêts Autres	42 000,00	5,59%
Sous-total Prêts	545 698,00	72,57%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	206 314,00	27,43%
Sous-total Fonds Propres	206 314,00	27,43%
Total du Financement (I + II + III)	752 012,00	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	29 400,00	7,53%
Sous-total Subventions	29 400,00	7,53%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	124 562,00	31,91%
Prêt CDC logement	112 224,00	28,75%
Prêts Autres	21 000,00	5,38%
Sous-total Prêts	257 786,00	66,04%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	103 156,00	26,43%
Sous-total Fonds Propres	103 156,00	26,43%
Total du Financement (I + II + III)	390 342,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	29 400,00	2,57%
Sous-total Subventions	29 400,00	2,57%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	350 950,00	30,72%
Prêt CDC foncier	389 534,00	34,10%
Prêts Autres	63 000,00	5,51%
Sous-total Prêts	803 484,00	70,34%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	309 470,00	27,09%
Sous-total Fonds Propres	309 470,00	27,09%
Total du Financement (I + II + III)	1 142 354,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 142 354,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 915 350,49 €

Aide : PLUS		Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Collectif »	6	336,72 m²
	Logements « Individuel »		
<hr/>			
Totaux pour le financement des logements « PLUS »		6	336,72 m²
	Assiette *	:	622 660,24 €
	Taux de subvention	:	0,00 %
	SUBVENTION	:	0,00 €
<hr/>			
Aide : PLA-I		Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Collectif »	3	158,28 m²
	Logements « Individuel »		
<hr/>			
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »		3	158,28 m²
	Assiette *	:	292 690,25 €
	Taux de subvention	:	10,04 %
	SUBVENTION	:	29 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 9	Surface utile :	495,00 m²
Assiette : 915 350,49 €	SUBVENTION :	29 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,21 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 29 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	364 107,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	520 153,00 €
Prestations intellectuelles et frais	156 046,00 €
Prix de revient H.T.	1 040 306,00 €
Montant de la TVA	102 048,00 €
Prix de revient TTC	1 142 354,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 307,79 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550173

N° SIREN du maître d'ouvrage
415750868

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM

141/145 AVENUE DU PRADO

13008 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500286

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13069 Péliganne

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice
2018

Opération : 13-PELISSANNE ILOT VIOUGUES
ANCIENNE RTE DE SALON
13320 Péliganne

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 10 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLUS
- 4 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM (n° SIREN : 415750868).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 39 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

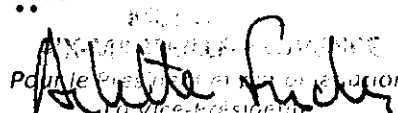
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 JAN 2019


Pour le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence
La Vice-Présidente
Arlette FOURNIER

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 200,00	5,82%
Subvention EPCI	4 000,00	0,59%
Sous-total Subventions	43 200,00	6,42%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	409 526,00	60,84%
Prêt CDC foncier	220 390,00	32,74%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	629 916,00	93,58%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	673 116,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	16 000,00	1,75%
Sous-total Subventions	16 000,00	1,75%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	227 534,00	24,87%
Prêt CDC foncier	242 238,00	26,48%
1%.	175 000,00	19,13%
Sous-total Prêts	644 772,00	70,48%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	254 075,00	27,77%
Sous-total Fonds Propres	254 075,00	27,77%
Total du Financement (I + II + III)	914 847,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 200,00	2,47%
Subvention EPCI	20 000,00	1,26%
Sous-total Subventions	59 200,00	3,73%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	637 060,00	40,12%
Prêt CDC foncier	462 628,00	29,13%
1%.	175 000,00	11,02%
Sous-total Prêts	1 274 688,00	80,27%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	254 075,00	16,00%

Sous-total Fonds Propres	254 075,00	16,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 587 963,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 587 963,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 961 156,22 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	370,40 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	6	370,40 m²
Assiette *	:	506 418,58 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	332,60 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	332,60 m²
Assiette *	:	454 737,64 €
Taux de subvention	:	8,62 %
SUBVENTION	:	39 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10	Surface utile :	703,00 m²
Assiette : 961 156,22 €	SUBVENTION :	39 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,08 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 39 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	473 064,90 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 03 818,10 €
Prestations intellectuelles et frais	10 073,00 €
Prix de revient H.T.	1 586 956,00 €
Montant de la TVA	1 007,00 €
Prix de revient TTC	1 587 963,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 258,84 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 10 / 2018

Document communiqué
en application de la loi
n° 178 du 1962

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550215

N° SIREN du maître d'ouvrage
415750868

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM

141/145 AVENUE DU PRADO

13008 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500287

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13069 Pélissanne

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2018

Opération :

Ilot Viougues-PLS

ANCIENNE RTE DE SALON

13320 Pélissanne

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 3 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 3 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 3 logements PLS

au bénéficiaire désigné : IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM (n° SIREN : 415750868).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

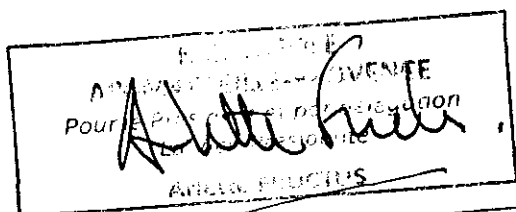
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 JAN 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	134 457,00	29,13%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	271 682,00	58,87%	1,86%
Sous-total Prêts	406 139,00	88,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	55 383,00	12,00%	
Sous-total Fonds Propres	55 383,00	12,00%	
Total du Financement (I + II + III)	461 522,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	461 522,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

3

205,80 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

3

205,80 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 3

Surface utile :

205,80 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	137 490,60 €
Coût du bâtiment ou des travaux	320 811,40 €
Prestations intellectuelles et frais	2 927,00 €
Prix de revient H.T.	461 229,00 €
Montant de la TVA	293,00 €
Prix de revient TTC	461 522,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 242,58 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Décision No : 20181305500287

Page : 3/4

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 03 2019
01 10 2019
01 03 2020

19 / 111 / D J

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550169

N° SIREN du maître d'ouvrage
415750868

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM

141/145 AVENUE DU PRADO

13008 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500270
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13041 Gardanne

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2018

19/11/2018

19/11/2018

19/11/2018

Opération : 13-GARDANNE-RUE HOCHÉ
RUE HOCHÉ
13120 Gardanne

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 38 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 38 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 19 logements PLUS
- 19 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM (n° SIREN : 415750868).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 186 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

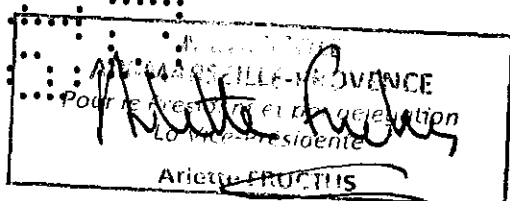
ARTICLE 6. En cas de non-réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

24 JUIN 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	186 200,00	6,78%
Subvention EPCI	247 314,00	9,01%
Sous-total Subventions	433 514,00	15,79%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 061 746,00	38,68%
Prêt CDC logement	1 249 635,00	45,53%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	2 311 381,00	84,21%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	2 744 895,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	197 753,00	5,99%
Sous-total Subventions	197 753,00	5,99%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 091 540,00	33,06%
Prêt CDC logement	1 532 628,00	46,42%
1%.	479 999,00	14,54%
Sous-total Prêts	3 104 167,00	94,01%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	3 301 920,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	186 200,00	3,08%
Subvention EPCI	445 067,00	7,36%
Sous-total Subventions	631 267,00	10,44%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 782 263,00	46,01%
Prêt CDC foncier	2 153 286,00	35,61%
1%.	479 999,00	7,94%
Sous-total Prêts	5 415 548,00	89,56%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	6 046 815,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	6 046 815,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 769 326,72 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	19	1 250,02 m ²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	19	1 250,02 m ²
Assiette *	:	1 910 740,73 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	19	1 215,90 m ²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	19	1 215,90 m ²
Assiette *	:	1 858 585,99 €
Taux de subvention	:	10,02 %
SUBVENTION	:	186 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 38	Surface utile :	2 465,92 m ²
Assiette : 3 769 326,72 €	SUBVENTION :	186 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,94 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	186 200,00 €
--------------	--------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 640 865,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 828 685,00 €
Prestations intellectuelles et frais	37 291,00 €
Prix de revient H.T.	5 506 841,00 €
Montant de la TVA	539 974,00 €
Prix de revient TTC	6 046 815,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 452,15 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 112 / D

19/112/D
19/112/D
19/112/D

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550217

N° SIREN du maître d'ouvrage
415750868

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM

141/145 AVENUE DU PRADO

13008 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500269

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13041 Gardanne

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : Rue HOCHÉ - PLS
RUE HOCHÉ
13120 Gardanne

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 24 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 24 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 24 logements PLS

au bénéficiaire désigné : IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM (n° SIREN : 415750868).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

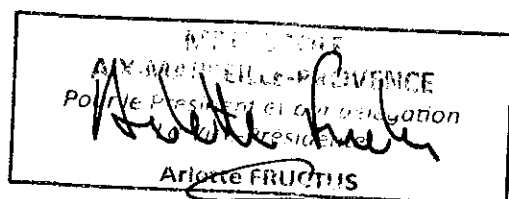
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 JAN 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	129 243,00	2,61%	
Sous-total Subventions	129 243,00	2,61%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	1 426 768,00	28,87%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	2 155 608,00	43,51%	1,86%
1%.	400 000,00	8,09%	
Sous-total Prêts	3 982 376,00	80,58%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	830 800,00	16,81%	
Sous-total Fonds Propres	830 800,00	16,81%	
Total du Financement (I + II + III)	4 942 419,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	4 942 419,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	24	1 633,92 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	24	1 633,92 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 24	Surface utile :	1 633,92 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 342 911,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 133 459,00 €
Prestations intellectuelles et frais	24 709,00 €
Prix de revient H.T.	4 501 079,00 €
Montant de la TVA	441 340,00 €
Prix de revient TTC	4 942 419,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	3 024,88 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 34
01 10 85
01 73 44

DECISION DE FINANCEMENT
POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550221

N° SIREN du maître d'ouvrage
415750868

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM

141/145 AVENUE DU PRADO

13008 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500294

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13213 Marseille - 13e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : PATIO RAPHAEL PLS
1 BOULEVARD RAPHAEL
13013 Marseille - 13e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 2 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 2 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 2 logements PLS

au bénéficiaire désigné : IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM (n° SIREN : 415750868).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le 24 JAN. 2018
Adjoint au Maire
Arlette Bouché
Adjointe au Maire

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	199 795,00	52,94%	1,86%
CDC foncier PLS	114 746,00	30,41%	1,86%
1%.	22 842,00	6,05%	
Sous-total Prêts	337 383,00	89,40%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	40 000,00	10,60%	
Sous-total Fonds Propres	40 000,00	10,60%	
Total du Financement (I + II + III)	377 383,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	377 383,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

2

158,05 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

2

158,05 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 2

Surface utile :

158,05 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.

82 927,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

187 623,00 €

Prestations intellectuelles et frais

79 975,00 €

Prix de revient H.T.

350 525,00 €

Montant de la TVA

26 858,00 €

Prix de revient TTC

377 383,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 387,74 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 114 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550176

N° SIREN du maître d'ouvrage
415750868

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM

141/145 AVENUE DU PRADO

13008 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500312

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13213 Marseille - 13e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

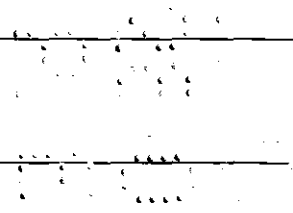
Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : 13-MARSEILLE PATIO RAPHAEL
1 BOULEVARD RAPHAEL
13013 Marseille - 13e arrondissement



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 11 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 11 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 7 logements PLUS
- 4 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM (n° SIREN : 415750868).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 136 773,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 JAN 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	66 248,00	12,93%
Subvention EPCI	48 000,00	9,37%
Sous-total Subventions	114 248,00	22,30%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	152 472,00	29,76%
Prêt CDC logement	215 614,00	42,08%
1%.	30 090,00	5,87%
Sous-total Prêts	398 176,00	77,70%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	512 424,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	70 525,00	6,57%
Subvention EPCI	84 000,00	7,83%
Sous-total Subventions	154 525,00	14,40%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	324 636,00	30,26%
Prêt CDC logement	394 854,00	36,80%
1%.	64 067,00	5,97%
Sous-total Prêts	783 557,00	73,04%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	134 750,00	12,56%
Sous-total Fonds Propres	134 750,00	12,56%
Total du Financement (I + II + III)	1 072 832,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	136 773,00	8,63%
Subvention EPCI	132 000,00	8,33%
Sous-total Subventions	268 773,00	16,95%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	610 468,00	38,51%
Prêt CDC foncier	477 108,00	30,10%
1%.	94 157,00	5,94%
Sous-total Prêts	1 181 733,00	74,55%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	134 750,00	8,50%

Sous-total Fonds Propres	134 750,00	8,50%
Total du Financement (I + II + III)	1 585 256,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 585 256,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 036 502,36 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	443,29 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	7	443,29 m²
Assiette *	:	705 261,99 €
Taux de subvention	:	10,00 %
SUBVENTION	:	70 525,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	208,20 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	208,20 m²
Assiette *	:	331 240,37 €
Taux de subvention	:	20,00 %
SUBVENTION	:	66 248,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 11	Surface utile :	651,49 m²
Assiette : 1 036 502,36 €	SUBVENTION :	136 773,00 €
	Taux moyen de subvention :	13,20 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	136 773,00 €
--------------	--------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	347 665,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	786 750,00 €
Prestations intellectuelles et frais	337 968,00 €
Prix de revient H.T.	1 472 383,00 €
Montant de la TVA	112 873,00 €
Prix de revient TTC	1 585 256,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 433,28 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550158

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500245

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13028 La Ciotat

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : MAISON BLANC FERNAND GASSION_ULS
14 Avenue Fernand Gassion
13600 La Ciotat

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

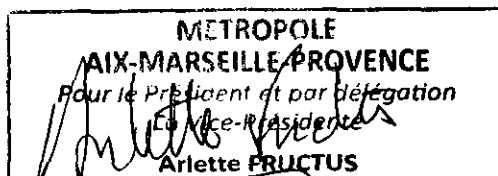
Vu la délibération DEV 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 18 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 18 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 18 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Prêt CDC logement	629 013,00	55,00%	1,35%
Prêt complémentaire CDC	514 647,00	45,00%	1,85%
Sous-total Prêts	1 143 660,00	100,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	1 143 660,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 143 660,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

18

1 088,87 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

18

1 088,87 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 18

Surface utile :

1 088,87 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	13 731,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	994 222,00 €
Prestations intellectuelles et frais	33 539,00 €
Prix de revient H.T.	1 041 492,00 €
Montant de la TVA	102 168,00 €
Prix de revient TTC	1 143 660,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 050,32 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 31
31 10 31
31 10 31

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550093

N° SIREN du maître d'ouvrage
782855696

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe
BP 31

13004 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500310
Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration
Commune (Insee)
13201 Marseille - 1er arrondissement

Exercice
2018

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
Rue Sénac
23 Rue Sénac
13001 Marseille

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLUS

- 2 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : 13 HABITAT (n° SIREN : 782855696).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 80 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

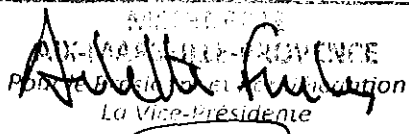
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 JAN. 2019


Ariette FRUCTUS
La Vice-Présidente

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	40 000,00	11,09%
Subvention EPCI	33 282,13	9,23%
Ville de Marseille	9 245,04	2,56%
Subvention Département	120 945,72	33,53%
Sous-total Subventions	203 472,89	56,42%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	66 925,00	18,56%
Prêt CDC foncier	55 016,00	15,25%
Sous-total Prêts	121 941,00	33,81%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	35 246,70	9,77%
Sous-total Fonds Propres	35 246,70	9,77%
Total du Financement (I + II + III)	360 660,59	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	40 800,00	5,36%
Subvention EPCI	74 717,87	9,82%
Ville de Marseille	20 754,96	2,73%
Subvention Département	271 521,28	35,69%
Sous-total Subventions	407 794,11	53,61%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	150 243,00	19,75%
Prêt CDC foncier	123 508,00	16,24%
Sous-total Prêts	273 751,00	35,99%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	79 128,30	10,40%
Sous-total Fonds Propres	79 128,30	10,40%
Total du Financement (I + II + III)	760 673,41	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	392 467,00	35,00%
Ville de Marseille	30 000,00	2,68%
Subvention Etat	80 800,00	7,21%
Subvention EPCI	108 000,00	9,63%
Sous-total Subventions	611 267,00	54,51%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	217 168,00	19,37%
Prêt CDC foncier	178 524,00	15,92%

Sous-total Prêts	395 692,00	35,29%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	114 375,00	10,20%
Sous-total Fonds Propres	114 375,00	10,20%
Total du Financement (I + II + III)	1 121 334,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 121 334,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 657 148,90 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	276,87 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	4	276,87 m²
Assiette *	:	454 634,72 €
Taux de subvention	:	8,97 %
SUBVENTION	:	40 800,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	2	123,33 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	2	123,33 m²
Assiette *	:	202 514,18 €
Taux de subvention	:	19,75 %
SUBVENTION	:	40 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6	Surface utile :	400,20 m²
Assiette : 657 148,90 €	SUBVENTION :	80 800,00 €
	Taux moyen de subvention.	12,30 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

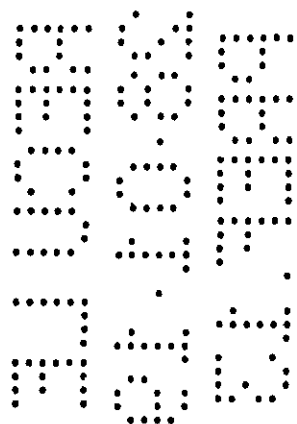
SUBVENTION :	80 800,00 €
---------------------	--------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	923 976,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	83 872,00 €
Prestations intellectuelles et frais	11 546,00 €
Prix de revient H.T.	1 019 394,00 €
Montant de la TVA	101 940,00 €
Prix de revient TTC	1 121 334,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 801,93 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



19 / 117 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550094

N° SIREN du maître d'ouvrage
782855696

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe

BP 31

13004 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500308

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13201 Marseille - 1er arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :
Rue de Rome
23 Rue de Rome
13001 Marseille

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 5 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 5 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 3 logements PLUS

- 2 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : 13 HABITAT (n° SIREN : 782855696).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 65 538,90 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

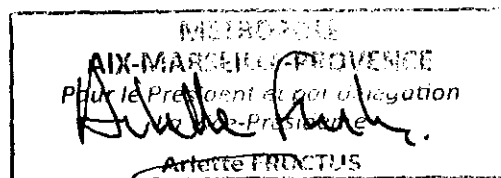
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 JAN 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	34 938,90	15,20%
Ville de Marseille	7 662,68	3,33%
Subvention EPCI	27 585,65	12,00%
Subvention Département	82 741,94	36,00%
Sous-total Subventions	152 929,17	66,53%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	27 270,00	11,86%
Prêt CDC foncier	34 414,00	14,97%
Sous-total Prêts	61 684,00	26,84%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	15 246,47	6,63%
Sous-total Fonds Propres	15 246,47	6,63%
Total du Financement (I + II + III)	229 859,64	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	30 600,00	5,65%
Ville de Marseille	17 337,32	3,20%
Subvention EPCI	62 414,35	11,53%
Subvention Département	187 209,06	34,58%
Sous-total Subventions	297 560,73	54,96%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	61 699,00	11,40%
Prêt CDC foncier	77 865,00	14,38%
Sous-total Prêts	139 564,00	25,78%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	104 302,63	19,26%
Sous-total Fonds Propres	104 302,63	19,26%
Total du Financement (I + II + III)	541 427,36	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	269 951,00	35,00%
Ville de Marseille	25 000,00	3,24%
Subvention Etat	65 538,90	8,50%
Subvention EPCI	90 000,00	11,67%
Sous-total Subventions	450 489,90	58,41%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	88 969,00	11,54%
Prêt CDC foncier	112 279,00	14,56%

Sous-total Prêts	201 248,00	26,09%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	119 549,10	15,50%
Sous-total Fonds Propres	119 549,10	15,50%
Total du Financement (I + II + III)	771 287,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	771 287,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 455 961,79 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	180,96 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	3	180,96 m²
Assiette *	:	316 206,20 €
Taux de subvention	:	9,68 %
SUBVENTION	:	30 600,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	2	79,98 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	2	79,98 m²
Assiette *	:	139 755,59 €
Taux de subvention	:	25,00 %
SUBVENTION	:	34 938,90 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5	Surface utile :	260,94 m²
Assiette : 455 961,79 €	SUBVENTION :	65 538,90 €
	Taux moyen de subvention :	14,37 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

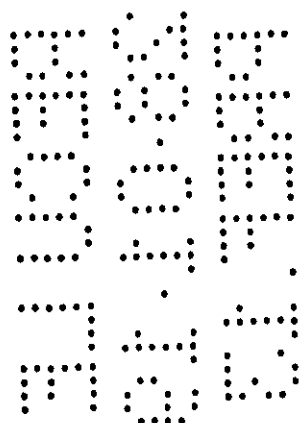
SUBVENTION : 65 538,90 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	639 806,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	40 318,00 €
Prestations intellectuelles et frais	12 047,00 €
Prix de revient H.T.	701 171,00 €
Montant de la TVA	70 116,00 €
Prix de revient TTC	771 287,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 955,80 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.





Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/119/D

Délégation du droit de préemption urbain au profit de la Soleam de biens et droits immobiliers situés 40 rue Horace Bertin à Marseille 5ème arrondissement appartenant à l'indivision SETHIAN.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L21.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/14/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2019

- La déclaration d'interntion d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 14 janvier 2019 n° IA 013205 19 M0001 portant aliénation des biens et droits immobiliers situés 40 rue Horace Bertin à Marseille 5ème arrondissement, cadastrés sous le numéro 820 H 0121, appartenant à l'indivision Sethian.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la requalification du tissu urbain dégradé ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces biens entrent dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la Soleam, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructuration d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la Soleam pour l'acquisition de la parcelle cadastrée Section 820 H 0121 d'une contenance cadastrale de 72 m², située 40 rue Horace Bertin à Marseille 5^{ème} arrondissement appartenant à l'indivision Sethian.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 février 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/120/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soléam de biens et droits immobiliers situés 78 rue d'Aubagne, à Marseille 1er arrondissement appartenant à la SCI 78 DV.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210-1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et de la Ciotat ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau – Mission Foncières ;

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2019

- La concession d'aménagement opération aménagement 'Grand Centre Ville' n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner IA 13201 19 M0008 reçue en mairie de Marseille le 17 janvier 2019 portant aliénation des biens et droits immobiliers situés 78, rue d'Aubagne à Marseille 1er arrondissement, cadastrés sous le n° 803 B 234.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration du tissu urbain dégradé ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces biens entrent dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par des restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés, neufs ou restaurés, ainsi que 20 000m² de locaux d'activités et d'équipements.

DÉCIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de l'immeuble situé 78 rue d'Aubagne à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 803 B 234, pour une superficie de 389 m² appartenant à la SCI 78 DV.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/121/D

Mission Elue : Madame Arlette Fructus - Réunion du Comité d'engagement de l'ANRU - 6 février 2019 - Paris

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Arlette Fructus, en qualité de 17^{ème} Vice-présidente déléguée à l'habitat, logement, et politique du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau.

CONSIDÉRANT

- Que Madame Arlette Fructus est Vice-présidente, déléguée à l'habitat, au logement, et à la politique de la ville.

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Février 2019

DECIDE

Article 1 :

Madame Arlette Fructus se rendra du 5 au 6 février 2019 à Paris pour me représenter à la réunion du comité d'engagement de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (A.N.R.U.)

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 février 2019

Martine VASSAL

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550071

N° SIREN du maître d'ouvrage
966802381

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

Logeo Méditerranée

72 av de toulon
BP 89

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500253
Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration
Commune (Insee)
13210 Marseille - 10e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

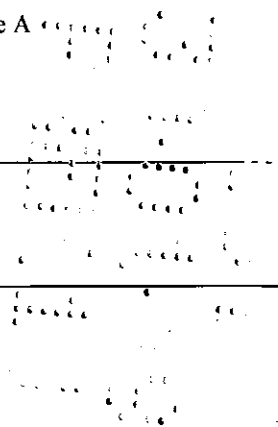
Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2018

Opération :
La Guijantière
4, impasse Jean de Savignac
13010 Marseille - 10e arrondissement



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 32 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 32 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 32 logements PLUS

au bénéficiaire désigné : Logeo Méditerranée (n° SIREN : 966802381).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 108 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

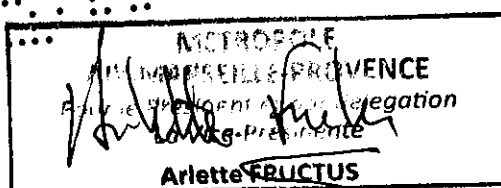
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non-réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 28 JAN. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	108 800,00	2,52%
Subvention EPCI	224 000,00	5,19%
Sous-total Subventions	332 800,00	7,70%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 936 576,00	44,83%
Prêt CDC foncier	1 456 230,00	33,71%
1%.	594 000,00	13,75%
Sous-total Prêts	3 986 806,00	92,30%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	4 319 606,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 319 606,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 578 922,19 €

Aide : **PLUS**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	32	1 592,25 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	32	1 592,25 m²
Assiette *	:	2 578 922,19 €
Taux de subvention	:	4,22 %
SUBVENTION	:	108 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 32	Surface utile :	1 592,25 m²
Assiette : 2 578 922,19 €	SUBVENTION :	108 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,22 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 108 800,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	2 930 627,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	805 926,00 €
Prestations intellectuelles et frais	190 362,00 €
Prix de revient H.T.	3 926 915,00 €
Montant de la TVA	392 691,00 €

Prix de revient TTC	4 319 606,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 712,89 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT
POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550214

N° SIREN du maître d'ouvrage
966802381

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

Logeo Méditerranée

72 av de toulon
BP 89

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500254

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13210 Marseille - 10e arrondissement

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

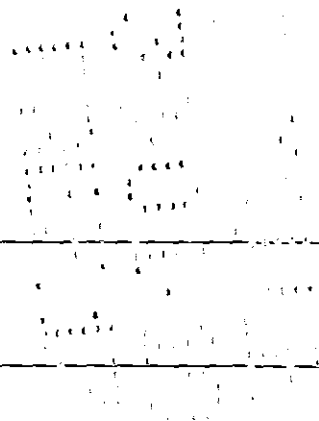
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



Opération : La Gujantière-PLS
4, impasse Jean de Savignac
13010 Marseille - 10e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 35 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 35 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 35 logements PLS

au bénéficiaire désigné : Logeo Méditerranée (n° SIREN : 966802381).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

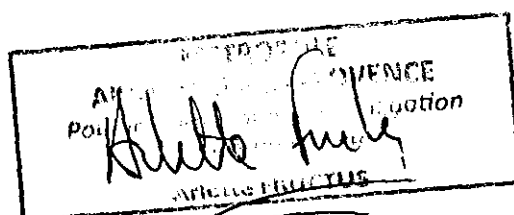
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 28 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	1 592 752,00	33,71%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 951 818,00	41,31%	1,86%
Sous-total Prêts	3 544 570,00	75,02%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	1 179 999,00	24,98%	
Sous-total Fonds Propres	1 179 999,00	24,98%	
Total du Financement (I + II + III)	4 724 569,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	4 724 569,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

35

1 762,28 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

35

1 762,28 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 35

Surface utile :

1 762,28 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	3 205 373,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	881 481,00 €
Prestations intellectuelles et frais	208 209,00 €
Prix de revient H.T.	4 295 063,00 €
Montant de la TVA	429 506,00 €
Prix de revient TTC	4 724 569,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 680,94 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550149

N° SIREN du maître d'ouvrage
311963029

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A.E.M. GARDEENE

Les Eglantines

230 Rue Marc Delage

83130 LA GARDE

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500300

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13028 La Ciotat

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : Porte des Temps
12 rue Albert et Georges ARNOUX
13600 La Ciotat

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,
Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,
Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,
Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,
Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,
Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 4 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 4 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 2 logements PLUS
 - 2 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : S.A.E.M. GARDEENE (n° SIREN : 311963029).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 58 040,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
 - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 28 JAN 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	20 400,00	5,92%
Subvention Département	34 000,00	9,86%
Subvention Région	10 000,00	2,90%
Subvention EPCI	36 000,00	10,44%
Subvention Commune	86 117,00	24,97%
Sous-total Subventions	186 517,00	54,09%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	67 399,00	19,55%
Prêt CDC foncier	47 743,00	13,85%
Sous-total Prêts	115 142,00	33,39%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	43 160,00	12,52%
Sous-total Fonds Propres	43 160,00	12,52%
Total du Financement (I + II + III)	344 819,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	37 640,00	13,64%
Subvention Département	28 078,00	10,17%
Subvention Région	10 000,00	3,62%
Subvention EPCI	36 000,00	13,05%
Subvention Commune	71 118,00	25,77%
Sous-total Subventions	182 836,00	66,25%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	20 000,00	7,25%
Prêt CDC foncier	39 430,00	14,29%
Sous-total Prêts	59 430,00	21,54%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	33 693,00	12,21%
Sous-total Fonds Propres	33 693,00	12,21%
Total du Financement (I + II + III)	275 959,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	62 078,00	10,00%
Subvention Commune	157 235,00	25,33%
Subvention Etat	58 040,00	9,35%
Subvention EPCI	72 000,00	11,60%
Subvention Région	20 000,00	3,22%
Sous-total Subventions	369 353,00	59,50%

II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	87 399,00	14,08%
Prêt CDC foncier	87 173,00	14,04%
Sous-total Prêts	174 572,00	28,12%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	76 853,00	12,38%
Sous-total Fonds Propres	76 853,00	12,38%
Total du Financement (I + II + III)	620 778,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	620 778,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 332 869,54 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	2	100,50 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	2	100,50 m²
Assiette *	:	182 307,30 €
Taux de subvention	:	11,19 %
SUBVENTION	:	20 400,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	2	83,00 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	2	83,00 m²
Assiette *	:	150 562,24 €
Taux de subvention	:	25,00 %
SUBVENTION	:	37 640,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4	Surface utile :	183,50 m²
Assiette : 332 869,54 €	SUBVENTION :	58 040,00 €
	Taux moyen de subvention :	17,44 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

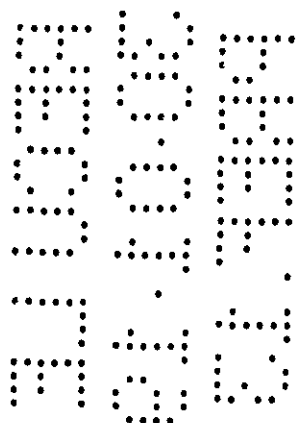
SUBVENTION : 58 040,00 €

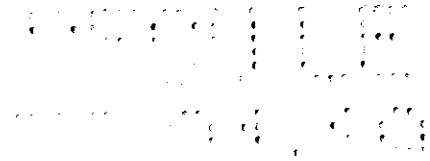
II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	32 066,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	450 840,00 €
Prestations intellectuelles et frais	85 876,00 €
Prix de revient H.T.	568 782,00 €
Montant de la TVA	51 996,00 €
Prix de revient TTC	620 778,00 €
Décision No : 20181305500300	Page : 5/6

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.





DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550050

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500278

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13002 Allauch

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : LA POUNCHE 1
249 Boulevard Ange Martin
13190 Allauch

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 16 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 16 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 16 logements PLUS

au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

28 JAN. 2019

RECEVÉ
AIX-MARSEILLE PROVENCE
Pour le Président de la Métropole
Ariette FRUSTUS
Ariette FRUSTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Commune	270 000,00	11,39%
Subvention EPCI	48 000,00	2,03%
Sous-total Subventions	318 000,00	13,42%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	718 188,00	30,30%
Prêt CDC logement	437 779,00	18,47%
Prêts Autres	112 000,00	4,73%
1%	400 000,00	16,88%
Sous-total Prêts	1 667 967,00	70,38%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	384 000,00	16,20%
Sous-total Fonds Propres	384 000,00	16,20%
Total du Financement (I + II + III)	2 369 967,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 369 967,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 462 270,80 €

Aide : PLUS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

16

813,06 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

16

813,06 m²

Assiette * : 1 462 270,80 €

Taux de subvention : 0,00 %

SUBVENTION : 0,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 16

Surface utile : 813,06 m²

Assiette : 1 462 270,80 €

SUBVENTION : 0,00 €

Taux moyen de subvention : 0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

755 490,75 €

Coût du bâtiment ou des travaux

1 403 054,25 €

Décision No : 20181305500278

Page : 3/4

Prestations intellectuelles et frais	44 320,00 €
Prix de revient H.T.	2 202 865,00 €
Montant de la TVA	167 102,00 €
Prix de revient TTC	2 369 967,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 914,87 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 126 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550189

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500205

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

Le Sinoncelli

49 boulevard de la Glacière

13014 Marseille - 14e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 1 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 13 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

Il est également accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

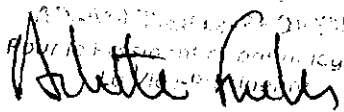
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE


Adeline BRUNETTUS

le : 28 JAN. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	12,25%
PLAI adapté	18 630,00	17,30%
Subvention Département	10 771,50	10,00%
Conseil Régional	5 000,00	4,64%
Subvention EPCI	3 000,00	2,79%
Ville de Marseille	5 000,00	4,64%
Subvention Autres	10 771,50	10,00%
Sous-total Subventions	66 373,00	61,62%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	31 007,00	28,79%
Prêt CDC foncier	10 335,00	9,59%
Sous-total Prêts	41 342,00	38,38%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	107 715,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	107 715,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 112 746,14 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

69,25 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

69,25 m²

Assiette * : 112 746,14 €

Taux de subvention : 11,71 %

SUBVENTION : 13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

69,25 m²

Assiette : 112 746,14 €

SUBVENTION :

13 200,00 €

Taux moyen de subvention :

11,71 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

13 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.

78 000,00 €

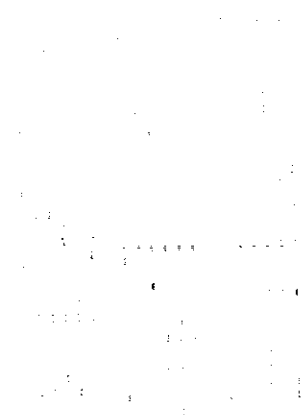
Décision No : 20181305500205

Page : 4/5

Coût du bâtiment ou des travaux	17 545,46 €
Prestations intellectuelles et frais	10 415,00 €
Prix de revient H.T.	105 960,46 €
Montant de la TVA	1 754,54 €
Prix de revient TTC	107 715,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 555,45 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



19 / 127 / D

MARSEILLE

DECISION DE FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE POUR PLAI ADAPTÉS

SUBVENTION SPÉCIFIQUE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT D'UNE OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS TRÈS SOCIAUX

Numéro d'opération :

2018130550189

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500206

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

Le Sinoncelli

49 boulevard de la Glacière

13014 Marseille - 14e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment son article R.331-25-1, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le code général des impôts et notamment ses articles 257 - 7° bis b et 278 sexies IV,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1.

Il est accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés d'un montant maximum de 18 630,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).

Le calcul de la subvention et les caractéristiques techniques et financières de l'opération sont donnés en annexe.

ARTICLE 2.

Cette subvention sera versée sur présentation des pièces justificatives de la réalisation de l'opération au moment du règlement pour solde dans les conditions définies à l'article R331-16 du CCH.

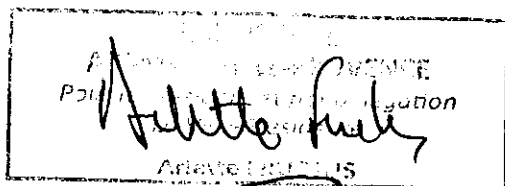
Le versement est conditionné par la signature de la convention prévue à l'article R 331-25-1 du CCH.

ARTICLE 3.

Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 28 JANV 2019



Arlette LUCAS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION

Aide : **PLAI adapté**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	18 630,00	17,30%
Conseil Régional	5 000,00	4,64%
Subvention Département	10 771,50	10,00%
Subvention EPCI	3 000,00	2,79%
Ville de Marseille	5 000,00	4,64%
Subvention Autres	23 971,50	22,25%
Sous-total Subventions	66 373,00	61,62%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	10 335,00	9,59%
Prêt CDC logement	31 007,00	28,79%
Sous-total Prêts	41 342,00	38,38%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	107 715,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	107 715,00	

B. CALCUL DE LA SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS

Prix de revient prévisionnel pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	107 715,00 €
Nombre de logements PLAI adaptés	1
dont logement(s) destiné(s) aux grandes familles (T5 ou plus)	
Nombre de logements PLAI	1
Subvention accordée pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	18 630,00 €
Calcul réalisé sur la base suivante:	
Montant suivant les valeurs de référence du PLAI adapté	18 630,00 €



DECISION DE FINANCEMENT
 POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
 2018130550063

N° SIREN du maître d'ouvrage
 475680815

Famille d'organisme
 Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. VILOGIA

74 rue Jean Jaurès
 BP 10430

59664 VILLENEUVE D'ASCQ

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500252

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13211 Marseille - 11e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

LA REYNARDE 19 PLUS

TRAVERSE DE LA PENNE

13011 Marseille - 11e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence, en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

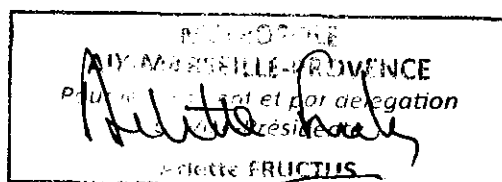
Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018.

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 19 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 19 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 19 logements PLUS
- au bénéficiaire désigné : S.A. VILOGIA (n° SIREN : 475680815).
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 28 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	0,00	0,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 489 316,00	63,88%
Prêt CDC foncier	538 990,00	23,12%
1%.	70 000,00	3 00%
Sous-total Prêts	2 098 315,00	90,00%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	233 146,00	10,00%
Sous-total Fonds Propres	233 146,00	10,00%
Total du Financement (I + II + III)	2 331 461,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 331 461,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 734 607,63 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	19	1 082,60 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	19	1 082,60 m²
Assiette *	:	1 734 607,63 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 19	Surface utile :	1 082,60 m²
Assiette : 1 734 607,63 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	271 310,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 534 775,00 €
Prestations intellectuelles et frais	313 425,00 €
Prix de revient H.T.	2 119 510,00 €
Montant de la TVA	211 951,00 €

Prix de revient TTC

2 331 461,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 153,58 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 000 000
01.10.02
01.7344

19 / 129 / D

MARSEILLE
2018-19
2019-20

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550212

N° SIREN du maître d'ouvrage
475680815

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. VILOGIA

74 rue Jean Jaurès
BP 10430

59664 VILLENEUVE D'ASCQ

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500251

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13211 Marseille - 11e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

LA REYNARDE PLS

TRAVERSE DE LA PENNE

13011 Marseille - 11e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 5 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 5 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 5 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. VILOGIA (n° SIREN : 475680815).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

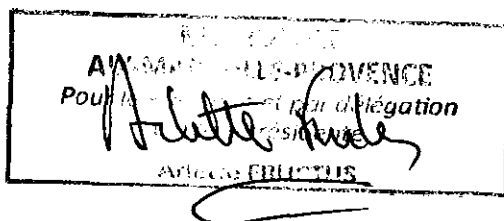
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 28 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
1%	105 099,00	14,98%	
Prêt CDC logement	369 591,00	52,72%	1,86%
Prêt CDC foncier	156 339,00	22,30%	1,86%
Sous-total Prêts	630 840,00	90,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	70 093,00	10,00%	
Sous-total Fonds Propres	70 093,00	10,00%	
Total du Financement (I + II + III)	700 933,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	700 933,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

5

319,40 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

5

319,40 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5

Surface utile :

319,40 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	78 695,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	467 848,00 €
Prestations intellectuelles et frais	90 669,00 €
Prix de revient H.T.	637 212,00 €
Montant de la TVA	63 721,00 €
Prix de revient TTC	700 933,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 194,53 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 03 2014
01 10 02
01 10 02

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550086

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500160

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13056 Martigues

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

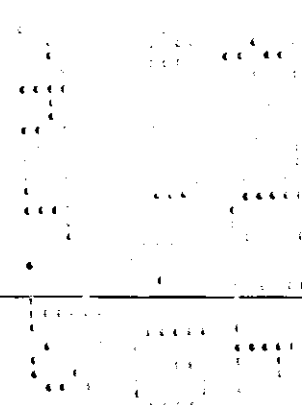
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



Opération : Julien OLIVE
route de la colline
13500 Martigues

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 8 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 5 logements PLUS
- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 29 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

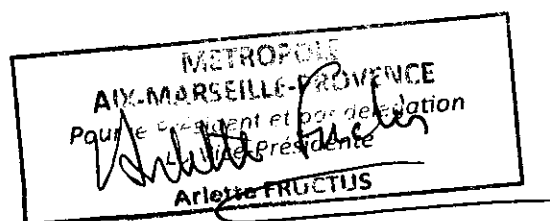
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 28 JAN. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	29 400,00	6,18%
Sous-total Subventions	29 400,00	6,18%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	156 778,00	32,95%
Prêt CDC logement	289 594,00	60,87%
Sous-total Prêts	446 372,00	93,82%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	475 772,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	0,00	0,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	274 059,00	35,12%
Prêt CDC logement	506 233,00	64,88%
Sous-total Prêts	780 292,00	100,00%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	780 292,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	29 400,00	2,34%
Sous-total Subventions	29 400,00	2,34%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	795 827,00	63,36%
Prêt CDC foncier	430 837,00	34,30%
Sous-total Prêts	1 226 664,00	97,66%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 256 064,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 256 064,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 816 448,70 €

Aide : **PLUS**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

5

322,97 m²

Décision No : 20181305500160

Page : 4/5

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	5		322,97 m²
Assiette *	:		500 889,82 €
Taux de subvention	:		0,00 %
SUBVENTION	:		0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements		Surface utile
Logements « Collectif »	3		203,47 m²
Logements « Individuel »			

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	3		203,47 m²
Assiette *	:		315 558,88 €
Taux de subvention	:		9,32 %
SUBVENTION	:		29 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8	Surface utile :	526,44 m²
Assiette : 816 448,70 €	SUBVENTION :	29 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,60 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 29 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	393 859,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	731 451,00 €
Prestations intellectuelles et frais	14 981,00 €
Prix de revient H.T.	1 140 291,00 €
Montant de la TVA	115 773,00 €
Prix de revient TTC	1 256 064,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 385,96 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550141

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500161

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13056 Martigues

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : Julien OLIVE_PLS
route de la colline
13500 Martigues

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

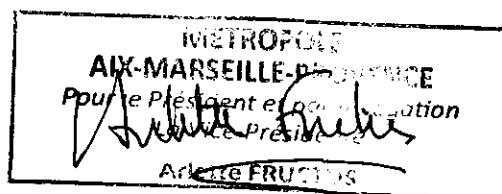
DECIDE :

01305

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 2 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 2 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 2 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 28 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	60 062,00	30,49%	1,86%
CDC foncier PLS	67 451,00	34,24%	1,86%
Sous-total Prêts	127 513,00	64,72%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	69 503,00	35,28%	
Sous-total Fonds Propres	69 503,00	35,28%	
Total du Financement (I + II + III)	197 016,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	197 016,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

2

120,24 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

2

120,24 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 2

Surface utile :

120,24 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	62 483,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	116 040,00 €
Prestations intellectuelles et frais	2 335,00 €
Prix de revient H.T.	180 858,00 €
Montant de la TVA	16 158,00 €
Prix de revient TTC	197 016,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 638,52 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 1034
01 10 05
01 7534

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550147

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500202

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13040 Fuveau

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
FUVEAU - BELCODEN
ZAC DE LA FOUX
13710 Fuveau

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 4 logement(s) locatif(s) sociaux dont 4 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

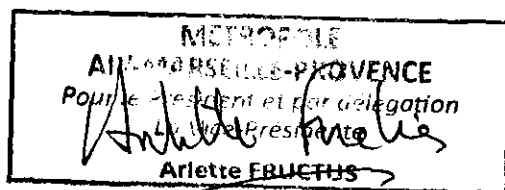
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 28 JANV 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	23 973,00	2,85%	
Sous-total Subventions	23 973,00	2,85%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	286 158,00	34,00%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	176 704,00	21,00%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	82 419,00	9,79%	1,86%
1%.	40 000,00	4,75%	
Prêts Autres	28 000,00	3,33%	
Sous-total Prêts	613 281,00	72,87%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	204 313,00	24,28%	
Sous-total Fonds Propres	204 313,00	24,28%	
Total du Financement (I + II + III)	841 567,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	841 567,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	4	342,46 m²
Totaux pour le financement des logements « PLS »	4	342,46 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4	Surface utile :	342,46 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	268 383,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	383 405,00 €
Prestations intellectuelles et frais	115 021,00 €
Prix de revient H.T.	766 809,00 €
Montant de la TVA	74 758,00 €
Décision No : 20181305500202	Page : 3/4

Prix de revient TTC

841 567,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 457,42 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 0039
61 10 08
01 7394

RECUEIL
30-01-19
2018-13

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550185

N° SIREN du maître d'ouvrage
330881814

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENÇAL

Les Loges du Stade
22, Allée Ray Grassi
CS 90030

13272 Marseille cedex 08

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500231

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13073 Peypin

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
Le Bedelin - 8 PLS
Chemin du Puits Armand
13124 Peypin

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 8 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL (n° SIREN : 330881814).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

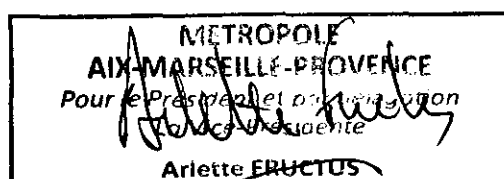
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 28 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Prêt CDC logement	256 757,00	27,75%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	309 486,00	33,49%	1,86%
Autres	126 781,00	13,72%	2,60%
Sous-total Prêts	693 024,00	75,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	231 009,00	25,00%	
Sous-total Fonds Propres	231 009,00	25,00%	
Total du Financement (I + II + III)	924 033,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	924 033,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

8

385,55 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

8

385,55 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8

Surface utile :

385,55 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	289 638,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	534 300,00 €
Prestations intellectuelles et frais	15 054,00 €
Prix de revient H.T.	838 992,00 €
Montant de la TVA	85 041,00 €
Prix de revient TTC	924 033,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 396,66 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 39
01 10 05
01 73 74

19 / 134 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550135

N° SIREN du maître d'ouvrage
330881814

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL

Les Loges du Stade
22, Allée Ray Grassi
CS 90030

13272 Marseille cedex 08

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500232

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13073 Peypin

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : Le Bedelin 13 PLAI-21 PLUS
21 PLUS-13 PLAI
Chemin du Puits Armand
13124 Peypin

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 34 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 34 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 21 logements PLUS

- 13 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL (n° SIREN : 330881814).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 127 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

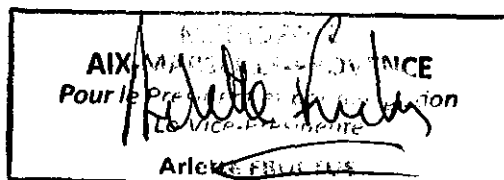
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 28 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	127 400,00	8,96%
Subvention EPCI	32 500,00	2,29%
Sous-total Subventions	159 900,00	11,25%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	513 374,00	36,12%
Prêt CDC foncier	475 756,00	33,47%
Prêts Autres	201 212,00	14,16%
Sous-total Prêts	1 190 342,00	83,75%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	71 065,00	5,00%
Sous-total Fonds Propres	71 065,00	5,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 421 307,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	52 500,00	2,01%
Sous-total Subventions	52 500,00	2,01%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	403 000,00	15,43%
Prêt CDC foncier	875 706,00	33,52%
Prêts Autres	344 006,00	13,17%
Sous-total Prêts	1 622 712,00	62,11%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	937 421,00	35,88%
Sous-total Fonds Propres	937 421,00	35,88%
Total du Financement (I + II + III)	2 612 633,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	127 400,00	3,16%
Subvention EPCI	85 000,00	2,11%
Sous-total Subventions	212 400,00	5,27%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	916 374,00	22,72%
Prêt CDC foncier	1 351 462,00	33,50%
Prêts Autres	545 218,00	13,52%
Sous-total Prêts	2 813 054,00	69,73%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 008 486,00	25,00%

Sous-total Fonds Propres	1 008 486,00	25,00%
Total du Financement (I + II + III)	4 033 940,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 033 940,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 890 074,05 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	21	1 090,90 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	21	1 090,90 m²
Assiette *	:	1 872 698,63 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	13	592,65 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	13	592,65 m²
Assiette *	:	1 017 375,42 €
Taux de subvention	:	12,52 %
SUBVENTION	:	127 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 34	Surface utile :	1 683,55 m²
Assiette : 2 890 074,05 €	SUBVENTION :	127 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,41 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 127 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 264 790,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 333 176,00 €
Prestations intellectuelles et frais	64 616,00 €
Prix de revient H.T.	3 662 582,00 €
Montant de la TVA	371 358,00 €
Prix de revient TTC	4 033 940,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 396,09 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 135 / D

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550087

N° SIREN du maître d'ouvrage
782678882

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 r mahatma gandhi

CS 60400

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500233

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
84089 Pertuis

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération :
Les terrasses du sud
Avenue de la Liberté
84120 Pertuis

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 20 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 20 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 12 logements PLUS
- 8 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. FAMILLE ET PROVENCE (n° SIREN : 782678882).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 78 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

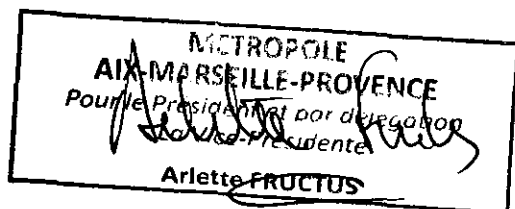
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 28 JAN 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	78 400,00	4,81%
Subvention EPCI	96 575,00	5,93%
Subvention Commune	270 000,00	16,57%
Conseil Régional	0,00	0,00%
Autres	60 000,00	3,68%
Sous-total Subventions	504 975,00	30,99%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	602 386,00	36,97%
Prêt CDC foncier	302 223,00	18,55%
Sous-total Prêts	904 609,00	55,51%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	220 000,00	13,50%
Sous-total Fonds Propres	220 000,00	13,50%
Total du Financement (I + II + III)	1 629 584,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	113 014,00	5,70%
Subvention Commune	0,00	0,00%
Conseil Régional	90 000,00	4,54%
Autres	90 000,00	4,54%
Sous-total Subventions	293 014,00	14,77%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	906 335,00	45,68%
Prêt CDC foncier	454 717,00	22,92%
Sous-total Prêts	1 361 052,00	68,60%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	330 000,00	16,63%
Sous-total Fonds Propres	330 000,00	16,63%
Total du Financement (I + II + III)	1 984 066,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Autres	150 000,00	4,15%
Subvention Commune	270 000,00	7,47%
Conseil Régional	90 000,00	2,49%
Subvention Etat	78 400,00	2,17%
Subvention EPCI	209 589,00	5,80%
Sous-total Subventions	797 989,00	22,08%

II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 508 721,00	41,75%
Prêt CDC foncier	756 940,00	20,95%
Sous-total Prêts	2 265 661,00	62,70%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	550 000,00	15,22%
Sous-total Fonds Propres	550 000,00	15,22%
Total du Financement (I + II + III)	3 613 650,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 613 650,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 240 961,89 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	12	747,45 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	12	747,45 m²
Assiette *	:	1 346 208,90 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	496,79 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	8	496,79 m²
Assiette *	:	894 752,99 €
Taux de subvention	:	8,76 %
SUBVENTION	:	78 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 20	Surface utile :	1 244,24 m²
Assiette : 2 240 961,89 €	SUBVENTION :	78 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,50 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

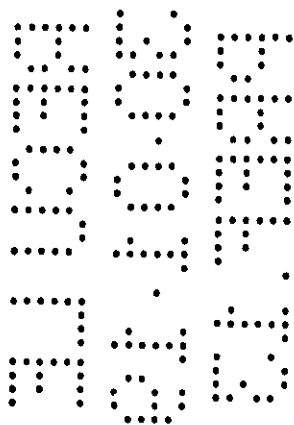
SUBVENTION : 78 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	963 989,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 022 930,00 €
Prestations intellectuelles et frais	298 217,00 €
Prix de revient H.T.	3 285 136,00 €
Montant de la TVA	328 514,00 €
Prix de revient TTC	3 613 650,00 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550056

N° SIREN du maître d'ouvrage
782678882

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 r mahatma gandhi

CS 60400

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500262

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13060 Meyreuil

Exercice

2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
Les Jardins de Leonie
Route du Coteau Rouge
13590 Meyreuil

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 8 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 5 logements PLUS
- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. FAMILLE ET PROVENCE (n° SIREN : 782678882).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 29 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

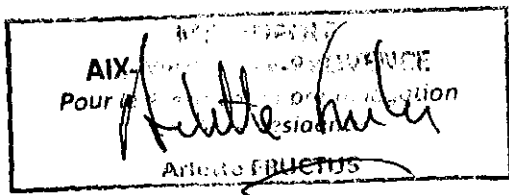
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 29 JAN 2019



A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)**Aide : PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	29 400,00	7,74%
Subvention EPCI	27 144,00	7,14%
Sous-total Subventions	56 544,00	14,88%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	144 081,00	37,92%
Prêt CDC foncier	111 801,00	29,43%
Sous-total Prêts	255 882,00	67,35%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	67 525,50	17,77%
Sous-total Fonds Propres	67 525,50	17,77%
Total du Financement (I + II + III)	379 951,50	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	38 710,00	6,24%
Sous-total Subventions	38 710,00	6,24%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	264 181,00	42,58%
Prêt CDC foncier	204 993,00	33,04%
Sous-total Prêts	469 174,00	75,62%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	112 542,50	18,14%
Sous-total Fonds Propres	112 542,50	18,14%
Total du Financement (I + II + III)	620 426,50	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	29 400,00	2,94%
Subvention EPCI	65 854,00	6,58%
Sous-total Subventions	95 254,00	9,52%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	408 262,00	40,81%
Prêt CDC foncier	316 794,00	31,67%
Sous-total Prêts	725 056,00	72,48%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	180 068,00	18,00%
Sous-total Fonds Propres	180 068,00	18,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 000 378,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 000 378,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 698 532,04 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	276,50 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	5	276,50 m²
Assiette *	:	452 010,55 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	150,80 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	3	150,80 m²
Assiette *	:	246 521,49 €
Taux de subvention	:	11,93 %
SUBVENTION	:	29 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8	Surface utile :	427,30 m²
Assiette : 698 532,04 €	SUBVENTION :	29 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,21 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 29 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	2 12 830,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	500 189,00 €
Prestations intellectuelles et frais	90 943,00 €
Prix de revient H.T.	863 962,00 €
Montant de la TVA	136 416,00 €
Prix de revient TTC	1 000 378,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 341,16 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 137 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550006

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500258

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13084 La Roque-d'Anthéron

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B2

Exercice
2018

Opération : LA ROQUE ALPILLES
AV DES ALPILLES
13640 La Roque-d'Anthéron

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 25 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 25 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 17 logements PLUS
- 8 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 78 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

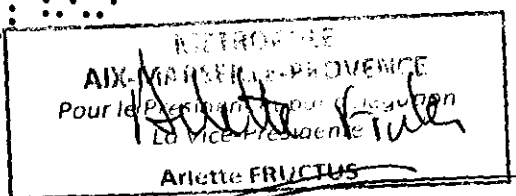
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

29 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	60 000,00	2,18%
Subvention EPCI	187 566,00	6,81%
Sous-total Subventions	247 566,00	8,98%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	635 020,00	23,04%
Prêt CDC logement	1 119 895,00	40,64%
Prêts Autres	119 000,00	4,32%
Sous-total Prêts	1 873 915,00	68,00%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	634 254,00	23,02%
Sous-total Fonds Propres	634 254,00	23,02%
Total du Financement (I + II + III)	2 755 735,00	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	78 400,00	6,11%
Subvention Département	30 000,00	2,34%
Subvention EPCI	99 072,00	7,72%
Sous-total Subventions	207 472,00	16,17%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	260 879,00	20,34%
Prêt CDC logement	460 075,00	35,86%
Prêts Autres	56 000,00	4,37%
Sous-total Prêts	776 954,00	60,56%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	298 474,00	23,27%
Sous-total Fonds Propres	298 474,00	23,27%
Total du Financement (I + II + III)	1 282 900,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	90 000,00	2,23%
Subvention Etat	78 400,00	1,94%
Subvention EPCI	286 638,00	7,10%
Sous-total Subventions	455 038,00	11,27%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 579 970,00	39,12%
Prêt CDC foncier	895 899,00	22,18%
Prêts Autres	175 000,00	4,33%

Sous-total Prêts	2 650 869,00	65,64%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	932 728,00	23,10%
Sous-total Fonds Propres	932 728,00	23,10%
Total du Financement (I + II + III)	4 038 635,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 038 635,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 929 226,85 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	17	1 339,73 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	17	1 339,73 m²
Assiette *	:	2 076 278,02 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	550,37 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	8	550,37 m²
Assiette *	:	852 948,83 €
Taux de subvention	:	9,19 %
SUBVENTION	:	78 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 25	Surface utile :	1 890,10 m²
Assiette : 2 929 226,85 €	SUBVENTION :	78 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,68 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

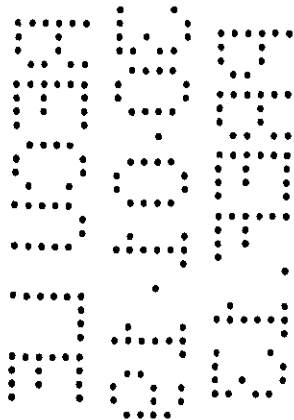
SUBVENTION : 78 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	918 951,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 205 483,00 €
Prestations intellectuelles et frais	551 371,00 €
Prix de revient H.T.	3 675 805,00 €
Montant de la TVA	362 830,00 €
Prix de revient TTC	4 038 635,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 136,73 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



19 / 138 / D

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550049

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500276

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13007 Auriol

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :
AURIOL - LES LOGES DE BACCHUS
RUE DE LA CAVE
13390 Auriol



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 35 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 35 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 24 logements PLUS

- 11 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 107 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

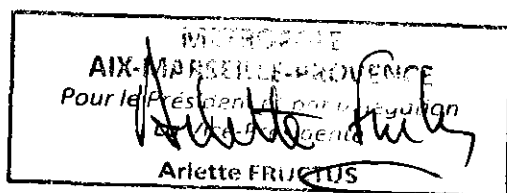
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

29 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	0,00	0,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 058 133,00	45,68%
Prêt CDC logement	943 435,00	40,73%
1%.	315 000,00	13,60%
Prêts Autres	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	2 316 568,00	100,00%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	2 316 568,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	107 800,00	5,37%
Sous-total Subventions	107 800,00	5,37%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	417 493,00	20,80%
Prêt CDC logement	372 238,00	18,54%
1%.	0,00	0,00%
Prêts Autres	245 000,00	12,21%
Sous-total Prêts	1 034 731,00	51,55%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	864 775,00	43,08%
Sous-total Fonds Propres	864 775,00	43,08%
Total du Financement (I + II + III)	2 007 306,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	107 800,00	2,49%
Sous-total Subventions	107 800,00	2,49%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 315 673,00	30,43%
Prêt CDC foncier	1 475 626,00	34,13%
Prêts Autres	245 000,00	5,67%
1%.	315 000,00	7,29%
Sous-total Prêts	3 351 299,00	77,51%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	864 775,00	20,00%

Sous-total Fonds Propres	864 775,00	20,00%
Total du Financement (I + II + III)	4 323 874,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 323 874,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 362 411,80 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	24	1 356,78 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	24	1 356,78 m²
Assiette *	:	2 411 105,69 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	11	535,32 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	11	535,32 m²
Assiette *	:	951 306,11 €
Taux de subvention	:	11,33 %
SUBVENTION	:	107 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 35	Surface utile :	1 892,10 m²
Assiette : 3 362 411,80 €	SUBVENTION :	107 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,21 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	107 800,00 €
---------------------	---------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 377 232,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 967 475,00 €
Prestations intellectuelles et frais	590 242,00 €
Prix de revient H.T.	3 934 949,00 €
Montant de la TVA	388 925,00 €
Prix de revient TTC	4 323 874,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 285,22 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550213

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500277
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13007 Auriol

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2018

Opération : AURIOL - LES LOGES DE BACCHUS PLS
RUE DE LA CAVE
13390 Auriol

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 19 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 5 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 5 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 5 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

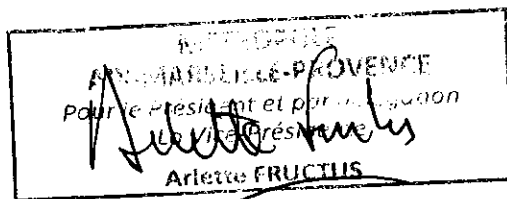
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 29 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Prêt CDC foncier	215 523,00	35,00%	1,86%
Prêt CDC logement	123 727,00	20,00%	1,85%
Autres	74 659,00	12,07%	1,86%
1%.	45 000,00	7,27%	1,86%
Prêts Autres	35 000,00	5,66%	1,86%
Sous-total Prêts	494 909,00	80,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	123 727,00	20,00%	
Sous-total Fonds Propres	123 727,00	20,00%	
Total du Financement (I + II + III)	618 636,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	618 636,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	269,12 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLS »	5	269,12 m²
--	---	-----------

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5	Surface utile :	269,12 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	197 364,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	281 949,00 €
Prestations intellectuelles et frais	84 585,00 €
Prix de revient H.T.	563 898,00 €
Montant de la TVA	54 738,00 €
Prix de revient TTC	618 636,00 €

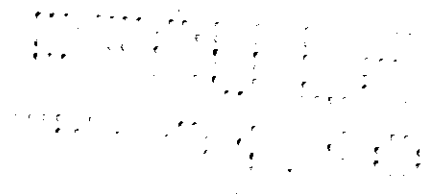
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 298,74 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

21034
21.10.02
21.7344



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550078

N° SIREN du maître d'ouvrage
060804770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national
BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500238

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13007 Auriol

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
Pont de Joux PLS
99 che du pont de joux
13390 Auriol

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 12 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 12 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 12 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. LOGIREM (n° SIREN : 060804770).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

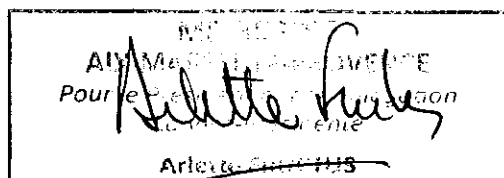
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : **29 JAN. 2019**



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	491 807,00	22,34%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 258 216,00	57,16%	1,86%
1%.	240 000,00	10,90%	
Sous-total Prêts	1 990 023,00	90,41%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	211 108,00	9,59%	
Sous-total Fonds Propres	211 108,00	9,59%	
Total du Financement (I + II + III)	2 201 131,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	2 201 131,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

12

807,50 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

12

807,50 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 12

Surface utile :

807,50 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	472 152,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 327 367,00 €
Prestations intellectuelles et frais	201 509,00 €
Prix de revient H.T.	2 001 028,00 €
Montant de la TVA	200 103,00 €
Prix de revient TTC	2 201 131,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 725,86 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 UCBA
01.10.05
01.10.05

19 / 1 4 1 / D _

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550067

N° SIREN du maître d'ouvrage
060804770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national
BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500237
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13007 Auriol

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2018

Opération : PONT DE JOUX - CN 50 logements
99 che du pont de joux
13390 Auriol

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 43 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 43 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 26 logements PLUS

- 17 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. LOGIREM (n° SIREN : 060804770).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 166 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

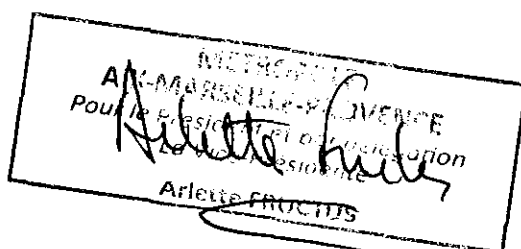
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 29 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	166 600,00	7,03%
Subvention EPCI	52 342,93	2,21%
Conseil Régional	52 342,93	2,21%
Sous-total Subventions	271 285,86	11,44%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 280 458,00	54,01%
Prêt CDC foncier	528 748,00	22,30%
1%.	0,00	0,00%
Prêts PEEC	70 000,00	2,95%
Sous-total Prêts	1 879 206,00	79,26%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	220 467,39	9,30%
Sous-total Fonds Propres	220 467,39	9,30%
Total du Financement (I + II + III)	2 370 959,25	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	97 657,07	2,31%
Conseil Régional	97 657,07	2,31%
Sous-total Subventions	195 314,14	4,63%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 529 843,00	59,94%
Prêt CDC foncier	924 393,00	21,90%
1%.	160 000,00	3,79%
Prêts PEEC	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	3 614 236,00	85,63%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	411 329,61	9,75%
Sous-total Fonds Propres	411 329,61	9,75%
Total du Financement (I + II + III)	4 220 879,75	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Conseil Régional	150 000,00	2,28%
Subvention Etat	166 600,00	2,53%
Subvention EPCI	150 000,00	2,28%
Sous-total Subventions	466 600,00	7,08%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	3 810 301,00	57,80%

Prêt CDC foncier	1 453 141,00	22,04%
1%.	160 000,00	2,43%
Prêts PEEC	70 000,00	1,06%
Sous-total Prêts	5 493 442,00	83,34%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	631 797,00	9,58%
Sous-total Fonds Propres	631 797,00	9,58%
Total du Financement (I + II + III)	6 591 839,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	6 591 839,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 4 251 927,45 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	26	935,11 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	26	935,11 m²
Assiette *	:	1 483 722,38 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	17	1 744,65 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	17	1 744,65 m²
Assiette *	:	2 768 205,07 €
Taux de subvention	:	6,02 %
SUBVENTION	:	166 600,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 43	Surface utile :	2 679,76 m²
Assiette : 4 251 927,45 €	SUBVENTION :	166 600,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,92 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

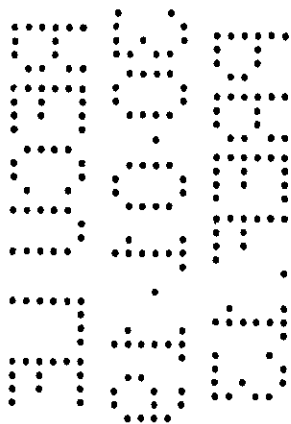
SUBVENTION :	166 600,00 €
---------------------	---------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 395 068,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 921 973,00 €
Prestations intellectuelles et frais	675 540,00 €
Prix de revient H.T.	5 992 581,00 €
Montant de la TVA	599 258,00 €
Prix de revient TTC	6 591 839,00 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



19 / 142 / 0
19/05/2018
13006

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550201

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500266

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13087 Rousset

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : ROUSSET - COTE VICTOIRE II - PLS
RD N 7
13600 Rousset

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 003-1833/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 3 logement(s) locatif(s) sociaux dont 2 individuel(s) et 1 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 3 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

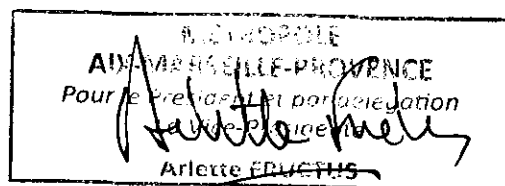
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 29 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention Commune	30 000,00	5,03%	
Subvention EPCI	16 800,00	2,82%	
Sous-total Subventions	46 800,00	7,34%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	192 432,00	32,25%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	165 531,00	27,75%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	24 521,00	4,11%	1,86%
Prêts Autres	21 000,00	3,52%	
Sous-total Prêts	403 484,00	67,63%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	146 321,00	24,53%	
Sous-total Fonds Propres	146 321,00	24,53%	
Total du Financement (I + II + III)	596 605,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	596 605,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	62,00 m²
Logements « Individuel »	2	178,00 m²
Totaux pour le financement des logements « PLS »	3	240,00 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 3	Surface utile :	240,00 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	190 380,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	271 972,00 €
Prestations intellectuelles et frais	81 592,00 €
Prix de revient H.T.	543 944,00 €
Montant de la TVA	52 661,00 €
Décision No : 20181305500266	Page : 3/4

Prix de revient TTC

596 605,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 485,85 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

596 605,00
2 485,85
2 485,85

19 / 143 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550130

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

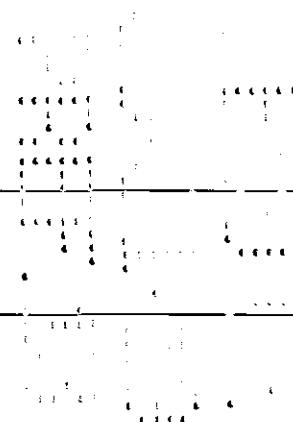
Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500265
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13087 Rousset

Exercice
2018

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 3
Zonage "ABC" : Zone A

Opération : ROUSSET -COTE VICTOIRE II
RD N 7
13600 Rousset



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 13 logement(s) locatif(s) sociaux dont 6 individuel(s) et 7 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLUS
- 5 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 49 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 29 JAN. 2019

MÉTROPOLITAIN
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président de la Métropole
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	49 000,00	4,94%
Subvention Commune	30 000,00	3,02%
Subvention EPCI	69 480,00	7,00%
Sous-total Subventions	148 480,00	14,96%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	296 434,00	29,86%
Prêt CDC logement	220 464,00	22,21%
1%.	0,00	0,00%
Prêts Autres	91 000,00	9,17%
Sous-total Prêts	607 898,00	61,24%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	236 279,00	23,80%
Sous-total Fonds Propres	236 279,00	23,80%
Total du Financement (I + II + III)	992 657,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Commune	30 000,00	2,01%
Subvention EPCI	87 640,00	5,87%
Sous-total Subventions	117 640,00	7,87%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	480 745,00	32,18%
Prêt CDC logement	357 541,00	23,93%
1%.	160 000,00	10,71%
Prêts Autres	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	998 286,00	66,82%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	378 047,00	25,30%
Sous-total Fonds Propres	378 047,00	25,30%
Total du Financement (I + II + III)	1 493 973,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Commune	60 000,00	2,41%
Subvention Etat	49 000,00	1,97%
Subvention EPCI	157 120,00	6,32%
Sous-total Subventions	266 120,00	10,70%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	578 005,00	23,24%

Prêt CDC foncier	777 179,00	31,25%
Prêts Autres	91 000,00	3,66%
1%.	160 000,00	6,43%
Sous-total Prêts	1 606 184,00	64,59%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	614 326,00	24,71%
Sous-total Fonds Propres	614 326,00	24,71%
Total du Financement (I + II + III)	2 486 630,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 486 630,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 590 990,25 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	270,00 m²
Logements « Individuel »	4	356,00 m²
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	8	626,00 m²
Assiette *	:	984 150,10 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	208,00 m²
Logements « Individuel »	2	178,00 m²
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	5	386,00 m²
Assiette *	:	606 840,15 €
Taux de subvention	:	8,07 %
SUBVENTION	:	49 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 13	Surface utile :	1 012,00 m²
Assiette : 1 590 990,25 €	SUBVENTION :	49 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,08 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION 49 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

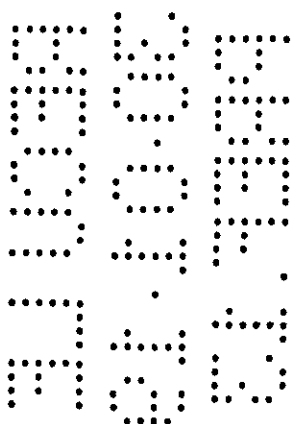
Charge foncière H.T.	792 169,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 131 670,00 €
Prestations intellectuelles et frais	339 501,00 €
Prix de revient H.T.	2 263 340,00 €
Montant de la TVA	223 290,00 €
Prix de revient TTC	2 486 630,00 €
Décision No : 20181305500265	Page : 5/6

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 457,14 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550125

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500256

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13098 Saint-Mitre-les-Remparts

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

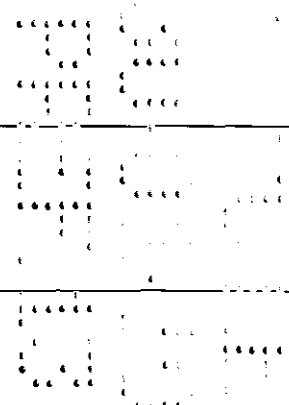
Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : Sainte Victoire
Acquisition en VEFA de 23 LOGEMENTS
2 Impasse Sainte Victoire
13290 Saint-Mitre-les-Remparts



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 18 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 18 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 11 logements PLUS

- 7 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 68 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

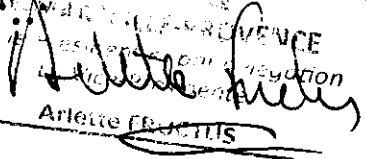
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non-réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE


Arlette FRUCHIS

le : 29 JAN. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	0,00	0,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	536 349,00	34,06%
Prêt CDC logement	529 303,00	33,61%
1%.	120 000,00	7,62%
Prêts Autres	77 000,00	4,89%
Sous-total Prêts	1 262 652,00	80,19%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	312 016,00	19,81%
Sous-total Fonds Propres	312 016,00	19,81%
Total du Financement (I + II + III)	1 574 668,00	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	68 600,00	6,98%
Sous-total Subventions	68 600,00	6,98%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	334 637,00	34,06%
Prêt CDC logement	330 242,00	33,61%
1%.	80 000,00	8,14%
Prêts Autres	49 000,00	4,99%
Sous-total Prêts	793 879,00	80,80%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	119 984,00	12,21%
Sous-total Fonds Propres	119 984,00	12,21%
Total du Financement (I + II + III)	982 463,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	68 600,00	2,68%
Sous-total Subventions	68 600,00	2,68%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	859 545,00	33,61%
Prêt CDC foncier	870 986,00	34,06%
Prêts Autres	126 000,00	4,93%
1%.	200 000,00	7,82%
Sous-total Prêts	2 056 531,00	80,42%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	432 000,00	16,89%

Sous-total Fonds Propres	432 000,00	16,89%
Total du Financement (I + II + III)	2 557 131,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 557 131,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 684 194,43 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	11	652,57 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	11	652,57 m²
Assiette *	:	1 037 118,07 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	407,15 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	7	407,15 m²
Assiette *	:	647 076,36 €
Taux de subvention	:	10,60 %
SUBVENTION	:	68 600,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 18	Surface utile :	1 059,72 m²
Assiette : 1 684 194,43 €	SUBVENTION :	68 600,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,07 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	68 600,00 €
---------------------	--------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

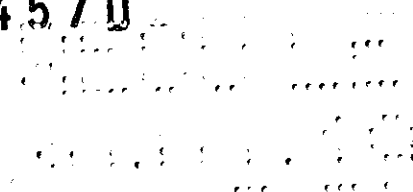
Charge foncière H.T.	809 812,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 471 380,00 €
Prestations intellectuelles et frais	47 820,00 €
Prix de revient H.T.	2 329 012,00 €
Montant de la TVA	228 119,00 €
Prix de revient TTC	2 557 131,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 413,03 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



19 / 1 4 5 / D



DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550181

N° SIREN du maître d'ouvrage

058811670

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500257

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13098 Saint-Mitre-les-Remparts

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

Sainte Victoire_PLS

2 Impasse Sainte Victoire

13290 Saint-Mitre-les-Remparts

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 5 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 5 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 5 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

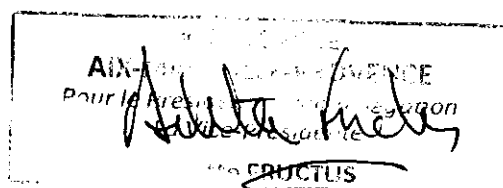
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 29 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	243 250,00	35,00%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	296 750,00	42,70%	1,86%
Prêts Autres	35 000,00	5,04%	
Sous-total Prêts	575 000,00	82,73%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	120 000,00	17,27%	
Sous-total Fonds Propres	120 000,00	17,27%	
Total du Financement (I + II + III)	695 000,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	695 000,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	288,02 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	5	288,02 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5	Surface utile :	288,02 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	220 098,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	399 904,00 €
Prestations intellectuelles et frais	12 997,00 €
Prix de revient H.T.	632 999,00 €
Montant de la TVA	62 001,00 €
Prix de revient TTC	695 000,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 413,03 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 34
01 10 02
01 73 44

19 / 1 4 6 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550180

N° SIREN du maître d'ouvrage

402052849

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

UN TOIT

22 BIS bd du docteur schweitzer

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500288

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13074 Peyrolles-en-Provence

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2018

Opération : Peyrolles Mère De Dieu
13 et 15 rue Mère de Dieu
13860 Peyrolles-en-Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 7 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 7 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 7 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : UN TOIT (n° SIREN : 402052849).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 132 958,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non-réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 29 JAN. 2019

AIX-MARSEILLE PROVENCE
Pour le Président
Arlette L...
Arlette L...

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	132 958,00	20,64%
Subvention EPCI	96 685,00	15,01%
Subvention Département	30 000,00	4,66%
Subvention Région	64 431,00	10,00%
Autres	64 431,00	10,00%
Sous-total Subventions	388 505,00	60,30%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	177 015,00	27,47%
Sous-total Prêts	177 015,00	27,47%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	78 794,00	12,23%
Sous-total Fonds Propres	78 794,00	12,23%
Total du Financement (I + II + III)	644 314,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	644 314,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 531 833,30 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

7

281,00 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

7

281,00 m²

Assiette *

:

531 833,30 €

Taux de subvention

:

25,00 %

SUBVENTION

:

132 958,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 7

Surface utile :

281,00 m²

Assiette : 531 833,30 €

SUBVENTION :

132 958,00 €

Taux moyen de subvention :

25,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

132 958,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.

109 000,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

401 830,00 €

Prestations intellectuelles et frais

85 925,00 €

Décision No : 20181305500288

Page : 4/5

Prix de revient H.T.	596 755,00 €
Montant de la TVA	47 559,00 €
Prix de revient TTC	644 314,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 292,93 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

1. Le montant de la redevance de la location de la surface utile est fixé à 2 292,93 € par m² de surface utile.



19 / 1 4 7 / D

**DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION**

Numéro d'opération :
2013130550041_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
775690944

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

immeuble Anthémis

118 bd marius vivier-merle

69003 Lyon

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500111

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13204 Marseille - 4e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2018

Opération : 16 PLUS / 7 PLAI / 13004 / Patio Montolivet / ICF
3, rue Albe
13004 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

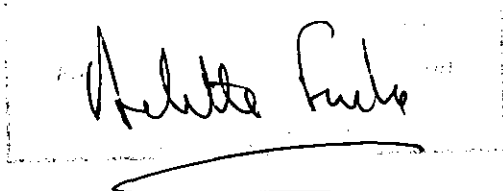
IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	11/12/2013	20131305500183
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE		
SA HLM L'ESL		
Code bénéficiaire : 775690944		
Adresse :		
immeuble Anthémis		
118 bd marius vivier-merle		
Ville :		
69003 Lyon		
Exercice :		
2013		

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 23)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	3 114 976,32 €	3 127 551,51 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 102 200,00 €	(B) 102 200,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 30 660,00 €
Solde à verser		(B-C) 71 540,00 €

Fait à MARSEILLE



le : 29 JAN. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	87 400,00	7,41%
Surcharge foncière	11 975,31	1,02%
Subvention PEEC	0,00	0,00%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	21 000,00	1,78%
Ville de Marseille	34 835,75	2,95%
Subvention Autres	11 900,00	1,01%
Sous-total Subventions	167 111,06	14,17%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 012 271,00	85,82%
Prêts PEEC	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	1 012 271,00	85,82%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	143,42	0,01%
Sous-total Fonds Propres	143,42	0,01%
Total du Financement (I + II + III)	1 179 525,48	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	14 800,00	0,55%
Surcharge foncière	27 124,69	1,02%
Subvention PEEC	100 668,00	3,77%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	48 000,00	1,80%
Ville de Marseille	79 624,57	2,98%
Subvention Autres	77 200,00	2,89%
Sous-total Subventions	347 417,26	13,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 329 995,00	49,78%
Prêts PEEC	232 000,00	8,68%
Sous-total Prêts	1 561 995,00	58,46%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	762 271,97	28,53%
Sous-total Fonds Propres	762 271,97	28,53%
Total du Financement (I + II + III)	2 671 684,23	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	69 000,00	1,79%
Subvention Autres	89 100,00	2,31%
Ville de Marseille	114 460,32	2,97%
Subvention PEEC	100 668,00	2,61%

Subvention Etat	102 200,00	2,65%
Surcharge foncière	39 100,00	1,02%
Sous-total Subventions	514 528,32	13,36%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 342 266,00	60,82%
Prêts PEEC	232 000,00	6,02%
Sous-total Prêts	2 574 266,00	66,84%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	762 415,39	19,80%
Sous-total Fonds Propres	762 415,39	19,80%
Total du Financement (I + II + III)	3 851 209,71	100,00%
Coût de l'opération /dépassement	3 851 209,71	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 127 551,51 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	16	1 149,31 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	16	1 149,31 m²
Assiette *	:	2 174 783,84 €
Taux de subvention	:	0,68 %
SUBVENTION	:	14 800,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	503,51 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	7	503,51 m²
Assiette *	:	952 767,67 €
Taux de subvention	:	9,17 %
SUBVENTION	:	87 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 23	Surface utile :	1 652,82 m²
Assiette : 3 127 551,51 €	SUBVENTION :	102 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,27 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	1 652,82 m²
Assiette de subvention	:	903 553,87 €
Taux de subvention	:	4,33 %
Montant de subvention	:	39 100,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 141 300,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	1 094 262,87 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 818 761,04 €
Prestations intellectuelles et frais	734 474,17 €
Prix de Revient H.T.	3 647 498,08 €
Montant de la TVA	203 711,63 €
Prix de revient TTC	3 851 209,71 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 330,08 €

Type d'opération : accord Action Logement 2013-2015

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 100,00	4,33%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	69 000,00	7,64%
1%.	89 100,00	9,86%
Sous-total Subventions	197 200,00	21,82%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	706 353,87	78,18%
Sous-total Prêts	706 353,87	78,18%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	903 553,87	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	903 553,87	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	247 923,00 €
Surface utile totale	1 652,82 m²
Dont SU Collectif	1 652,82
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	1 094 262,87 €
Assiette de subvention (dépassement)	903 553,87 €
Taux de la subvention	4,33 %

19 / 148 / D

2018.001.00
2018.001.00
2018.001.00

DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :
2013130550041_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
775690944

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

immeuble Anthémis

118 bd marius vivier-merle

69003 Lyon

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500110

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13204 Marseille - 4e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2018

Opération : 16 PLUS / 7 PLAI / 13004 / Patio Montolivet / ICF
3, rue Albe
13004 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : Bouches du Rhône

Date

17/12/2013

N° de décision

20131305500184

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 775640944

Adresse :

immeuble Anthémis

118 bd marius vivier-merle

Ville : 69003 Lyon

Exercice : 2013

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 23)

Assiette de subvention

A la date de la DF

Recalculée

912 189,50 €

903 553,87 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

39 100,00

39 100,00

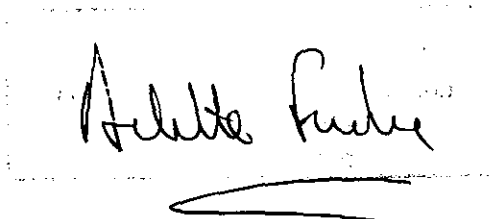
Montant des acomptes versés

(C) 31 280,00 €

Solde à verser

(B-C) 7 820,00 €

Fait à MARSEILLE



le : 29 JAN. 2019

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 100,00	4,33%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	69 000,00	7,64%
1%.	89 100,00	9,86%
Sous-total Subventions	197 200,00	21,82%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	706 353,87	78,18%
Sous-total Prêts	706 353,87	78,18%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	903 553,87	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	903 553,87	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	247 923,00 €
Surface utile totale	1 652,82 m²
Dont SU Collectif	1 652,82
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	1 094 262,87 €
TVA de la charge foncière	57 214,00 €
Charge foncière TTC	1 151 476,87 €
Assiette de subvention (dépassement)	903 553,87 €
Taux de la subvention	4,33 %

19 / 149 / D

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2013130550040_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
775690944

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

L.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

immeuble Anthémis

118 bd marius vivier-merle

69003 Lyon

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500121

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13204 Marseille - 4e arrondissement

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : 13 PLS / Patio Montolivet / 13004/ ICF
3, rue Albe
13004 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

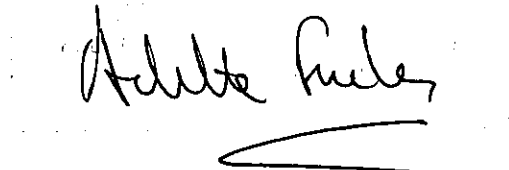
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	11/12/2013	20131305500182
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 775690944		
Adresse :		
immeuble Anthémis		
118 bd marius vivier-merle		
Ville :		
69003 Lyon		
Exercice :		
2013		

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 13)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	0,00 €	0,00 €
Subvention	Initiale	Recalculée
	(A) 0,00 €	(B) 0,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 0,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 29 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention PEEC	75 501,00	3,48%	
Sous-total Subventions	75 501,00	3,48%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 527 124,00	70,30%	1,86%
Prêts PEEC	140 000,00	6,45%	
Sous-total Prêts	1 667 124,00	76,75%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	429 565,13	19,78%	
Sous-total Fonds Propres	429 565,13	19,78%	
Total du Financement (I + II + III)	2 172 190,13	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	2 172 190,13		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

13

936,80 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

13

936,80 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 13

Surface utile :

936,80 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	617 193,99 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 025 830,97 €
Prestations intellectuelles et frais	414 263,10 €
Prix de Revient H.T.	2 057 288,06 €
Montant de la TVA	114 902,07 €
Prix de revient TTC	2 172 190,13 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 318,73 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

31 1039
01 10 05
01 7399



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/150/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maitre Gouard-Robert pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SARL Ovilac

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1710224-2 enregistrée auprès du Tribunal Administratif de Marseille aux fins d'annuler la délibération n° 17085 du conseil municipal de la Commune de Rognac en date du 17 juillet 2017 portant vente des parcelles cadastrées section BT n°169 et 434 sises Les Plans à la société Rognac Business Parc.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représentée dans cette affaire par Maitre Gouard-Robert, SCP Lesage-Berguet-Gouard-Robert, 1593 avenue de la Croix d'or – 13320 Bouc Bel Air.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Gouard-Robert pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 février 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/151/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Frédéric Breysse

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La requête n°1807192-2 déposée par Monsieur Breysse le 7 septembre 2018 devant le Tribunal Administratif de Marseille sollicitant la restitution de la somme de 16 902,09 euros mise à sa charge par arrêté n°13055.09K.0792.PC.PO du 5 octobre 2009 correspondant à la participation financière pour la non réalisation d'une aire de stationnement.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats – 12 boulevard de Courcelles – 75017 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Février 2019

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 février 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/152/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SCP Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire l'opposant aux consorts Ammar

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille signifiée le 6 décembre 2018 par les consorts Ammar sollicitant la reconnaissance de propriété de deux parcelles appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence par prescription acquisitive.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Charrel et Associés 5 rue Boussairolles à Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Février 2019

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 février 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/153/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la Selas Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Lahreche

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1809461-1 déposée le 29 novembre 2018 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Monsieur Eddy Lahreche sollicitant l'annulation de la décision du 26 octobre 2018 de rejet de sa candidature à un poste au sein de la Direction Propreté et cadre de vie.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représentée dans cette affaire par la Selas Adamas Affaires Publiques domiciliée au 55 boulevard des Brotteaux, à Lyon 69255 69455 Cedex 06.

Article 2 :

Les honoraires dus à la Selas Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Février 2019

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 février 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/154/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Sémériva pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Michel D'Antonio

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1809538-2 déposée par Monsieur Michel D'Antonio devant le Tribunal Administratif de Marseille le 6 novembre 2018 demandant l'annulation de l'arrêté du 26 novembre 2018 prenant acte de la suspension prononcée à son encontre pour une durée maximale de 4 mois.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Maître Sophie Sémériva, 2 Place de la Corderie 13007 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sophie Sémériva, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Février 2019

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 février 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/155/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maitre Gouard-Robert pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SARL OVILAC

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1710223-2 enregistrée auprès du Tribunal Administratif de Marseille aux fins d'annuler la délibération du 30 juin 2017 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représentée dans cette affaire par Maitre Gouard-Robert, SCP Lesage-Berguet-Gouard-Robert, 1593 avenue de la Croix d'or – 13 320 Bouc Bel Air.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maitre Gouard-Robert pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Février 2019

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/165/D

Décision d'estimer en justice. Désignation du cabinet Léonardis Catsicalis Peltier pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SCI Labor

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé mesures utiles, enregistrée sous le n°1900729-11, présentée par la SCI LABOR devant le Tribunal Administratif de Marseille le 29 janvier 2019, tendant d'une part, à ce soit qu'il soit enjoint à la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui communiquer une étude qui aurait été réalisée par la société Hydratec, ou à défaut de réalisation effective, de faire réaliser cette étude dans un délai d'un mois et d'assortir cette injonction d'une astreinte de 1 000 euros par jour de retard, d'autre part, à ce qu'il soit enjoint à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à l'Etat de réaliser des travaux de nettoyage et d'entretien du canal d'évacuation des eaux pluviales situé à Fos-sur-Mer le long de la route nationale 568 entre le carrefour du Guignonnet et l'exécutoire du canal et d'assortir cette injonction d'une astreinte de 1 000 euros par jour de retard, et enfin, à ce soit qu'il soit enjoint à la Métropole et l'Etat de réaliser les travaux précisés par l'étude de la société Hydratec, permettant le confinement des flux d'eaux pluviales dans le canal et mettant un terme aux inondations du fonds de la société LABOR et d'assortir cette injonction d'une astreinte de 1 000 euros par jour de retard ;

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2019

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SCI LABOR.

DECIDE

Article 1 :

D'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de la requête en référé mesures utiles n°1900729-11 présentée par la SCI Labor et d'être représentée dans cette affaire par le Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier, 15, Avenue Victor Hugo – 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 février 2019

Martine VASSAL



**DECISION DE CONFIRMATION D'AGREMENT
POUR L'OBTENTION D'UN PRET LOCATION-ACCESSION**

Numéro d'opération :

2016130550011_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

690802053

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. PROMOLOGIS S.A M.A.I HLM

2 r du docteur sanieres

31000 Toulouse

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500004

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13028 La Ciotat

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : AV JULES FERY
LE MONTEGO BAY
AVENUE JULES FERY
13600 LA CIOTAT

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article R.331-76-5-1,

Vu le Code Général des Impôts et notamment ses articles 257 et 278 sexies,

Vu la loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession à la propriété immobilière,

Vu la décision de réservation d'agrément obtenue par le bénéficiaire en date du 20/12/2016,

Vu les documents mentionnés au II de l'article R.331-76-5-1 du code de la construction et de l'habitation et communiqués au représentant de l'Etat,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 6 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale de des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOY 003 919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 novembre 2015,

Vu la déclaration d'achèvement des travaux en date du 04 septembre 2018,

DECIDE :

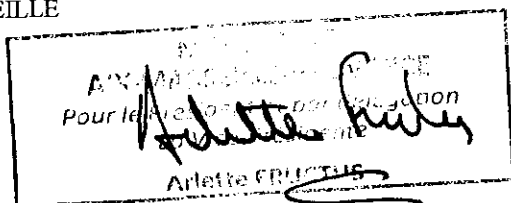
ARTICLE 1. La présente décision porte confirmation d'agrément pour l'opération précitée concernant la réalisation de 1 logements en location-accession dont 0 individuel(s) et 1 collectif(s) au bénéficiaire désigné : S.A. PROMOLOGIS S.A M.A.I HLM (n° SIREN : 690802053).

La liste des logements concernés est annexée à la présente décision.

ARTICLE 2. Le Président de la Métropole Aix Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 05 FEV. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE CONFIRMATION D'AGREMENT

LISTE DES LOGEMENTS CONFIRMES

Opération : 2016-13055-0011 AV JULES FERY

Localisation : La Ciotat

Date	Lot	Type	Type de construction	Surface utile	Identifiant
02/01/2019	B 0	Type 3	Collectif	73,99 m ²	2016 - 0011 - B C

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550273

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500267
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13028 La Ciotat

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2018

Opération : LA CIOTAT- TERRASSES DE LA MARINE
119, AV. DE LA MARINE
13600 La Ciotat

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 8 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLUS

- 2 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 18 937,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 05 FEV. 2019

MÉTROPOLITAIN DE LA PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCHIS

[Handwritten signature]

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	0,00	0,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	169 426,00	41,81%
Prêt CDC logement	179 754,00	44,36%
1%.	0,00	0,00%
Prêts PEEC	0,00	0,00%
Prêts Autres	56 000,00	13,82%
Sous-total Prêts	405 180,00	100,00%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	405 180,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	18 937,00	8,04%
Subvention Département	18 937,00	8,04%
Sous-total Subventions	37 874,00	16,08%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	41 580,00	17,65%
Prêt CDC logement	44 115,00	18,73%
1%.	40 000,00	16,98%
Prêts PEEC	72 000,00	30,56%
Prêts Autres	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	197 695,00	83,92%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	235 569,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	18 937,00	2,96%
Subvention Etat	18 937,00	2,96%
Sous-total Subventions	37 874,00	5,91%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	223 869,00	34,94%
Prêt CDC foncier	211 006,00	32,93%
Prêts Autres	56 000,00	8,74%
1%.	40 000,00	6,24%

Prêts PEEC	72 000,00	11,24%
Sous-total Prêts	602 875,00	94,09%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	640 749,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	640 749,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 480 503,93 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	195,91 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	6	195,91 m²
Assiette *	:	385 817,14 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	2	48,08 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	2	48,08 m²
Assiette *	:	94 686,79 €
Taux de subvention	:	20,00 %
SUBVENTION	:	18 937,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8	Surface utile :	243,99 m²
Assiette : 480 503,93 €	SUBVENTION :	18 937,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,94 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 18 927,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	204 259,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	291 942,00 €
Prestations intellectuelles et frais	87 543,00 €
Prix de revient H.T.	583 884,00 €
Montant de la TVA	56 865,00 €
Prix de revient TTC	640 749,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 626,13 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

RECUEIL
05-02-19
PRÉF 17

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550163

N° SIREN du maître d'ouvrage

573620754

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500190

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13028 La Ciotat

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : les Terrasses de la Marine-2PLS

119, AV. DE LA MARINE

13600 La Ciotat

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 2 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 2 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 2 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

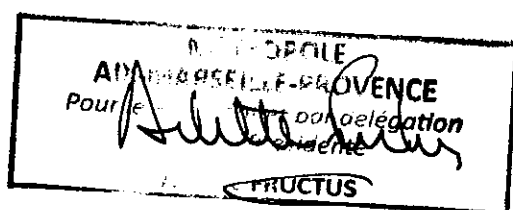
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 05 FEV. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Prêt CDC foncier	77 264,00	35,00%	1,86%
Prêt CDC logement	27 339,00	12,38%	1,86%
1%.	40 000,00	18,12%	1,86%
Prêts PEEC	18 000,00	8,15%	1,86%
Prêts Autres	14 000,00	6,34%	1,86%
Sous-total Prêts	176 603,00	80,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	44 151,00	20,00%	
Sous-total Fonds Propres	44 151,00	20,00%	
Total du Financement (I + II + III)	220 754,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	220 754,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	2	81,60 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLS »	2	81,60 m²
--	---	----------

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 2	Surface utile :	81,60 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	70 586,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	100 837,00 €
Prestations intellectuelles et frais	30 251,00 €
Prix de revient H.T.	201 674,00 €
Montant de la TVA	19 080,00 €
Prix de revient TTC	220 754,00 €
Décision No : 20181305500190	Page : 3/4

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 705,32 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 03 2014
01.00.00
01.7044



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/173/D

Convention multipartite (Etat, Ville de Marseille, Département des Bouches-du-Rhône, Métropole Aix-Marseille-Provence) relative au transfert de la gestion et de la coordination d'accueil des personnes évacuées suite à l'effondrement d'immeubles de la rue d'Aubagne à Marseille à l'association FRANCE HORIZON

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- La mise en œuvre de la convention dans le cadre d'une négociation de gré à gré avec France Horizon, prestataire reconnu comme ayant les compétences requises sur la base de l'urgence de prise en charge impérieuse des personnes évacuées, conformément à l'article 30-I-1° du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.
- La délibération n°131 de la commission permanente du 8 février 2019 relative à la convention avec l'association France horizon pour la gestion et la coordination de l'espace d'accueil des personnes évacuées (EAPE Beauvau) ;

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Février 2019

DECIDE

Article 1 :

D'autoriser la Madame la Présidente de la Métropole à signer la convention tripartite relative au transfert de la gestion et de la coordination d'accueil des personnes évacuées suite à l'effondrement d'immeubles de la rue d'Aubagne à Marseille à l'association FRANCE HORIZON.c

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 février 2019

Martine VASSAL